

Georges Le Brun Keris

L'extrême-Asie

Articles & Rapports

Sommaire

L'Est Asiatique résistera-t-il au communisme ?	3
I Solidité du bloc sino-soviétique	3
II Fragilité de l'Est asiatique	5
III Force et faiblesse du système occidental en Asie	8
IV Les vrais remèdes	9
Rencontre de l'Extrême-Asie	11
La pacification, clef de la guerre	12
En audience de SM Bao Dai	14
Ceux qui maintiennent	16
La France entre les écueils	19
Saïgon, capitale du Sud-Est asiatique	21
Terre imprégnée d'humanité	27
Allusion à l'Extrême-Asie	28
Mot Khot	28
Le Grand Lac	29
Marché chinois	29
Survol	30
Aide aux pays sous-développés	30
Terre des hommes	31
Halong	31
La réforme agraire dans le Sud Viet-Nam	32
I Considérations générales sur la question agraire au Viet-Nam	32
II – La réforme agraire	36
Qu'est-ce que la guerre d'Indochine	40
Les difficiles solutions	42
Indochine	45
Témoignages	45
La révolte des peuples sous développés	46
Dix ans de guerre d'Indochine	49
La conférence de Genève	55
Une tâche exaltante	58
Avant d'étudier l'affaire d'Indochine	58
Les données permanentes de l'affaire d'Indochine	59
Brève histoire de la guerre d'Indochine	62
Caractéristiques de la lutte jusqu'en 1950	80
Sous la marée du coton bleu	84
Quand la Russie « gagnait » la Chine	84

« Poursuivons le communisme en Asie ! Pourchassons-le », clament les Républicains aux États-Unis. Pris dans le réseau de ses promesses électorales, le Général Eisenhower entame sa présidence par un geste spectaculaire – et certainement vain – en Asie : il déneutralise Formose. Au moment où nous écrivons, les interventions française et britannique semblent avoir évité que ce premier acte soit suivi de quelques autres non moins spectaculaires et non moins vains.

Spectaculaires et vains ? Cette politique américaine nous paraît prétendre apporter une solution complètement étrangère aux données du problème asiatique.

Cohabitation avec l'Asie

Une formule, aussi lisible qu'une formule chimique, résume ce problème asiatique. La moitié de l'humanité vit sur un sixième des terres émergées en ne disposant que d'un cinquième du revenu mondial est-il spécialement mal distribué. L'inégalité des situations, en Asie, est beaucoup plus flagrante et profonde que chez nous. Le sous-prolétariat asiatique n'est pas un prolétariat à la puissance cinq. Nous le placerions aux environs de la puissance dix. Si au lieu de parler de revenus et de terres émergées nous parlons en pouvoir d'achat, la formule se transposera dans les termes suivants : quand un citoyen américain dispose de huit cents dollars, un anglais en dispose de cinq cents et un asiatique de cinquante.

Certes cette situation n'est pas neuve. Voilà des siècles et peut-être des millénaires que l'humanité asiatique meurt de faim. Sans doute, et cette misère n'est pas un drame nouveau, sinon pour notre conscience d'occidentaux. Naguère encore ils étaient si loin, ces pays d'Asie, séparés de nous par tant de décades et même de mois de navigation. L'invention de la vitesse, qui a changé la face du monde, les a désormais précipités sur nous. Nous sommes à quarante-huit heures de Tokyo. Dans quelques mois un « Comète » nous portera jusqu'à Saïgon en treize heures. Voilà qui éclaire de son vrai jour, en particulier, le drame d'Indochine : le Mékong est beaucoup plus près de Paris que ne l'était le Rhin en 1870.

Et désormais tout asiatique sait, il voit, il touche que nos prolétaires les plus misérables sont encore les aristocrates de l'humanité.

Et cette révolte a pris un nom et une forme en Asie : le communisme. Oh ! un communisme qui, le plus souvent, se préoccupe assez peu de dialectique marxiste et de matérialisme historique (plus qu'on ne croit pourtant). Si bien que sur ce drame fondamental de notre temps s'est contreplaquée la guerre froide. À cette guerre froide asiatique – très peu froide – le Général Eisenhower prétend mettre un terme par les moyens que nous avons dits. Éclairés par un récent périple asiatique, nous voudrions indiquer ce qui à notre sens doit penser de l'adoption de ces moyens à leur fin.

I Solidité du bloc sino-soviétique

Car désormais la révolte de l'Asie a un nom géographique : c'est la Chine. Je sais que certains contestent, et dans deux camps opposés, ou que la Chine soit vraiment communiste ou que le communisme y soit assez ancré pour résister au premier choc. Erreur d'optique, très générale. Nous avons tous encore dans l'oreille les phrases bénifiantes dont nous nous sommes rassurés quand Mao Tse-Toung eût achevé de conquérir son empire. Devant un événement si formidable, nous avons voulu nous rassurer. Nous avons fait appel à tous les glossateurs pour qu'ils minimisent cette date, pour qu'elle cesse d'être une des plus importantes de l'Histoire. Alors nous avons sollicité les « spécialistes » de nous affirmer que la

Chine absorberait le Communisme comme elle a déjà absorbé toutes les importations étrangères, qu'elle le transformerait (traduisez : qu'elle l'émasculerait). Nous nous sommes rappelés que les Chinois étaient avant tout nationalistes, et connaissant l'impérialisme russe, nous nous sommes prédit un proche titisme chinois – avec d'ailleurs une indiscrétion qui ne pouvait qu'en empêcher la naissance. Avec les anglais et inspirant bien entendu de précédents historiques notre erreur, nous nous sommes persuadés qu'économiquement la Chine ne pouvait se passer de l'Occident. Quand on la touche, la frontière de Chine, quand on atterrit sur un de ses quelques points où le « rideau de bambou » est assez mince pour que filtrent les nouvelles, elles s'évanouissent nos bénéfiantes erreurs.

Fondements d'un régime.

Simplement, trompés une fois de plus par les précédents historiques ; nous avons cru que la Chine réagirait au marxisme comme naguère aux idéologies occidentales, ou dans nos références historiques nous avons confondu les dates. Nous avons d'abord oublié cette espèce de « bascule des obédiences » dont Paul Mus parle dans son livre sur le Vietnam, bascule qui régit la vie politique de tous les pays pétris de confucianisme. Nul n'est plus respectueux de l'autorité que le chinois, mais si sous le coup d'une autre autorité possible elle présente une faille, il se précipite vers cette autorité possible. N'en déplaise à Tchang Kai-Chek qui dans son exil de Formose prétend qu'on le regrette en Chine, un prince vaincu n'a jamais gardé de fidèles dans l'Empire du Milieu. L'ordre social antérieur n'est plus qu'un désordre éventuel pour un esprit confusianiste.

Et puis on oubliait aussi les affinités entre la philosophie chinoise classique et le marxisme. Disons plutôt : et le Stalinisme, en nous rappelant que l'Asie a fortement imprégné la pensée du géorgien Staline. Ces parentés ont été admirablement recensées par MJ de Ligny dans un numéro de Rythmes du Monde¹ : Matérialisme de part et d'autre, refus du spirituel, systèmes l'un et l'autre strictement humanistes, système l'un et l'autre orientés vers la réussite d'une construction sociale ; même idée du prince (ou du surhomme, comme on veut) chargé d'interpréter la volonté du Ciel ou le devenir historique (au choix) ; « rythme de la pensée Taoïste, rythme de la pensée dialectique, deux oscillations étrangement semblables viennent se rejoindre à travers la profondeur des siècles ». Et certes, dans cette même étude, M. de Ligny indique la contradiction fondamentale entre l'éternel devenir marxiste et la fixité chinoise, et sans doute à la longue cette contradiction sera-t-elle la plus forte. Mais nous devons, pour bien comprendre, nous mettre dans l'esprit que ces jeunes chinois qui ne croyaient avoir le choix qu'entre une pensée nationale sclérosée depuis deux millénaires ou une pensée occidentale qui contredisait les principes mêmes de leur être, et qui, soudain, voit comme un métal en fusion la pensée marxiste se couler dans les moules antiques du taoïsme et du confucianisme. « La pensée chinoise, demeurée si éloignée au cours des âges de la spéculation occidentale, peut sembler désormais, en venant s'insérer tout naturellement dans les cadres de la dialectique marxiste, effectuer la soudure avec les temps modernes, franchir d'un seul bond plusieurs étapes de l'histoire de la pensée et, rejetant le poids de son anachronisme, venir s'aligner avec les plus jeunes efforts de l'esprit humain ». Non les étudiants chinois ne rechignent certes pas aux cours de marxisme, n'en déplaisent aux rédacteurs de Life.

La Chine s'éloigne.

Mais c'est dire que le Titisme Chinois perd de ses chances fondamentales. À l'intérieur du bloc sino-soviétique les difficultés sont réelles. Nous n'aurons aucune peine à énumérer les principales. Et d'abord si on a voulu en tirer des conclusions trop fortes ou fausses, ce n'en est pas moins une vérité que l'URSS doit désormais compter non plus avec un allié et non de simples satellites et qu'une telle situation d'égalité comporte toujours une certaine fragilité. Des alliés, et des alliés rivaux : nul mieux que Mao Tse-Toung ne connaît

1 Jean de Ligny, Pensée Chinoise et marxisme. Rythmes du Monde, n°4, 1951.

l'âpreté de Staline. Il le sait bien, par exemple, qu'après le départ de tous les ambassadeurs occidentaux, est demeuré auprès de Tchang Kaï-Chek l'ambassadeur d'URSS, pour arracher à ce gouvernement des concessions ultimes qu'on pût opposer à son vainqueur. Il la connaît en Mandchourie et à Dairen, l'âpreté russe. Il la connaît en Mongolie extérieure, et il s'efforce en Mongolie intérieure d'organiser une colonisation de type soviétique à la fois pour neutraliser les intrigues staliniennes et pour éviter l'attrait du territoire russifié. Seulement, pour lui faire surmonter sa haine de l'Occident il lui faudrait d'autres craintes ou d'autres lésions et qu'à travers les rodomontades américaines cet Occident ne lui fît pas encore plus peur. Et cela suffirait-il ? Plutôt, la question ne se pose pas en ces termes pour les dirigeants d'un peuple guerrier en expansion. On ne réfléchit pas assez au fait que le processus de la révolution chinoise n'a eu aucun rapport avec celui de la révolution russe. La révolution a été faite non par un parti communiste issu d'un prolétariat urbain, mais en faveur des masses paysannes par une armée qui en était comme l'élite. Le vrai Parti en Chine, et malgré l'existence du Parti, c'est encore l'armée, d'où un certain caractère agressif qui ne peut se tourner que contre l'Occident (la guerre de Corée, par exemple, pourrait bien avoir été voulue par la Chine contre le gré de l'URSS). D'où, dès l'origine, le peu de chance que cet occident bénéficie d'un titisme. Mais d'où, en regard, le caractère illusoire de la politique américaine qui se comporte comme si Mao pouvait avoir peur d'une intervention armée.

Enfin – ce fut surtout une illusion britannique – on croyait que la Chine ne pourrait pas se passer de l'aide économique de l'Occident. Hong Kong s'imaginait une prospérité éternelle. Certes la Chine n'a jamais cessé de commercer avec l'occident, mais sans que cela infléchisse sa ligne politique. Sans doute est-ce pour bien le marquer, que son agence spécialisée pour ce commerce est installée à Berlin-Est, et non point en quelque lieu de sa propre frontière. D'autre part, ce commerce a toujours été limité, la Chine s'en étant bien mieux passée que nous n'imaginions. Nous avons seulement oublié de porter en compte l'héroïsme du stalinien et l'inhumanité de ses dirigeants...

Si bien que la Chine communiste, telle qu'on la voit de ses rives, s'éloigne toujours plus de l'Occident pour se rapprocher toujours plus du monde russe. Pour s'en convaincre, quelques faits suffisent, de la campagne des antis, la « suppression » physique et morale de tout élément de résistance avec en corollaire la multiplication des « camps de répression », à la militarisation croissante (et sur ce point la guerre de Corée a bien servi le régime). L'économie reste le point faible (même si on nous annonce spectaculairement des exportations de riz qui rappellent le blé soviétique de 1946). Et pourtant, même dans ce domaine on doit enregistrer la réussite extraordinaire des grands travaux hydrauliques. La réforme agraire est un fait – même si elle représente à contre échéance une escroquerie pour le coolie qui en ignore la précarité. Développement des cultures vivrières et de la pisciculture, développement des transports, accroissement sensible de l'extraction du charbon, tous les symptômes d'un développement économique concordent. Sur ce plan aussi la Chine communiste paraît s'éloigner de l'Occident.

Tel est donc le fait majeur. Au centre de l'Asie un bloc communiste, pour le moment infrangible.

II Fragilité de l'Est asiatique

Un noyau communiste solide : à son attrait les peuples qui l'entourent peuvent-ils résister ?

Hélas ! Nous retrouvons cette espèce d'équation sans inconnue par quoi nous avons commencé ces lignes : la moitié de l'humanité vit d'un cinquième du revenu mondial sur le sixième des terres émergées. Le succès chinois ne fut-il que partiel, on devine son pouvoir

exemplaire dans ce monde de misère et de faim – un monde pris dans la double tenaille de la surpopulation et de la faim.

Perméabilité au communisme.

Idéologiquement, les pays de l'Est-Asiatique sont incapables, ou presque, de résister au communisme. Qu'opposera l'Occident au slogan répandu : « l'URSS était pauvre, elle est devenue puissante et riche, faisons comme elle, par les mêmes voies, et nous obtiendrons les mêmes résultats ». Rien ne nous servira, en Asie, de brandir l'arme psychologique de la liberté ». « Liberté » n'est pas un mot asiatique : au surplus possède-t-il un sens pour qui meurt de faim ? D'un bout à l'autre du continent l'habitude de l'oppression est telle qu'on ne la craint plus. Pas davantage d'attrait, sur le plan économique, pour un régime libéral confisqué par une oligarchie. Enfin le dernier atout idéologique de l'Occident – le respect de la personne humaine – n'a pas de valeur ici, il n'a pas cours, il n'a même pas de sens. Je crois qu'on pourrait établir un rapport mathématique dans chaque pays entre la durée moyenne de la vie humaine et le respect de la personne. Et dans l'Inde on vit vingt six ans quand en Europe on en vit soixante quatre. Aussi les unes après les autres s'effondrent les institutions démocratiques qu'on avait importées ici : comment ne pas souscrire au jugement de M. Tibor-Mende ? « Après une longue période consacrée à l'expérimentation des institutions reposant sur le consentement populaire, il existe aujourd'hui une tendance notable à se fier plutôt aux méthodes traditionnelles de contrainte et à fonder sur cette réalité sociologique la transformation économique désirée ».

Impotence économique.

Idéologiquement l'Occident n'apporte pas aux pays d'Asie la doctrine qui leur permettrait de résister à l'emprise communiste. Quant à l'économie même de ces pays, elle les prédispose à tomber sous cette emprise, dans la mesure tout au moins où un grand effort ne sera pas entrepris pour la sortir de son ornière. Rappelons une fois de plus l'épuration tragique : 1/2, 1/5, 1/6. Nous pourrions encore la formuler d'une façon différente : les neuf cents millions d'habitants de la Chine, de l'Inde et du Pakistan disposent de moins de terre cultivée que les trois cent cinquante de l'URSS et des États-Unis. Et le problème économique de l'Est asiatique se pose d'abord en termes démographiques. Pays surpeuplés, et d'une population croissante², l'Inde, le Pakistan, Ceylan, la Birmanie, la Malaisie, la Thaïlande, l'Indochine, l'Indonésie qui portent au total 670 millions d'habitants en auront 720 dans dix ans, c'est-à-dire qu'ils ajouteront à leur population actuelle la population totale des États-Unis.

Déjà ces peuples meurent de faim, peut-on espérer un accroissement de production qui leur permette de supporter le poids démographique ? Au terme de notre enquête, nous répondrons CERTAINEMENT NON³.

Agriculture.

Voyons d'abord l'Agriculture, puisque sauf au Japon, elle est l'activité de 65 à 80% de la population. Or, on constate en premier lieu que dans ces pays la production vivrière non seulement ne s'accroît pas, mais est en régression : 33% au lieu de 35% avant la guerre. Les rendements, sauf pour le riz, sont inférieurs de 10 à 30% à ce qu'ils sont dans le reste du monde, ceci faute d'engrais chimique et surtout animal.

Qu'on ajoute – si je puis dire – à ces chiffres le mauvais régime d'exploitation des terres. On cumule les inconvénients économiques de la petite propriété (le morcellement) avec les inconvénients sociaux de la grande. L'exploitant n'est que très rarement propriétaire. Et ces défauts vont s'accroissant. Entre 1911 et 1931, le nombre des

2 Cet accroissement va de 1,3% en Birmanie à 2,4% en Malaisie.

3 Nous empruntons la plupart des chiffres cités soit au remarquable petit livre de M. Tibor-Mende, la révolte de l'Asie, Presses Universitaires, soit à un article de M. Charles Robequain, l'Économie de l'Asie des Moussons et son évolution récente, Annales de Géographie, Juillet-Oct, 1951.

propriétaires non exploitants s'est accru de 18,1% dans l'ensemble de l'Inde⁴. Jusqu'ici aucun des gouvernements d'Orient ne s'est montré capable d'une réforme agraire, et si nous nous référons à l'article de notre ami Kenneth Vignes, Réforme agraire ou communisme ? C'est pour indiquer qu'une telle réforme est beaucoup plus difficile à opérer qu'il ne paraît le dire : d'une part, en effet, une réforme agraire qui ne serait pas précédée de l'organisation sérieuse du crédit agricole ne serait qu'une illusion. Mais surtout, la réforme agraire pour n'être pas temporaire et que l'agriculture reste propriétaire, suppose un encadrement du paysannat pour lequel ces pays manquent d'hommes formés. Telle est, par exemple, la difficulté moyenne de la réforme agraire au Vatican.

Les perspectives permettent un peu moins de pessimisme quand existent ou ont existé des plantations, et la qualité de la main d'œuvre les ont fait abonder dans ces régions. En effet, beaucoup d'entre elles sont passées entre les mains des indigènes. Déjà en 1937, 49% du caoutchouc des Indes néerlandaises étaient entre les mains des petits planteurs indigènes. Partout où les vicissitudes politiques ne l'interdisent pas les plantations sont en plein essor. Toutefois on ne doit pas fonder trop d'espoir sur elles, non seulement pour celles où la relève de l'européen par l'indigène paraît difficile (Théiers), mais pour celles où elle paraît techniquement plus facile (hevea, oleïs). En effet ce sont là productions toujours subordonnées aux aléas de la spéculation. L'Indigène ne sera que rarement en mesure de supporter de tels aléas. Nous le voyons bien dans nos pays d'Outre-Mer. Pour supporter ces aléas, comme pour organiser la production il devra se soumettre à une discipline coopérative extrêmement ferme. Bien souvent, celle-ci est encore à réaliser.

Industrialisation ?

Mais dans tous ces pays, le développement agricole n'est vu qu'avec un certain dédain. On lui prête je ne sais quelle saveur coloniale. Et puis il n'intéresse que les plus pauvres, ceux qui ne peuvent pas se faire entendre. Il heurte les conservateurs qui ont peur de la réforme agraire. Aux yeux des progressistes, un tel développement paraît vieillot. Il n'a pas l'allure d'un Plan quadriennal soviétique, et c'est un tel plan qu'on aimerait. Aussi partout n'a-t-on « qu'un mot à la bouche » : INDUSTRIALISATION. Et partout on élabore aussi des plans, plus audacieux qu'étudiés, tel ce plan de Bombay en 1944 qui devait doubler le revenu par tête d'habitants des Indiens en quinze ans, tripler le revenu de l'Inde, sextupler son rendement industriel, mais dont ses auteurs n'avaient pas prévu la technique de financement.

En fait l'industrialisation se heurte à une terrible disette d'énergie. Dans toute l'Asie des Moussons (Chine comprise) les réserves sûres de charbon sont de 5,3% des réserves mondiales, mais la consommation représente 8% de la consommation mondiale annuelle, dans le même espace les réserves de pétrole sont de 2,7% pour une consommation de 3,5%. la houille blanche offrirait les meilleures perspectives (14%), mais en Chine – spécialement en Mandchourie, plutôt que dans ces pays périphériques qui nous intéressent.

Quand aux richesses minières, elles existent⁵, mais sans aucune comparaison avec les richesses des États-Unis ou de l'URSS. Les industries de transformation de produits agricoles paraîtraient en meilleure position, sans, hélas ! les avatars politiques du genre de la partition des Indes qui les ont paralysées. D'autre part la campagne grow more food a amené un recul du coton aux Indes. L'Asie des moussons qui a produit 40% du montant total des fibres naturelles, n'en a plus produit que 30% en 1949.

A ces difficultés nous pouvons malheureusement en ajouter d'autres. Certes, la main d'œuvre est inépuisable, elle est intelligente, mais famélique elle n'a qu'un rendement

4 62% en Bengale, 78% dans les Provinces Unies, 80% dans le Madras !!!

5 Aluminium, étain, antimoine, tungstène, graphite, micer, grosses quantités de mauvais minerai de fer, peu de charbon cokéifiable, et encore, aux Indes, le brûle-t-on dans les locomotives !

défectueux⁶. D'autre part, qui dit « industrialisation » dit « débouchés », et qui dit « débouchés » dit organisation commerciale, internationale. Or nous pourrions ici ajouter un terme de plus à notre équation sans inconnue. Cette moitié de la population du monde ne participe que pour un septième au commerce universel (encore dans le secteur qui nous intéresse, ce septième est-il confisqué par les européens et les chinois).

Impotence politique.

Nous venons de voir successivement que l'Occident n'apportait pas aux pays du Sud-Est asiatique les maîtres mots qui leur permettraient de résister en face du communisme. Nous avons vu également que les conditions économiques de ces pays les condamnaient, si rien ne les en dégageait, à une misère qui les prédisposait à l'invasion du Stalinisme. Leurs conditions politiques ne sont malheureusement pas meilleures. Point n'est besoin d'y insister. Chacun sait le déchirement de la Birmanie entre les communistes du chapeau rouge, les communistes du chapeau blanc, les nationalistes karems, sans omettre les forces gouvernementales (un remarquable black out des nouvelles pèse sur ce pays). On sait aussi que les Philippines souffrent d'une guerre très analogue à la guerre d'Indochine (les Huks) bien qu'on évite d'en parler : les Philippines sont indépendantes, et la preuve serait trop éclatante que satisfaire les revendications nationalistes ne sont pas la panacée qu'on a prétendue à Washington. L'Indonésie, malgré son indépendance, est elle aussi, une Indochine. Quand à l'Inde, sous l'égide du prestidigitateur Nehru, elle est le pays de la grande illusion. Vastes sont ses présentions, mais dans les chiffres que nous venons de citer, les plus déplorables sont toujours les siens. Nehru rêve, des bureaux bâtissent des plans (on en est au dix-septième projet de réforme agraire), tandis que pèse la misère et que le communisme interne se développe⁷.

III Force et faiblesse du système occidental en Asie

Un périple dans l'Est-Asiatique vous amène donc à cette conclusion que ces pays ne sont plus préservés du communisme que : 1° parce que les Occidentaux tiennent un certain nombre de bases et ainsi les empêche d'y sombrer d'eux-mêmes ; 2° parce que l'URSS, et peut-être également la Chine, craignent une guerre généralisée que provoquerait leur progression.

Les bases.

Des bases : le système défensif occidental tient dans le maintien d'une espèce de ceinture stratégique autour de la Chine. Voici d'abord les Aléoutiennes, puis le Japon, Formose, les Philippines et l'Indonésie. Ce système est lui-même doublé d'une sorte de deuxième échelon avec les îles Hawaï, Midway, Wake, Bonin, Mariannes, Yap et Palaos. Seulement ce système, s'il tient, présente un certain nombre de faiblesses. En premier lieu un système militaire est singulièrement dévalué quand l'armement est insuffisant. Or la guerre de Corée a montré l'insuffisance de l'armement occidental. Même la supériorité aérienne des États-Unis est une illusion : quand les américains fabriquent sept cents avions de chasse, les sino-soviétiques en construisent cinq mille. D'autre part ce système est ainsi agencé que toute rupture de ce fond rend fragile les autres éléments. Or il a été corrompu d'avance à Yalta quand Roosevelt a consenti aux russes la possession des Kouriles. D'autre part et surtout il sombrerait d'un seul coup si les forces communistes parvenaient à forcer la charnière tonkinoise. Barrant la Chine du Sud dans ses voies naturelles d'expansion, assurant la défense de toute la péninsule indochinoise et de l'archipel indonésien le verrou indochinois est le point essentiel du système. Enfin et surtout un système aussi strictement

6 Le quart ou le cinquième du rendement de l'ouvrier européen.

7 Nous ne pouvons pas renvoyer à l'admirable livre de Tibor-Mende, l'Inde devant l'Orage, Éditions du Seuil, un livre où nous avons retrouvé exactement toutes les impressions que nous avons nous-mêmes ressenties aux Indes.

militaire risque à la longue de ne pas pouvoir empêcher, notamment au Japon, la communisation du pays par voie interne.

La trouée japonaise.

Faiblesses d'autant plus graves que le jour risque de venir où le bloc sino-soviétique craindra moins de déclencher la guerre généralisée. À quoi peut tenir cette crainte, en effet, sinon d'une déficience dans certains armements. Énergie atomique ? Peut-être ; bien que personnellement nous soyons enclins à accorder à l'arme atomique moins d'importance qu'on le fait généralement. Alors ? L'embargo américain sur le matériel stratégique a porté ses fruits.

Au cours d'un voyage en URSS, nous avons été particulièrement impressionnés par le manque de main-d'œuvre vraiment qualifiée. En résulte une disette relative mais réelle, de roulements à bille et d'instruments de précision. L'URSS ne peut tenter une guerre généralisée, avec chances de succès final, que lorsqu'elle aura comblé cette lacune.

Or l'arsenal japonais est presque à sa portée. Le Japon étouffe dans ses frontières. Son niveau de vie représente seulement 50% de son niveau de vie d'avant-guerre, pourtant bas. Quatre vingt cinq millions d'habitants doivent vivre sur un espace qui n'en nourrissait déjà pas soixante dix. En 1950 le niveau de son commerce extérieur n'était que 30% de celui d'avant-guerre, et même si dans certaines branches il a doublé depuis 1950 la marge reste encore énorme. La balance des comptes n'est en équilibre que par les quelques cinq cent cinquante millions de dollars que rapporte au Japon son rôle de base de départ dans la guerre de Corée. Le Japon doit importer produits alimentaires (24%) et matières premières (62%) et le plus souvent en provenance de la zone dollar et à haut prix. C'est ainsi qu'il doit acheter son charbon pour 817 000 tonnes aux États-Unis, pour 900 000 tonnes aux Philippines, contre 715 000 tonnes dans l'archipel malais. Et la Chine qui avant la guerre lui en fournissait 500 000 tonnes ne lui en envoie plus que 50 000⁸.

On s'explique, dès lors, que pèse sur le Japon la hantise à la fois des matières premières chinoises et du débouché chinois. En 1950, premier symptôme, la chambre de commerce d'Osaka, qui jouit d'une grande influence, proposa un programme commercial allouant 40% à la Chine, 20% à la zone dollar et 20% à la zone sterling. À la même époque le gouvernement japonais a créé des commissions spéciales pour l'étude des possibilités de commerce avec la Chine. Qui mieux est, l'an dernier, le jour de la Pentecôte, le Gouvernement japonais a signé un accord commercial avec la Chine, destiné sans doute à n'être jamais appliqué, mais combien symptomatique pourtant...

Cette nostalgie japonaise pour le trafic avec la Chine est d'autant plus impressionnante qu'elle répond à quelque chose de naturel. Dans un monde économique, abstrait comme l'homo economicus, le couple Chine-Japon serait complémentaire. Sans les obstacles politiques, un tel rapprochement serait un facteur d'ordre international. Seulement pour le moment ce même couple signifierait les roulements à bille et le matériel de précision à l'URSS...

IV Les vrais remèdes

Sans doute est-ce la meilleure défense de la nouvelle politique américaine. Sentant l'inéluctabilité d'un rapprochement entre la Chine et le Japon si celui-ci ne trouve pas de débouchés, et voyant les milieux économiques de tous les pays du monde se hérissier à la seule pensée de compter à nouveau avec l'industrie japonaise, Eisenhower cherche à gagner de vitesse sur ce rapprochement. Justification beaucoup plus valable que la plupart de celles que nous avons fournies. Elle ne nous satisfait pas entièrement pourtant et beaucoup moins parce que – opinion souvent émise – elle risque de renforcer la solidarité entre l'URSS et la

8 Le charbon chinois revient à peu près à moitié prix du charbon américain.

Chine (celle-ci est un fait, et à brève échéance on ne peut ni la renforcer ni l'amoinrir) que par son inadaptation au problème. Nous avons peine à croire que cette politique strictement militaire aura plus d'effet que des coups d'épingle dans un matelas.

Le mal dont souffre l'est-asiatique est d'ordre économique et social. Nous pensons l'avoir suffisamment analysé pour qu'on en soit convaincu. Donc les vrais remèdes seront d'ordre économique et social. D'abord le Général Eisenhower devrait profiter du caractère encore inentamé de sa popularité pour obtenir des milieux d'affaires américains quelques sacrifices en faveur de l'industrie japonaise. Puis, son pays ayant payé d'exemple, il devrait employer le pouvoir que les États-Unis détiennent au sein de la coalition occidentale, obtenir de ces alliés que chacun apporte quelque débouché au Japon. Une conférence économique interalliée pourrait fort bien régler ce problème. Ainsi parerait-on on plus pressé.

Un plan digne de ce nom.

Mais ensuite une aide massive devrait être apportée à l'économie des pays de l'Est-Asiatique parce qu'ils sortent de leur actuel marasme. L'aide apportée par les États-Unis à l'Asie – y compris la Chine et les Philippines – depuis la fin de la guerre, n'a été que le dixième de celle apportée au reste du monde. Encore s'est-elle « diluée » sans profit entre les mains de Tchang Kai-chek ou du Gouvernement Philippin, et aura-t-elle plus contribué à la profession des automobiles de luxe qu'à celle des tracteurs. Le point IV avait été un grand espoir. Il aurait pu changer le niveau de vie de ces pays sous-développés ; contribuer efficacement à diminuer les disparités d'âge économique. Hélas ! s'il fut une grande idée il ne devint jamais rien d'autre. Émasculé par le Congrès américain, il n'est plus guère qu'une machine à placer quelques techniciens américains. Le grand tam tam publicitaire mené par les Nations-Unies autour de l'aide aux pays sous-développés ne doit pas nous tromper : les chiffres sont là. À ce titre ont été versés exactement 20 millions de dollars, soit 7 milliards de francs par an (dont 422 par la France). La moitié de ces sept milliards ont été placés en réserve. Le reste a été distribué mais presque entièrement absorbé par les frais de fonctionnement et le tam tam publicitaire. La montagne a accouché d'une souris et le point IV d'une assistante sociale au Yemen ! Pour comprendre la valeur de ces chiffres un seul rapprochement suffira : de 1948 à 1951, la France a consacré 356 milliards aux seuls pays de sa mouvance (dont 175,6 pour la seule Afrique du Nord).

Seules les puissances « coloniales » actuellement ont fait un effort pour réduire certaines de ces disparités économiques qui étaient le vrai drame du monde. Ainsi les anglais, par exemple, ont-ils lancé leur plan de Colombo. Le fait est normal : seules les puissances « coloniales » ont un intérêt moral et politique à de tels sacrifices, si bien qu'aujourd'hui elles sont les seules à jouer vraiment un rôle anticolonialiste, à lutter efficacement contre la servitude coloniale. Les Nations-Unies auraient mieux à faire qu'à s'efforcer de les entraver : les imiter.

Car seul un Point IV digne de lui-même relèvera ces pays. Certes certaines sommes pourraient être trouvées sur place. L'organisation des Nations-Unies, par exemple, si elles s'appliquaient à résoudre l'affaire du Cachemire et si elles obligeaient Nehru à se plier à leurs décisions permettraient à l'Inde et au Pakistan d'investir les 450 millions de dollars que chacun d'entre eux consacre chaque année à préparer la guerre contre l'autre⁹. Malgré tout, un effort énorme devra être accompli par les pays évolués économiquement en faveur des sous-évolués, et pour « amorcer la pompe » il y faudrait quelques mille millions de dollars.

En marge du Bell Report.

Cela suffirait-il ? Si ces sommes sont remises aux Gouvernements des pays sous-évolués, on verra seulement augmenter le nombre des automobiles de luxe, le reste des subsides servant à « lobbyer » quelques campagnes anti-colonialistes à Washington ou à

9 De même les Philippines pourraient être invitées à consacrer un peu plus de 0,25% de leur budget à leur agriculture.

Lake Success. Il existe un document fort impressionnant : le Bell Report¹⁰. C'est le compte-rendu de la Mission que les États-Unis ont envoyé aux Philippines pour contrôler l'emploi des fonds qu'ils y avaient répandus. Or que recommande cette mission en conclusion de son exposé : que le Président Truman envoie une mission américaine chargée de contrôler les ministères-clés de la République Philippine indépendante.

La tutelle des Nations-Unies, ce sont en effet ces peuples mal défendus contre leurs oligarchies régnautes qui en auraient impérieusement besoin. Quatre ans après l'indépendance des Philippines, le Bell Report n'a pas d'autre remède à proposer aux méfaits de cette indépendance. Nous savons ce que nos propositions ont de révolutionnaire. Et certes une telle politique demanderait un autre effort, et plus coûteux et plus soutenu, que la déneutralisation de Formose. Seulement une telle politique, elle, répondrait aux vraies données du problème. Hitler avait, pour miner son adversaire et le rendre incapable de réagir, inventé la drôle de guerre. Staline a inventé la guerre froide. L'objet est toujours le même : imposer à l'adversaire une forme de guerre différente de celle à laquelle il est psychologiquement préparé. Pour comprendre la guerre froide et la gagner, il importerait de l'étudier dans son imbricement avec les problèmes soulevés par la cohabitation, dans notre univers rétréci, entre peuples d'âge économique différent. Alors on verrait que bien plus qu'un effort militaire, serait efficace un effort économique et social en faveur de ces peuples sous-évolués, sans quoi tout autour des bases qui constituent la défense occidentale, et entraînant ces bases mêmes dans leur chute, les pays de l'Est-Asiatique un à un sombreront dans le communisme.

Rencontre de l'Extrême-Asie

Bulletin d'information de l'Union Française 3/1953

On part pour mieux comprendre une situation politique. On part pour évaluer des difficultés et leur trouver des remèdes. Et puis, dès l'aérodrome de Tan Son Nhut franchi, on rencontre l'Extrême-Asie. Basses maisons de palmes tressées, sur leurs pilotis, champs amphibies que bossèlent en archipel les tombeaux de briques, et, sous leurs cônes de paille, visages attentifs et fermés. Oui, dès l'abord, dès ma première promenade aux merveilleux jardins publics de Saïgon, ce pays m'a pris. Des enfants y jouaient la balle au talon avec des grâces de jeune chat. L'air était bleu d'humidité, si dense que les arbres semblaient y flotter.

Plus que les visages et les décors me dépayaient les odeurs. Hier, à Beyrouth, j'ai senti pour la dernière fois ce parfum de cannelle et de girofle qui pour moi résume la Méditerranée (que de fois je l'ai humée à l'approche d'Alger par la Mer). Ici roule une senteur à la fois épaisse et subtile où domine, légèrement âcre, l'opium. Guidé par l'odeur, dès ce premier soir, je dérive vers Cholon. La ville chinoise est là, captivante, avec ses prostituées pudiques et ses maquereaux réservés, avec ses marchands de soupe accroupis faméliques entre leurs balances de victuailles, avec ses pagodes tumultueuses et ses tripots recueillis. L'Asie signifiée par les banderoles rouges à caractères d'or, l'Asie signifiée par le tintamarre des sonnailles et le heurt des ampoules nues (je crois de tout un mois, et même dans les palais gouvernementaux, n'avoir pas vu un abat-jour), l'Asie signifiée par cette foule deminue qui vous presse sans vous heurter.

Je sais que cette nuit est pourrie et qu'au-delà du faubourg illusoire un jeune homme de chez moi veille sur la diguette. La mort est tout près. Elle rôde partout ici et peut-être contribue-t-elle à la fête étrange de Cholon. Mais qu'y puis-je ? L'avion m'a précipité

¹⁰ Recommendations of the Report of the Belle Economic Survey Mission to the Philippines to President Truman, publiées le 28 octobre 1950.

trop vite contre l'Extrême-Asie. Trop brusquement j'en ai subi l'envoutement. En un soir, par tous les pores de ma peau, à travers tous ces frôlements, ces odeurs, ces musiques intolérables, j'ai absorbé l'Asie.

La pacification, clef de la guerre

J'ai parlé de champs amphibies... Dans le delta du Tonkin aucun élément n'est plus lui-même. Plus de sol, plus d'eau, plus d'air même, mais leur étrange composé. Sous un ciel terreux, les rizières inondées miroitent, où patients les paysans poussent leurs buffles. Inondation savante, irriguée panier par panier. Et puis, légèrement plus haut que les cultures, voici le fleuve. Couleur de terre, lui aussi, avec de mouvants îlots de verdure, il ne se distingue de la plaine que par cette dénivellation paradoxale.

Dans la marqueterie des rizières (tout un agencement de vert aigu, de bruns et d'étincelants plans d'eau), voguent, avec mâturation et voilure de palmiers et de bananiers, de petits villages. Ils ponctuent l'espace jusqu'à l'horizon des montagnes ardentes, sculptées en flammes, tissées d'azur, mais d'un azur torturé, déchiqueté.

Par des ponts de singes et d'étranges pistes glissantes j'entre dans un des ces villages. On l'a repris au Viet-Minh depuis quelques jours. On le pacifie, c'est-à-dire qu'on le nourrit, qu'on le soigne et qu'on le vêt. Un village ? Quelque chose comme une cour des miracles. Depuis sept ans le « Viet » y a régné sans interruption, c'est-à-dire le paludisme, le pian et toutes les maladies de la faim.

Pas d'hommes : l'ennemi les a enlevé comme porteurs, mais de malheureux squelettes féminins, des enfants dont les visages ne sont plus que des yeux – des yeux de fièvre et de faim – et des vieillards qui ne sont peut-être pas vieux. Il faut trier ce monde, le recenser. Mais d'abord on leur distribue du riz, on vaccine, on donne des pastilles et des pilules, on verse du thé brûlant.

La PACIFICATION : clef magique d'une guerre qui n'a d'autre fin que la paix. Cette guerre, sans doute est-ce sa principale gravité qu'on en ait si mal compris et qu'on en comprenne encore si mal la nature et l'objet. Dans sa nature comme dans ses fins elle échappe aux catégories classiques. Elle déconcerte le stratège des grands boulevards et le professeur à l'école de guerre. Elle ne se moule pas sur la guerre de 1939 que depuis 1945 on s'obstine dans notre pays à prévenir et à préparer.

Ne nous plaignons pas trop ! Après six ans on commence quand même à comprendre l'objet de la guerre d'Indochine ! Même dans ces États-Unis qui ont si largement pris responsabilité de sa naissance on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas d'une quelconque opération coloniale. Devant la progression sino-soviétique l'Indochine est un des rares points de résistance. Malheureusement à Washington on continue au mépris de la carte et de toute expérience asiatique à attacher plus d'importance à Formose qu'au Tonkin. Peut-être aussi commence-t-on à savoir qu'on ne défend pas ici une colonisation, mais au contraire un peuple contre une colonisation : un asservissement par la Chine qui s'est déjà produit dans l'Histoire.

Jamais pourtant une armée n'a eu tant besoin de connaître pourquoi elle se bâte que le Corps expéditionnaire. Plus qu'une autre une armée de métier, en vertu de son degré d'éducation militaire, est déroutée par une guerre qui échappe à tout ce qu'on lui a enseigné. Même au Tonkin, pas de vrai front. L'incertitude d'un ennemi fuyant, ou plus exactement une déprimante cohabitation avec l'ennemi.

Guerre d'embuscade, guerre de chausse-trappe, guerre d'espionnage et de surprise, guerre pour les parachutistes et les formations légères, n'est-elle pas l'image de la guerre future – tout au moins pour les pays (ainsi le nôtre) qui ne bénéficient ni de l'isolement ni du

potentiel industriel de l'URSS et des États-Unis ? Simple méditation devant cette étendue miroitante où l'ennemi de ce soir est peut-être ce paysan derrière son buffle, si pacifique...

Sociologie d'une guerre

Je n'ai pas encore lu le livre de M. Paul Mus, Sociologie d'une guerre, mais j'en apprécie le titre. Comme on simplifie les choses en France ! Comme par appétit de rigueur intellectuelle on prétend classer et ordonner : les bons d'un côté, les mauvais de l'autre (simplement on se s'entend pas sur ceux qu'on qualifie de bons ou de mauvais). On oublie que le peuple vietnamien, brusquement jeté dans la guerre, au-delà de la brève colonisation française, est remonté vers son passé. Ce vernis éclaté, voici resurgir de vieilles et complexes querelles. Pourquoi ce village est-il obstinément viet minh à côté de ce village obstinément fidèle ? Pourquoi cette province a-t-elle constitué elle-même sa défense contre le Viet-Minh, alors que cette autre s'ouvre à lui ? Aspect de cette guerre d'autant plus important qu'elle se caractérise également par la disproportion entre les forces en présence et la population du pays. Entre les combattants un pays qui attend, et, puisqu'on est en Orient, moins dans la passivité que dans l'intrigue. Ne fut-ce pas d'ailleurs, toujours le caractère de la guerre en Extrême-Asie ?

Aussi s'agit-il beaucoup moins de réussir des opérations militaires que de gagner cette masse. Les opérations militaires elles-mêmes valent surtout par leur retentissement psychologique (beaucoup plus que par le terrain occupé). L'ennemi l'a compris avant nous, et cela explique beaucoup de son succès passé. Au reste, il n'a fait que reprendre la méthode qui avait bien servi Mao Tse-Toung.

Dès le début, le soldat n'a été pour lui qu'un instrument pour attirer la population à la cause révolutionnaire, aussi bien par sa parole que par son exemple, et l'armée moins un outil de combat qu'un mode d'encadrement, d'exaltation des jeunes et un soutien de la propagande idéologique. L'action politico-sociale a toujours primé l'action proprement militaire, en vue de créer un état d'esprit dans la population. Pour atteindre ce but, deux moyens : l'un négatif, la suppression de tous les cadres naturels de la population – éléments pro français et notables – par l'assassinat ; l'autre positif : installation de bases politico-militaires comportant parallèlement une organisation communiste et une organisation militaire. Enfin, suprême tactique pour obtenir cet état d'esprit : l'isolement de la population, son cloisonnement, la réalisation du vase clos par l'élévation d'un rideau de bambou en coupant les routes et les moyens de communication.

Un gamo

Cette méthode et ses indéniables succès nous ont en quel que sorte dicté ce que devait être notre guerre. Nous aussi nous avons d'abord à créer un état d'esprit. J'ai parlé de l'espèce de cohabitation avec l'ennemi. Elle engendre fatalement le double jeu, sans qu'on puisse même en vouloir aux pauvres bougres qui la pratiquent. Pour y remédier, un seul moyen : faire comprendre que là où nous sommes « c'est pour de bon », et que rien ne sert de s'assurer en vue d'une éventuelle succession. Mieux vaut piétiner des mois sur place plutôt que s'exposer à évacuer un seul village. La première tâche : tenir le terrain, et, si j'ose dire, l'ouvrir en assurant ses moyens de communication que le Viet Minh, pour réaliser le vase clos, cherche à couper. Ensuite, cette population, la nourrir, la vêtir, la soigner, et plus encore la protéger. Enfin provoquer en elle une volonté de résistance, en créant et en appuyant des milices villageoises. Ainsi ressusciterait-on (Oh ! sociologie de guerre) une tradition du pays. Tout cela suppose la formation d'un climat de confiance, opiniâtrement, héroïquement parfois. J'ai lu dans une instruction militaire qu'un poulet volé détruisait l'effet de plusieurs tonnes de paddy distribuées – et c'est vrai. Héroïquement disais-je, car c'est en faisant confiance qu'on s'y expose à être dupe ou même trahi.

La pacification héroïque, la voici autour de moi en action dans ce village nouvellement conquis où le réseau des venelles et des canaux permet encore toute la surprise. De jeunes vietnamiens, très scouts d'allure, s'affairent au secours de la population misérable. Mais derrière les haies d'hibiscus, j'entends chanter les soldats français. Étrange guerre coloniale ! Nous n'occupons un village que pour y installer des autorités indigènes. La digne Madame Roosevelt aurait peine à franchir les ponts de singe qui mènent à ce village perdu. C'est dommage. Après cette visite, nous serait sans doute épargnée quelques unes de ses crises hebdomadaires d'anticolonialisme.

En audience de SM Bao Dai

Dans les atlas, l'Indochine est une grande tâche allongée. Dans nos esprits, elle est quelques images assez simples, chapeaux tonkinois, yeux bridés, toits plissés et relevés comme des jupes. Belle ignorance des Français pour leur monde propre ! Nul pays n'est si complexe, si divisé, si contradictoire que l'Indochine. Tout y est disparate : les États associés, mais entre eux hostiles, dans le Vietnam lui-même les provinces en opposition, les grasses plaines surpeuplées et les montagnes désertes, les saisons alternées d'Hanoï et l'éternel été de Saïgon, la touffeur des deltas et l'air vif de la région haute.

Dalat. Il fait presque froid. Anachroniques quelques bananiers autour des planches de haricots et de laitues grelottent. Le vent siffle une aigre tempête. Non la tornade de la rizière, mais dans une crachin qui pénètre comme un embrun une tempête de Bretagne. Les pins grincent. Je me crois sur ma lande de Concarneau en temps d'équinoxe.

J'attends pour être présenté à SM Bao Dai, chef de l'État du Viet Nam. Mes sentiments sont contradictoires. Bao Dai, c'est un peu mon enfance. Je m'attendrissais, en feuilletant l'Illustration, devant ce garçon de mon âge, ou presque, si étrangement vêtu et dont on faisait une idole. Mais ce sont aussi d'autres histoires... Je suis assez mal prévenu contre lui. Sans doute me suis-je résigné à ce qu'on appelle « La solution Bao Dai ». Quant au prix d'un énorme effort on a fait reconnaître un gouvernement par trente cinq nations, même si ce gouvernement ne nous satisfait qu'à demi on est obligé de le soutenir. On parle aussi beaucoup des inconvénients de cette solution, mais quelle autre plus valable a-t-on jamais proposée ? Tout ce que j'ai entendu suggérer d'autre apparaissait absurde dès lors qu'on le confrontait à la réalité.

J'ai beaucoup parcouru le monde. Sur la seconde pente de ma vie, je ne suis plus très accessible à la surprise. Sans doute la simplicité de l'Empereur m'impressionne-t-elle agréablement. Bien plus me frappe son intelligence. Nos quelques deux heures de conversation portent sur des sujets très divers : les jugements de mon interlocuteur sont toujours nets, clairs, d'une étonnante sûreté. Me frappe aussi sa connaissance de l'Indochine. Jusqu'ici certains vietnamiens m'ont bien parlé du Tonkin, d'autres de l'Annam, d'autres de la Cochinchine. Bao Dai connaît tout son Vietnam. Il en connaît l'économie. Il en connaît surtout les hommes. Pas une personnalité, même secondaire, qu'il ne jauge à sa mesure, dont il ne sache et la position et les faiblesses.

Je sais qu'en ce moment j'irrite des amis. On ne pardonne pas à celui qui bouscule les a priorismes sur lesquels on a bâti sa petite conviction politique. En France on est parfois tolérant envers les idées : on ne l'est jamais envers les faits. La politique n'y est jamais science, simplement échafaudage de déduction sur des postulats gratuits. On n'a pas rencontré Bao Dai, mais on a construit une théorie de l'affaire d'Indochine sur une certaine image de Bao Dai, et tant pis si la réalité ne correspond pas à l'image : on se bouchera les yeux et les oreilles. C'est beaucoup plus facile que réviser une position.

Pourtant comment n'apporterai-je pas ce témoignage ? Comment ne dirais-je pas aussi à tous les « il n'y a qu'à » de nos amis, que Bao Dai, malgré des faiblesses connues est

la seule autorité politique non communiste d'Indochine ? Vous me citez tel chef catholique, vous me citez tel homme du nord ou tel conchinchinois ? Vous ne les ferez accepter par quiconque n'est pas strictement de leur obéissance que s'ils ont la caution de Bao Daï. Et certes, je ne prétends ni avoir tout compris, ni être jamais sûr de moi dans un pays où deux et deux ne font pas quatre : mais du moins, ce témoignage-là, je l'apporte.

L'Empereur me parle de ses intentions. Il m'en parle avec ce frémissement et ce balancement d'un pied sur l'autre qu'ont les vietnamiens quand ils s'enflamment pour un sujet. Autour de nous ses trophées de chasse, de belles laques, un intérieur dont l'ordonnance même me rappelle que Bao Daï est de formation française – et cela aussi, c'est un titre.

Les trois tâches de Bao Daï

Écrasante responsabilité que la sienne : créer un état, former une armée, susciter un esprit public.

Dans ce pays qui se dit nationaliste et qui s'est si fortement revendiqué lui-même, créer un état est chose difficile : on n'insistera jamais trop sur le disparate du Viet-Nam. Disparate historique que la colonisation française, allant du protectorat annamite à l'administration directe de la Cochinchine, n'a fait qu'accentuer. Pour un état tout jeune et des gouvernements qui s'improvisent, la tentation est très forte de centraliser et de niveler artificiellement. L'Inde de Nehru est en train de sombrer dans cet abîme. Y échappe-t-on complètement au Viet-Nam ? Je n'en suis pas sûr, et je me demande si les gouvernements des trois grandes provinces historiques bénéficient de toute la liberté d'action nécessaire ? Par un décalque imprévu de notre jacobinisme tout ne dépend-il pas du Gouvernement Central ? Le péril est si grand dans un pays aussi complexe, héritiers de traditions contradictoires, d'une civilisation composite – chinoise, hindoue et française – et dont les éléments sont loin d'être partout dosés à même proportion, compliqué de minorités irréductibles sinon hostiles. La centralisation aboutira fatalement à l'éclatement. Je l'ai souvent dit à mes amis vietnamiens : leur pays sera fédéral ou il ne sera pas. Ils tiennent en main désormais leurs destinées : la décentralisation sera le test de leur maturité.

Et puis l'armée... Nous y sommes directement intéressés, nous qui attendons sa relève. Les vietnamiens sont leurs propres maîtres et c'est aussi un test de leur aptitude que leur capacité de se défendre. Mais pour l'armée française, l'armée vietnamienne ne sera pas tant relève que complément. Nous avons dit le caractère de cette guerre et l'inadaptation relative de nos formations classiques. Les vietnamiens au contraire sont spécialement aptes à ce combat de guérilla. Née des milices, dès l'origine leur armée en porte la marque.

J'ai visité leur école militaire, calquée sur notre Coëtquidan et qui l'évoque jusque dans son paysage. Même crête de collines, entre des collines, mêmes lointains boisés. Hélas ! ces maléfices sont autres que ceux de Merlin et de Broceliande !

À la recherche du nationalisme

L'armée vietnamienne vaudra surtout dans la mesure où le gouvernement de SM Bao Daï réussira la troisième des ses tâches : la création d'un esprit public. Dussé-je être taxé de paradoxe, je dirai que le drame du Viet Nam est l'absence de nationalisme. On trouve beaucoup moins de nationalisme qu'on ne croit généralement chez Ho Chi Minh. Le nationalisme, le communisme l'a largement absorbé. Ce qu'on a pris vers 1946 pour du nationalisme, était-il autre chose que l'éternel réflexe xénophobe de l'Asie, sans rien de positif ni de constructif ? Un tel réflexe ne pouvait subsister en face de l'idéologie marxiste.

Malheureusement, nous ne trouvons pas non plus assez de vrai nationalisme dans l'autre camp. Des criaileries, des aigreurs, mais défaut trop souvent le vrai nationalisme. Quant à la masse du pays, on dirait que les événements roulent sur elle sans la pénétrer.

On a fabriqué un mot en Indochine : l'attentisme. Il désigne ceux qui attendent la victoire pour voler brusquement à son secours. On s'étonne qu'ils soient si nombreux. Évidemment, que le paysan dans sa rizière ou l'ouvrier famélique dans sa paillette du faubourg ne redoute pas le communisme est normal. Ils ne savent pas ce qu'il est et ne peuvent pas le comprendre. Et puis, allez parler de liberté à ceux que la faim a toujours empêché de la connaître ! Malheureusement l'attentisme va très au-delà de ces classes nécessiteuses. Il est surtout (dans tous les sens du terme) un phénomène bourgeois. Pour le comprendre nous devons encore nous référer à la sociologie de cette guerre. Sauf dans ces éléments très occidentalisés, le Vietnam ne saisit pas que cette guerre n'est pas comme toutes celles de son histoire, le heurt de deux factions et de leurs condottières, sans qu'aucun argument moral soit en discussion. Réaliste et paysan, le vietnamien répugne à l'idéologie. Dans le communisme, ce n'est pas la doctrine marxiste qui l'attire, mais un miroitement apocalyptique de bien être. Aussi, même dans ces classes qui ont le plus à redouter un triomphe viet-minh a-t-il peine à entendre l'enjeu de la lutte.

Tant que les français ont gouverné on a pu confondre cette xénophobie avec un nationalisme. Maintenant, force est de constater l'absence trop fréquente d'élan. Assez hostiles à l'étranger, ou plutôt assez emportés dans le tourbillon asiatique pour avoir voulu leur indépendance, les vietnamiens auront-ils assez de foi en eux-mêmes pour se bâtir une patrie vietnamienne ?

Question d'autant plus angoissante que les lendemains de la guerre seront difficiles dans ce pays traditionnellement divisé. Les confessions et les sectes s'affronteront – catholiques, caodaïstes, Hao-Hoa. Les provinces s'opposeront. Aussi assiste-t-on à ce spectacle, je reprends le mot, paradoxal d'une France recherchant parmi les vietnamiens les éléments les plus vraiment nationalistes. L'avenir de la France au Vietnam est lié à l'épanouissement du nationalisme vietnamien. Nous ne vaincrons Ho Chi Minh et ses maîtres chinois que si les vietnamiens savent vouloir – et passionnément – l'indépendance de leur patrie.

Ceux qui maintiennent

Même si vous m'accusez de chauvinisme, je le dirai : ce séjour d'Indochine m'a permis de connaître certains des plus beaux exemples de français.

Et quand vous me demanderez ce qui restera de la France dans une Indochine indépendante, je vous présenterai leur visage, à ces français. Par leur seule existence, ils maintiennent. Rien n'abolira la marque qu'ils ont donné à ce paysage, et même les assauts conjugués du Viet Minh n'effaceront pas leur empreinte.

Leurs visages. J'évoquerai ces jeunes combattants que j'ai rencontré à Hanoï, le short coagulé de boue, les yeux caves de trop longues veilles, et fraîchement rasés pourtant. Ils avaient chargé de lotus intensément rouges dans leur jeep, et revenant du combat ils chantaient. Nous étions près du pont aérien qui relie la Pagode des Lettrés à la rive, aux abords de cette île où dans l'air bleui d'encens les vieillards tracent patiemment des idéogrammes. Contrastes de ces deux mondes, mais allégresse aussi de notre pays que les petits charognards de l'ONU disent vieilli.

Étrange opposition, à Hanoï, d'une atmosphère intense de guerre (l'ennemi est presque aux portes de la ville, et ici on combat face à face) avec certains îlots de calme. Toute l'Asie ancestrale, triomphe de la mesure confucéenne, repose dans la cour des pagodes. Le paysage du grand lac, si étrangement horizontal, évoque d'anciennes peintures sur tissus. Je pense surtout à la minuscule pagode de Mot Cot, une pagode stylite, dressée sur un unique pilier parmi des eaux mortes que contiennent des balustres vernissés, comme

un énorme lotus sur sa tige. Un monde étrangement clos, avec des arbres nains dans des vasques et le marmonnement des litanies...

Ilots que l'atmosphère de guerre bat comme un ressac sans les entamer. Mais je vous parlais de nos combattants. La guerre dépouille comme une ascèse. Elle émacie. Elle délivre des puretés que je ne soupçonnais pas. C'est que le danger est un don, et devant ces centurions de chez nous je comprends la prédilection du Christ.

Visages de jeunes soldats français que je n'oublierai plus jamais. Ils ont effacé dans ma mémoire tous les visages de 40. C'est un rite de saluer le Corps expéditionnaire. On s'en acquitte avec la même dignité prud'homme que pour ranimer la flamme sous l'arc de triomphe. Rites morts des religions désaffectées, mais cette fois-ci pour un dieu vivant. Deux ans de suite ces jeunes hommes subissent la nuit pourrie où chaque froissement de roseau est un danger. Deux ans de suite, ils gravitent heure après heure dans l'enlèvement des rizières, avec les sangsues qui ne lâchent que quand on les brûle. Des jours et des jours, parfois sans une parole en français, sans la rencontre d'un européen... et ils tiennent.

Ce sous-officier, je l'ai connu dans son avant-poste. Il y combat depuis dix-huit mois, tout seul avec cent cinquante vietnamiens. Des yeux de porcelaine, intensément bleus ; un corps mince d'adolescent ; et quand il me narre sa vie, un sourire plein de pudeur. Comment a-t-il résisté à cet isolement, à l'espèce de corruption de cette guerre imprécise ? Il me le dit : par l'attaque. C'est en fonçant toujours, c'est en sortant sans cesse de son poste, c'est en dressant des embuscades, c'est en frappant qu'il a maintenu son moral. « Et puis parce que j'y crois », ajoute-t-il.

Oh ! Je n'emploierai pas le mot de croisade que tous les Franco du monde ont dévalué et souillé ! Mais pour un tel effort moral il faut avoir foi en la valeur de son geste. Les communistes et leurs bénévoles auxiliaires d'ignorance frappent juste quand ils essaient de dénaturer les buts de guerre, de les souiller. Ce sabotage là est beaucoup plus efficace que celui des camions.

Maintenir non pas une « présence française » (ce mot est absurde), mais un caractère français. En dehors même de la défense du monde libre là où il est le plus directement attaqué cela donnerait déjà un sens au sacrifice de nos jeunes hommes.

La plantation héroïque

Ne croyez pas que les militaires soient seuls à « maintenir ». Un de mes souvenirs les plus émouvants sera ce jour et cette nuit dans une plantation entièrement encerclée par le Vietminh. On ne peut l'atteindre que par avion ou lors d'un des convois qui périodiquement assurent le transport du caoutchouc.

Le quinconce des hévéas, soigneusement entretenus comme en pleine paix, l'usine avec son odeur de lait caillé, une vingtaine d'européens seuls au milieu de trois ou quatre mille coolies, de jolis villages bien ordonnés (les cases entourées de jardins périodiquement primés, l'Église, la pagode et l'école), l'hôpital qu'enverraient bien des chef-lieux métropolitains : ainsi se présente la plantation. Sur tous les pourtours l'ennemi, que surveillent des miradors et de petits postes armés.

Et là, en plein pays viet, encerclé dans un monde de dissidence, la vie est normale. Entendons-nous sur la valeur de ce mot. On travaille comme si de rien n'était, on défend cette admirable conquête sur la brousse, la plantation (quand on la survole, extraordinaire l'impression de son ordre trouant le chaos de la jungle), on recueille le suc de l'hévéa un jour sur deux soigneusement écorché par le « saigneur », on l'agglomère, le baratte et le sèche dans l'usine, on le conditionne, on le met en balles, on en prépare l'expédition – mais tout cela avec la vie pour enjeu. Elle est longue, la liste des planteurs assassinés. Et là encore, c'est en attaquant qu'on se défend, c'est en patrouillant, c'est par une incessante initiative.

Mais la vie est normale, pourtant. Le déjeuner que m'offre le directeur est exquis, aussi bien servi que dans la meilleure maison parisienne. On parle du travail, du prix d'exploitation, du marché international et du caoutchouc synthétique. Une seule chose qu'on n'évoque pas : le danger, et l'héroïsme qu'il suppose. J'admire surtout les femmes de ces planteurs. Les hommes ont le dérivatif d'agir. Elles vivent, elles, confinées dans leur bungalow, n'ayant comme distraction que d'élever quelques animaux, de diriger leur maison ou de lire. Et rien de forcé ni de tendu dans leur attitude.

Ce soir, grand dîner en notre honneur. Le planteur a invité tous ses collaborateurs et leurs épouses. Ils arrivent en jeep blindée, elles en robe longue, eux en spencer et sous le bras la mitrailleuse qu'ils déposent au vestiaire comme une canne. Même pour les cent mètres qui séparent les bungalows les uns des autres ils ont dû la prendre. On bavarde. Sur les pourtours de la plantation, la canonnade a commencé. Elle ponctue les rares silences, mais sans que personne l'entende.

Et la fantaisie d'un dieu

Le caractère en quelque sorte normal (je reprends le mot) de l'économie du Vietnam en pleine guerre aura été une de mes surprises. C'est aux mines de Hongaï que je l'ai éprouvée en premier. Mais d'abord vous me permettez un peu de lyrisme et que j'évoque la baie d'Along ? On ne regarde pas en vain le plus beau paysage du monde.

Haïphong : le ciel était d'un bleu de plomb sur le fleuve intensément rose où dans la crainte de l'orage les jonques repliaient leurs ailes. Non pas des voiles, mais vraiment des ailes, avec leurs membrures de bambou et leur contour ciselé. Tout déroutait : le paysage si plat que rien ne semblait s'interposer entre le fleuve et les lointaines montagnes (à peine une crête d'un vert aigu : l'interminable rizière), les sampans grouillants d'enfants nus, et là-bas, dans une flamboyante apothéose, bleues d'étain, bleu de cuivre, les montagnes. Elles s'ascendaient en un chaos et comme un tumulte de rayons et de cimes, de nuages déchiquetés, de fragments d'azur.

Glissait notre sampan sur l'eau, glissait porté par le reflux vers la baie d'Along. Et dès que le fleuve se fut élargi aux dimensions de la mer, s'en levèrent les premiers rocs. Galeries, fjords, cirques d'eau dormantes, hautes falaises vêtues de jungle : un paysage comme sculpté dans le silence. Figements millénaires, paysages d'avant l'homme.

La fantaisie patiente d'un dieu a ciselé jours après jours ces rocs, les a semés sur la mer. Mais qu'une jonque s'y faufile, elle ne rompt ni ce silence ni cette vacuité. À peine trouble-t-elle de son reflet le reflet des îles et souligne-t-elle d'une tâche rouge les verts et les gris des rochers.

Bien des baies d'Along terrestres mènent à la baie d'Along de la mer. Nous aborderont cette vallée plate entre des entassements rocheux – vallées plates où les rizières inondées mirent un chaos sidéral, des éboulis, des pans de jungle. Silence aussi, malgré le cri parfois d'un singe. Et ce paysan dans sa rizière, étrange comme s'il labourait la mer ?

Tels les paysages qui m'ont mené vers Hongay. Mais dire aussi ce port chinois dans une conque de la baie. Le matin était pur, jonques et sampans transparaissaient, or sous l'azur.

De Hongay on surplombe la baie d'Along. Ce beau matin, les îles étaient modelées dans le même bleu que la mer, à peine plus denses. Elles dessinaient comme des cernes dans l'air épais. Mais au détour du chemin, contraste de cette mine titanesque. On a éventré la montagne. On l'a taillée. On l'a creusée. On a saigné la terre d'une veine noire, énorme, béante. Oh ! le beau silence aboli ! Hurlent les escavasseuses, grincent les poulies, geignent les rails, sifflent les engins. Des hommes grouillent.

Plan par plan, en amphithéâtre, la mine monte vers le ciel. À chaque plan de petits hommes, nus, mais avec le chapeau conique, s'affairent. Ils creusent. Ils poussent des

wagonnets. Toute une activité de fourmilière, et comme la fourmilière, rôdant, usant, creusant, venant à bout de la montagne...

Partout alentour l'ennemi. Et si l'azur engloutit la baie d'Along, il ne voile pas la mort qui rôde...

Maintenir...

La France entre les écueils

Par sa diaspora la Chine est partout présente en Extrême-Asie. Elle n'en est pas le moindre attrait. Chaque grande ville est comme soulignée d'une ville chinoise. Combien j'y aurai passé d'heures, à Hanoï ou à Cholon, simplement à regarder les éventaires ou à discuter interminablement, pour le seul plaisir, des objets que je n'avais nulle intention d'acheter. Ici le rite du marchandage est si précis et si fin qu'il devient passion excitante comme le jeu.

Seulement l'image de la Chine aujourd'hui n'est plus gentillesse et raffinement. La vieille Chine respectueuse et modérée, avec sa civilisation de l'allusion, l'arbitraire exquis de ses conventions, une manière d'être qui était un style, ne se survit plus guère qu'ici. Et même ici, que cache-t-il le sourire de ce marchand ?

Le brusque dévalement de la Chine n'est pas complètement exclu. Et certes, il pourrait tout balayer sur son passage. À quoi bon s'illusionner ? La Chine possède même une aviation à laquelle, dans l'immédiat, les Américains feront difficilement face. Mais ce déferlement chinois, je le crois extrêmement peu probable, si du moins les Américains ne commettent pas l'erreur majeure de faire de Formose autre chose qu'une menace et un moyen d'immobiliser quelques forces chinoises¹¹.

Pour le bloc sino-soviétique, l'Indochine ne peut être actuellement qu'un très gros profit. Sans chance d'obtenir un vrai surcroît de puissance, ce bloc provoquerait presque à coup sûr la guerre généralisée. Ce risque il ne veut pas et surtout il ne peut pas le courir. Je rapporte une conviction de mon séjour en Extrême-Orient : le blocus économique est la seule arme qui ait vraiment porté contre lui. L'URSS n'a pas l'arsenal industriel nécessaire à l'énorme étendue de territoires qu'elle contrôle. Elle est alourdie d'une Chine très peu industrialisée (hors la Mandchourie). Pour que ses agrandissements territoriaux ne fussent pas illusoire, il lui faudrait l'un des deux Centres économiques relativement voisins de ses frontières : Japon et Ruhr - actuellement la Ruhr paraît inaccessible. Au contraire, et ceci est dramatique, avec un peu de patience, l'URSS peut disposer de la puissance industrielle du Japon. Déjà l'actuel gouvernement japonais, dédaignant les injures toutes formelles de la Chine, a conclu avec cette Puissance – et sans en référer à ses tuteurs américains - un Traité de Commerce. Ce Traité n'a pas grande chance d'être appliqué, mais il révèle l'appétit forcené des japonais pour le marché chinois. Qu'arrive, et c'est possible, un gouvernement un peu plus à droite, un peu plus dégagé des États-Unis, nous verrons le Japon, redevenu l'ancien Nippon qu'il n'a jamais cessé d'être, conclure avec la Chine une sorte de Rapallo asiatique.

Pour les Japonais, en effet, la puissance de leur pays compte plus que ces heurts idéologiques à quoi ils ne comprennent pas grand chose. Sans doute ne traiteraient-ils pas facilement avec la Russie, vainqueur impudique et détenteur d'une portion du sol national ou considéré comme tel. Mais avec la Chine, pourquoi non ?

Ainsi le bloc sino-soviétique accèdera-t-il aux roulements à billes et aux produits sidérurgiques du Japon : telle est l'énorme menace, non seulement sur le Sud-Est asiatique, mais sur tout le monde de la liberté.

11 Écrit avant la « déneutralisation » de Formose

Menace dont la réalisation est d'autant moins impossible que, sur les rives du Pacifique, nul n'en saisit la vraie nature. Là comme ailleurs on en reste à la guerre d'avant. On craint une résurrection du Japon, dans ses termes classiques. Ainsi le Gouvernement philippin, par exemple, a-t-il toutes chances de sombrer pour avoir signé le traité de paix. Un peu partout, les milieux industriels s'affolent à l'idée d'une reprise des exportations japonaises. Ils ne voient pas qu'à prétendre enfermer le Japon dans une économie inviable, ils précipitent la naissance du vrai danger. C'est exactement dans la mesure où il ne trouvera pas d'autres débouchés que le Japon s'entendra avec la Chine et brisera le blocus économique des sino-soviétiques. Malheureusement les peuples évitent toujours les périls du passé et jamais ceux du présent.

Cette résurrection du Japon, ou plutôt son orientation, est donc la grande inconnue du Sud-Est asiatique. Inutile de dire qu'elle pèse sur l'avenir de la France en Indochine : le blocus économique forcé, la Chine alors peut réaliser une nouvelle expansion territoriale.

L'Indochine dans l'Union Française

« Qu'importe – répondront certains – puisque le Viet Nam est désormais indépendant, peu nous chaut. Aux Américains de veiller sur des pays auxquels, vous ne le nierez pas, ils ne s'intéressent que trop ».

Bien sûr, ils ne s'y intéressent que trop (et même j'y reviendrai tout à l'heure). Seulement je vous ai dit ce caractère malgré tout français de l'Indochine. Il suffirait pour que nous puissions nous dérober. Saïgon ! Comme cette ville est française, avec ses avenues rectilignes, d'un parc à un autre, avec sa rue Catinat dont les magasins tenus par des chinois ou des indiens évoquent quand même la rue de la paix ! Et ses rues ombragées, comme elles rappellent nos boulevards parisiens !

Sans doute l'avenir de la France en Indochine ne se coulera-t-il pas dans les moules du passé. Il n'en est pas moins réel, à condition justement que nous sachions distinguer les formes qu'il peut prendre et que nous renoncions à certains aspects tout spectaculaires de notre présence. Depuis mon retour, on m'a parfois demandé si une fois libérée du Viet Minh l'Indochine resterait dans l'Union Française. Je répondrais qu'elle y restera dans la mesure où nous ne prétendrons pas l'y contraindre. L'Union Française n'est pas une prison. Si la Constitution ne prévoit pas la sécession des États associés, c'est que leur présence doit être toujours un effet de leur volonté. On n'enchaîne pas les peuples avec des textes. On ne les retient pas avec des formules juridiques. Seulement les vietnamiens ont subi l'influence chinoise. C'est dire qu'ils savent obéir aux impératifs de leurs intérêts. À nous de faire que l'Union française soit pour eux aussi un intérêt.

Je dis bien un intérêt : rien ne servirait d'édulcorer la formule d'Union Française (d'aucuns le proposent). Bien inutile, par exemple, la suppression de l'adjectif, ou de rendre électorale la présidence de l'Union. De telles réformes, nul ne s'en soucie au Viet-Nam. Au reste, personne ne trouve trop étroite ou trop astreignante l'Union (on aurait d'ailleurs mauvaise grâce), mais on n'y restera attaché que si elle est une réalité.

Réalité économique d'abord. Sur ce plan les atouts de la France sont considérables. Nous savons avec quel héroïsme les affaires françaises continuent de vivre. Elles font mieux : elles réinvestissent sur place, montrant une fois dans l'avenir à quoi la Métropole ferait bien de sacrifier également. Et c'est cela, c'est déjà donner à l'Union Française une réalité économique. Par un plan d'investissements nous pouvons également maintenir et développer l'imbriquement économique entre la métropole et ses États associés. On pourrait en particulier créer des sociétés d'étude franco-vietnamiennes pour l'équipement du pays.

Nous devons également garder un souci : ne pas imposer notre aide, mais lui donner la forme que désirent les États associés.

Un Point IV qui réussirait

Ensuite réaliser une aide technique : l'avenir de la France en Indochine, c'est un Point IV qui réussirait. Sans doute le Cambodge, qui traverse une assez agaçante crise de puberté politique, prétend-il ne pas recevoir de techniciens français. Le Viet-Nam a suffisamment pris conscience de son indépendance pour avoir dépassé ce stade. Seulement il faudrait que ces techniciens français fussent bien ceux qu'il désire, et d'autre part qu'ils fussent mis à sa disposition gratuitement.

Prenons garde, en effet, au danger américain. Il n'est que trop réel. D'ores et déjà les États-Unis entretiennent en Indochine plus de fonctionnaires civils que la France. Sans doute les grands dirigeants américains ont-ils compris qu'on ne peut à la fois demander à la France d'accomplir en Indochine le sacrifice qu'elle y consomme et prétendre l'en évincer. Cette conviction, malheureusement, n'a pas toujours pénétré les échelons d'exécution. Ceux-ci, au nom de l'anticolonialisme, se comportent trop souvent comme s'ils essayaient de réaliser dans tout le Sud-Est asiatique un Pacte Colonial au profit de leur pays. La finesse orientale l'a d'ailleurs perçue. Malgré leur publicité (les américains, entre autres manifestations, inondent de prix les écoles vietnamiennes) les États-Unis sont peu aimés. Malgré tout, des techniciens gratuits, c'est bien tentant...

La même politique devrait être suivie dans les organismes quadripartites où généralement la France ne figure qu'à titre symbolique. Évidemment, nous sommes en droit de faire valoir aux États-Associés que nous nous minons à leur défense et qu'ils n'ont rien d'autre à exiger de nous. Sera-ce notre intérêt ? Aussi juste que soit le raisonnement, nous n'aurons pas dans ces organismes quadripartites le même poids que si nous y participions directement.

Pour donner son efficacité même à l'effort militaire, il conviendrait qu'on révise cette politique. Grâce à l'armée vietnamienne et à l'aide des États-Unis nos dépenses militaires seront moindres. Comment ne pas considérer de bonne gestion qu'au lieu de verser les sommes ainsi épargnées dans le gouffre sans fond de la Métropole, nous les utilisions à l'aide civile et aux investissements économiques et culturels en Indochine même ?

L'imbrication économique entre la métropole et l'Indochine serait très largement facilitée si nous parvenions à créer une véritable économie d'Union Française. Cet imbrication se heurte à un double obstacle : l'éloignement de la métropole et la non complémentarité des économies. Mais les débouchés que la métropole ne peut offrir, on pourrait les trouver en Afrique Noire et à Madagascar. L'Indochine contribuerait partant au développement de l'Afrique, s'engageant avec nous dans une œuvre commune.

Imbrication économique auquel devra correspondre, et nous allons le voir, un imbrication politique. Mais d'ores et déjà, nous pouvons l'affirmer : si la Chine, le Japon et les États-Unis suscitent des dangers pour l'œuvre française en Indochine, nous pouvons y parer en créant, non des liens strictement formels, mais de concrètes solidarités.

Saïgon, capitale du Sud-Est asiatique

Des girandoles lumineuses, le claquement des portières, « Présentez Armes » : le gouvernement Vietnamien reçoit. Pour quelques heures un quartier vit encore dans Saïgon si tôt endormi. Les voitures se suivent comme pour une présentation à la Cour d'Angleterre. Robes longues, spencers, uniformes, décorations...

L'Européen qui débarque est d'abord choqué par cette ostentation mondaine. Nous avons dans l'esprit une autre image d'un pays en guerre. La vie à Saïgon est comme encombrée de cocktails, de grands dîners. On se quitte à sept heures du soir au Palais Norodon pour se retrouver à huit au Palais Gia Long. Milieu restreint : quelques huit cents

passagers du paquebot officiel. Les « privés », comme on dit ici, ne participent guère à ce carrousel : ainsi est-ce toujours les mêmes chevaux qui tournent. Atmosphère confinée, personnel strictement politique : les combinaison du Vatican dans le décor de la Principauté de Monaco.

On a tort de se choquer. On aurait tort déjà si par ce jeu artificiel les vietnamiens ne faisaient que célébrer et manifester leur accession à la vie publique. Mais ces mondanités expriment quelque chose de plus profond : Saïgon est devenu une capitale internationale. Les mondanités apparemment intempestives sont une conséquence obligée de ce rôle. Non seulement capitale d'un pays indépendant, mais capitale internationale, disions-nous. Seule vraie capitale dans tous le Sud-Est asiatique.

Nous parlions des moyens de maintenir l'œuvre française : suivant notre habileté ce rôle international de Saïgon jouera ou pour ou contre nous. Nous pouvons en tirer un de nos meilleurs atouts. Comme les dirigeants de tout pays neuf, les hommes politiques ont un grand appétit de vie internationale, et ils sentent bien que la géographie les y habilite. À nous français de leur en faciliter l'accès. À nous aussi de participer assez activement à la diplomatie asiatique pour que les vietnamiens sentent en nous les auxiliaires indispensables.

La vieille amie de Vergennes

Malheureusement le quai d'Orsay est une très vieille dame qui toujours flirte avec Vergennes. Elle ne sait pas encore que la partie de Whist avec les partenaires européens, cette partie à quoi elle excelle, est démodée. La diplomatie se joue maintenant à tous les pokers du monde, mais la vieille dame n'en a cure. C'est tellement de meilleur ton, la partie de Whist. En distribuant les cartes on répète les bons mots de M. de Talleyrand. L'avion a tout changé. Les continents se sont interpénétrés. Les vrais centres diplomatiques du monde sont au Caire ou à Saïgon. Qu'importe ! La vieille dame croit qu'à toujours circuler en calèche elle abolira ce monde de l'avion.

Aussi notre diplomatie asiatique semble-t-elle confiée au hasard. Les diplomates, dont l'indépendance vis-à-vis de leur Ministre est une tradition, n'ont qu'un seul but : se faire aimer dans leur pays de mission. Forts de ces sympathies et de ces souvenirs, ils estimeront qu'ils ont réussi, même s'ils n'ont rien obtenu de concret. Peur de s'aliéner quelque sympathie ils se gardent d'agir, sinon parfois comme ambassadeur bénévole mais insistant de leur pays de mission auprès du Gouvernement français. Je crains bien que personne dans nos légations orientales n'aie conscience des intérêts français en Asie et de la nécessité de tout faire converger pour leur défense. On préfère recueillir des paroles fleuries aux lèvres nonchalantes du Pandit Nehru.

Or toute politique française en Orient se résume d'un mot : Indochine. Sinon ce n'est pas la peine que nos petits gars s'y fassent tuer. Notre diplomatie doit graviter autour de cet intérêt majeur. Il en ordonnera les démarches. Hélas ! Dans nos légations orientales, l'Indochine est surtout l'empêcheuse de flirter en rond avec Nehru ou Soekarno. On y est d'ailleurs très mal informé de la question indochinoise. Qui pis est, on fait consciemment ou inconsciemment de son mieux pour isoler Saïgon. Les anglais dont les intérêts dans le Sud-Est asiatique n'ont aucune proportion avec les nôtres ont pourtant appointé un Commissaire Général pour y coordonner leur politique. Nous, nous ne transmettons même pas à notre Haut-Commissaire à Saïgon nos informations de Bangkok et de Djakarta.

À la fois pour remédier à cette situation et prendre, si je puis dire la naissante diplomatie vietnamienne dans le bain d'une grande politique française, nous n'avons qu'une mesure à adopter : imiter les anglais en faisant de notre Haut Commissaire le coordinateur de notre politique orientale. Notre souci n'est point de déposséder le Quai d'Orsay : la vieille dame crierait trop fort. Elle serait capable d'en verser sa calèche. Une politique ne peut d'ailleurs se déterminer que de Paris. Encore faudrait-il informer notre Haut-Commissaire et

lui permettre de réunir en conférences périodiques nos diplomates du Sud-Est asiatique. Ainsi leur indiquerait-il les objectifs indochinois qui, chacun dans son pays de mission, déterminent son comportement. Nous avons déjà un peu fait quelque chose comme cela pour notre ambassadeur au Caire, à l'instar des américains. Nous ne pouvons quand même pas accorder moins à notre Haut-Commissaire en Indochine.

La situation actuelle touche au paradoxe. Nous participons aux conférences asiatiques sans que notre délégation ait pris contact avec notre Haut-Commissaire. Lacune d'autant plus grosse que nos États Associés sont friands de ces sortes de conférences et qu'à bien les y appuyer et les servir nous pouvons gagner leur confiance et nous les attacher plus solidement que par des textes et des traités.

« C'est à vous de donner », dit chez la vieille dame, M. de Talleyrand à M. de Bonald.

Feu la marine française

Nous possédons, ou plutôt nous devrions posséder un autre atout : notre marine. Hélas ! Il faudrait écrire la Grande Pitié de la Marine Française, de feu la marine française. Un tiers de ses unités participe à la guerre d'Indochine : vaisseaux usés et démodés, bien incapables d'une autre guerre. On parle de construire des porte-avions ? Nous n'avons même pas de quoi les escorter. En cas de conflit, le mieux sera de les laisser dans un port pour éviter qu'ils soient coulés. Je ne sais même pas si en cas de guerre nous aurons de quoi ravitailler la Corse.

Une fois de plus, nous préparons la guerre de 1939 en 1952. Nos dépenses d'armement sont considérables. Je ne suis pas grand clerc en ces matières, mais j'ai peur qu'elles soient mal orientées, faute d'avoir vraiment étudié les conditions politiques d'un éventuel conflit. Or, parmi ces conditions, nous ne pouvons pas exclure a priori l'invasion du territoire. En pareille hypothèse, comment maintiendrons-nous une souveraineté française au moins dans notre Outre-Mer, si nous sommes tributaires de marines alliées ? Territoire envahi ou non, nous n'avons pas le droit d'oublier que nos alliés méritent peu ce nom quand il s'agit de l'Outre-Mer. Confier la garde de l'Union Française à l'impérialisme anglais ou à l'anticolonialisme américain, singulière imprudence ! La configuration, non pas seulement de l'Union Française, mais de la République exige une marine indépendante. C'est à juste titre que seule les unités fluviales font partie du système européen.

L'Indochine, de toutes façons, suffit à imposer la résurrection de notre marine. Sans doute le Viet-Nam se prépare-t-il une marine nationale. Personne, je pense, ne se crée d'illusions sur les délais nécessaires avant qu'elle soit efficace. Rien ne s'improvise dans la marine. D'ici là, et pour longtemps, la défense de l'Indochine dépend en dernier ressort de la marine française. C'est dire que si notre marine fait défaut, le Viet-Nam devra se chercher une autre sécurité – auprès des Américains par exemple. En Asie comme en Afrique, inutile de mener à grands frais une politique d'Union Française si nous n'avons pas de marine. Aussi paradoxale que cela puisse paraître, dans un plan décennal pour l'Outre-Mer la marine française est le premier investissement.

Imbriquement économique, diplomatie du Pacifique et marine : les trois éléments de l'œuvre française en Indochine ?

Sous le sourire du Bouddha

Le Cambodge est une Hellade de l'Extrême-Asie. Tout ici évoque le destin de la Grèce : la grandeur du passé, le rôle civilisateur, la médiocrité des conditions politiques présentes. Certes, Pnom Penh est une belle ville. L'Athènes moderne est belle aussi, moins belle pourtant. Les pagodes et les palais à toits cornus, les avenues bordées d'arbres (les quartiers résidentiels sont comme un grand parc), composent à Phnom Penh avec le fleuve aux longues barques un admirable paysage urbain. Mais cette ville si belle est un peu triste. On y sent une nostalgie, presque une aigreur.

Les peuples au trop grand passé subissent des complexes. La puissance des autres les choquent comme une injustice. Leurs griefs ne sont pas toujours vains : on ne leur sait guère gré de la civilisation qu'ils ont apportée. Susceptibles, ces peuples demandent des ménagements. Ils requièrent même de leurs amis beaucoup de patience.

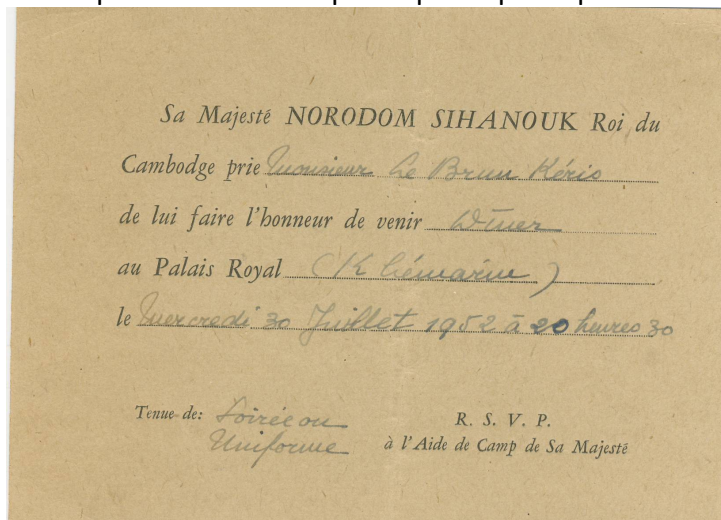
Avec ses attitudes revendicatrices, à la fois pointues et puérides, le Cambodge est parfois très agaçant. Des complexes vis-à-vis du Viet Nam comme vis-à-vis de nous, il en regorge. L'expression en est enfantine : petites vexations comme exclure systématiquement notre drapeau des pavais... quand le Cambodge aura conscience de son indépendance, il comprendra ce qu'a parfois de mesquin son attitude.

Nous en offusquer serait une erreur politique. Sans doute le Cambodge nous doit-il d'exister encore. Ne le lui rappelons pas trop. Le Voyage de M. Périchon est une pièce extrêmement profonde, dont la leçon vaut pour les peuples comme pour les individus. Comprendons plutôt. Fermons les yeux quand il convient. Ne remarquons pas les petites injures. Rien de cela ne peut durer.

Les trois chances du Cambodge

Rien de cela ne durera parce que le Cambodge a trop d'avenir pour ne pas surmonter ce que nous avons déjà défini « une crise de puberté politique ». Ce pays a trois atouts : son roi, sa religion, son pouvoir de rayonnement culturel. Voilà de quoi le délivrer de ses complexes.

Sa Majesté Noredom Sihanouk me reçoit dans la partie la moins pompeuse de son palais. Le mobilier est assez simple mais sa disposition atteste le souci d'observer l'étiquette. Rien de la réception gentiment bourgeoise de SM Bao Dai. À Phnom Penh on a de la royauté une conception beaucoup moins européenne. Le fond de la pièce est occupée par un canapé : le roi s'assied si juste en son milieu qu'il lui donne aussitôt la valeur d'un Trône, tandis qu'un Chambellan place les trois ou quatre participants par ordre de dignité.



Cet appareil a de quoi surprendre un français : nous nous sommes depuis si longtemps dépris de la religion royale. Mais ici ce n'est pas une religion désaffectée. Ces rites attestent avant tout l'idée très haute que le monarque se fait de sa fonction royale. La comparaison paraîtra accablante : je dirai pourtant qu'on trouve du Louis XIV dans SM Noredom Sihanouk. Même sens de la grandeur accolé à l'application au travail, même souci de la majesté conjugué avec un égal sens du devoir.

Le Roi est très jeune : vingt-six ans. Il parle avec une certaine volubilité. Timidité ? Émotion ? Ce souverain, si proche encore du lycée dont on l'a tiré pour en faire un roi, vit le moment le plus intense de son règne. Il joue son va tout. Rejetant ses ministres aux élucubrations bavardes, il a pris lui-même la direction du Gouvernement ? « Mes ministres

me cachait trop de choses », me dit-il. Ce roi ne s'est pas résigné à cautionner des intrigues qu'il soupçonnait sans les connaître.

Et désormais le Cambodge est gouverné sous le règne de l'honnêteté. En Orient, elle est assez rare pour devenir efficacité. En la personne de ce roi si conscient au travail qu'il en établit lui-même les minutes de ses lettres le Cambodge possède une des meilleures chances de jouer en Asie le rôle qui lui revient.

Le second atout du Cambodge : sa religion. Des bonzes en jaune safran, on en voit partout. Drapés dans leur toge (ultime apport du royaume hellénique de Bactriane) ils font partie du paysage, comme les maisons à pilotis, les touffes de lotus et les tombes blanches en forme de croissant. D'ailleurs tout cambodgien ne passe-t-il pas trois ans à la pagode pour s'initier aux Écritures ?

Religion à la fois éducatrice et hiérarchisée, le Bouddhisme est l'armature du Cambodge. Il en pénètre toutes les activités et il les ordonne. Il confère sa douceur au paysage humain, mais aussi sa structure à la société.

De toutes les religions d'Orient, le Bouddhisme est la seule vivante, la seule qui propose un ordre, la seule qui en même temps réponde à notre angoisse. À ceux qui ont connu le Christianisme, sa pitié paraît courte : elle n'est pas la charité. Son message est bien négatif : elle ne suggère qu'un repos. Mais la pitié, une pitié universelle, c'est déjà beaucoup pour qui souffre. Béni soit le Bouddha pour l'avoir apportée !

Surtout le Bouddhisme est une religion qui vit, qui se développe, qui s'approfondit. Voilà par quoi il sauvegarde le Cambodge. Le Bouddhisme n'est pas seulement religion, mais civilisation. Et qui aujourd'hui sinon le Cambodge, avec le Siam, en apporte au monde le chant ? Ceylan ? Oui, mais Ceylan dort sous l'équateur, Ceylan gît comme pâmée à la pointe ultime de l'Inde.

Le Cambodge a un rôle culturel irremplaçable en Extrême-Asie. Sa culture est originale. Je me rappelle cette soirée de ballet dans le Palais Royal. Une procession pleine d'apparat y avait préludé, image de la fonction royale, image aussi de ces rencontres de l'art et de la politique qui font les grandes civilisations. Dans la nuit tiède, la nuit tropicale épaissement parfumée, le roi avait parcouru ses jardins, abrité d'un dais et escorté de céroféraires et de lanciers. À sa suite nous avons gagné la salle de danse, ouverte de toute part et dont les minces colonnes se profilaient en arêtes vives sur la nuit. Féerie de ce ballet. Couleurs mêlées, gestes rituels, étincellement de lumière et d'esprit. Sans doute cet art est-il figé, ne demeure-t-il pour le moment que folklore et tradition. Mais que lui naisse un Daghibev, il parcourra le monde.

Un peu de calme politique, un peu de cette prospérité que donne seule la paix, et le Cambodge épanouira cet art de la danse qui lui est propre. Il le renouvellera. Il le dégagera de sa gangue de conventions. Ses nationalistes extrémistes devraient le comprendre. À troubler leur pays, ils retardent son apothéose.

Mais sont-ils même des nationalistes ? Hélas, le brigandage aussi est traditionnel au Cambodge. Même la colonisation ne l'avait pas complètement éliminé (les romans de Malraux en témoignent). Aspect sociologique des événements d'Indochine, lui aussi...

Une Hellade de l'Extrême-Asie

Hellade de l'Extrême-Asie. Avec Angkor le Cambodge propose au monde une leçon aussi sublime que l'Acropole.

Pas plus que le Parthénon on ne décrit Angkor Vat...

C'est au déclin du jour que j'ai connu Angkor Vat. Et Angkor Vat ce fut pour moi d'abord une étendue d'eau morte avec des lotus, et entre les lotus des reflets roses et bleus. Des enfants et des buffles s'y baignaient, et le soir était d'une telle douceur que même l'attrait des beautés à découvrir ne me détachait pas de le contempler.

Mais comment dire mon émoi quand par une chaussée de granit rose j'ai franchi ces étangs, et qu'une autre chaussée toute aussi semblable m'a mené vers la Sainte Montagne. Les émotions se rejoignent, et ce qui envahit mon âme, ce furent les psaumes graduels. Ils se rythmèrent en moi sur la psalmodie des bonzes au surplus grégorienne, dans la pagode voisine. J'ai visité Angkor parmi la rumeur d'une louange à Jérusalem.

Pourtant, si dans les grands ensembles architecturaux du monde je cherche une beauté parente d'Angkor Vat, c'est Versailles que j'évoquerai. Seul Versailles présente au même degré qu'Angkor Vat l'accord d'une architecture et d'un paysage. Harmonie de ces étendues d'eau, de ce temple à soi seul multiple et du ciel. Versailles comme Angkor Vat fut bâti pour l'apothéose d'un monarque. Seulement Versailles n'est qu'un Palais déserté. À Angkor, au sein de la nuit, veille une lumière devant un dieu.

Et puis Angkor Thom. Sous la lune tous les Bouddhas du Bayon souriaient. Bénédiction ou maléfica, ces sourires dans la nuit verte ? Le temple imbu de lune semblait sculpté dans la lumière. Comme la forêt d'alentour, il n'était qu'un figement de lune, et silence.

Silence, avec le cri de quelques cigales pour le souligner et parfois le heurt d'une pierre qui se détache – le heurt d'une pierre que se détache et son écho

....

....

.... Comme le Grand Canal, le Bain du Roi

Au drapeau des Khmères, les Tours d'Angkor Vat sont un signe de renaissance.

Saison des pluies à Vientiane

Le Laos n'offre pas un si haut message. Dans l'Extrême-Orient, il est une oasis. Repos de ce pays vide après les foules trop ardentes. Ici tout est aimable et facile. On voudrait s'arrêter, s'étendre au bord du Mékong à l'abri des haies d'ibiscus.

C'était la saison des pluies à Vientiane. La pluie avait l'absolu d'un cinquième dément. Le paysage ruisselait.

De la leçon, pourtant désespérée, du Bouddha, le Laos n'a retenu que son sourire. Ce sourire des statues khmères, le pays l'est tout entier. Je ne sais ce qu'on enseigne dans les innombrables pagodes de la ville. Je les ai toutes visitées. Elles sont belles sous leurs immenses toits. Mais y règne un aimable laisser aller. Les bonzes ont dressé leurs lits contre les autels poussiéreux. Ils semblent plus pressés de dormir ou de fumer inlassablement de très occidentales cigarettes que de méditer.

M'en choquerai-je ? Tout est si facile au Laos, si reposant ! Et si raisonnable également. Dans cet Orient de fièvre politique, dans cet Orient dressé pour ajouter une coudée à sa taille, comment ne pas aimer le Laos ?

Pays facile, et pourtant pays courageux. Sa Résistance contre les japonais fut une belle page d'héroïsme. Je visite son école militaire. Elle est admirable d'ordre et d'entrain.

Cette visite à l'école militaire m'a rassuré : je tremblais pour ce pays à la fois si facile et si menacé. Vide, il est enserré dans la double menace du Viet Nam et du Siam – surtout du Siam qui bien souvent l'a envahi dans l'Histoire. Vientiane en porte la marque. Voilà un siècle qu'elle a été rasée par l'ennemi venu du Mékong. Aujourd'hui la menace n'est pas directe. Le Laos est associé au Viet Nam dans l'Union Française. Sous le sceau de la France, il y trouve une garantie absolue. Seule serait sa perte – au surplus totale – un triomphe Viet Minh. Dans l'état actuel des choses le Siam non plus ne l'attaquera pas.

Mon séjour au Laos fut trop bref – et tout entier sous une pluie de cataractes – pour que j'ai pu goûter ce folklore. Je devrai revenir en hiver. Je n'eus l'occasion d'assister qu'à une seule cérémonie, le Basi. Au son des petites orgues en bambou et des violons à trois cordes, de jolies filles vêtues en lamé m'ont lié les mains de fils de coton et offert des bouquets de fleurs. Toute la gentillesse du Laos s'exprime dans cette intime liturgie.

La littérature du Laos est encore presque inconnue et le peuple l'a oubliée. Écrite sur des palmes, elle dort au fond des pagodes gardée par des bonzes souvent ignorants. Gardée en effet, mais surtout contre les savants. On me trouvera peut-être sévère pour ces bonzes laotiens. Mais ils ne devraient pas oublier que restituer au peuple ces trésors, ce serait certainement fortifier sa conscience nationale.

En faisant connaître au peuple laotien la littérature de son pays on contribuerait en outre à enrichir et fixer la langue laotienne. Celle-ci, peu imprimée, est encore très mouvante et si elle a à l'avantage de la facilité elle ne répond pas à tous les besoins de notre époque.

Ici encore le clergé bouddhique, s'il le voulait, pourrait tenir un rôle d'autant plus efficace que sous le couvert de la religion le Siam tente contre le Laos une grande offensive culturelle. Ces missionnaires parcourent le pays, répandant leur enseignement et en même temps leur langue. Si elle n'y prend garde, la hiérarchie bouddhique laotienne sera rapidement subordonnée à celle du Siam. En même temps le Laos aura chance de perdre son intégrité nationale, sans effervescence, comme insensiblement. Déjà une littérature siamoise à bon marché inonde le pays...

Terre de loyauté, de sagesse et de courage, le Laos a sa vocation propre dans cet Extrême-Orient de fièvre. Le voyageur l'éprouve immédiatement, qu'il parle avec ses ministres, jeunes et graves, au maintien réservé d'étudiants de la Jeunesse Catholique, ou qu'il assiste à quelques-unes de fêtes de ce pays de gentillesse, basi ou cours d'amour. Je connais un homme venu ici pour trois mois et qui n'en est jamais reparti. Je le comprends. Tout est si simple. Tout est si familier. Comme on craint un passage du Viet-Minh, un petit groupe de parachutistes indigènes garde mon bungalow. Voulant éviter l'humidité pénible de cette nuit, ils se sont installés tranquillement dans ma chambre. Pour gagner mon lit, j'enjambe leurs corps endormis. Laisser aller ? Sans gêne ? Allons donc ! Gentillesse et plutôt et simplicité : je ne suis pas pour eux l'occidental lointain, mais un homme, mais un camarade. Pourquoi agiraient-ils autrement ?

Ces enfants endormis sont ma dernière image du Laos, avec à l'aérodrome les jeunes filles chargées de fleurs. Et c'est toujours la même leçon de douceur, d'affabilité, d'amitié. Au dehors, j'entends l'immense bruissement de la pluie sur le fleuve et son ruissellement sur les feuilles. Sous l'averse la plaine entière murmure comme dans un sommeil. Et ne l'est-ce pas, le secret du Laos, que les hommes et la nature y sont étroitement accordés ?

Terre imprégnée d'humanité

J'ai quitté l'Indochine, mais l'Indochine vit dans mon cœur. Au cours d'une existence très voyageuse, ai-je jamais tant aimé un pays ? J'ai trouvé au Viet Nam un accord préétabli avec moi-même.

Terre imprégnée d'humanité, vos morts ont fait votre visage. Depuis des millénaires les hommes ont façonné le paysage de la rizière, ils ont modelé de terrasses ses pentes, et depuis des millénaires ils les ont jalonnées de temples. Aucun fleuve que ne le sillonne une barque, et même la mer, quand je la survole, est comme piquetée de sampans et de jonques.

L'homme, je le vois partout. Sur la rizière, c'est un archipel de villages et de bourgades. Là une pagode, ici une église, mais toujours la marque de l'homme, et le long de la diguette la procession des chapeaux coniques. Austérité pourtant de ces calcaires chevelus trouant d'ombre le miroitement infini des plaines, mais si hostile qu'apparaisse leur profil ils ne sont qu'accident dans la marqueterie vert sur vert du jeune riz, comme est accident également la soutache rose des fleuves.

Le dernier soir de mon séjour, le chauffeur auquel jusque là je n'avais pas prêté grande attention m'a emmené à sa guise. Comme j'étais plongé dans mes réflexions, j'avais oublié de lui indiquer le but de ma course : il l'a déterminé lui-même et lui-même il a composé le pèlerinage de mes sites privilégiés. Plus qu'aucun autre peuple, le vietnamien a l'intelligence de la sensibilité.

Et par la grâce de mon chauffeur, nous revoilà, au marché chinois de Cholon, si intensément exotique que j'y allais uniquement pour me griser de dépaysement. Les tac-tac, ces petites voitures attelées de chevaux nains et que les paysans surchargent, brinqueballent un amoncellement extravagant de femmes et de paniers ; les commères jacassent, se disputent, hurlent à un diapason si élevé que c'est miracle si leur voix ne se brise pas ; les enfants nus jouent pêle-mêle dans les excréments ; tout cela vibre, tout cela crie, et, disons-le, tout cela sent assez mauvais ; mais tous les visages, dès que je les regarde, s'éclairent d'un sourire. Ce sourire, j'en déchiffre mal le sens, mais il crée d'eux à moi une connivence. Et puis, c'est encore ce sentiment de l'humanité, cette foule qui nous entoure comme une mer. En Orient on est dans l'humanité comme dans un bain. Un réseau humain fluide et dense comme une eau vous enserme, vous enroule, vous pénètre.

Mon chauffeur m'emmène encore. Il me fait longer cet arroyo où vit un immense village amphibie. Une confusion de masures et de sampans le recouvre. On n'aperçoit que par flaques son eau brunâtre, épaisse, pustuleuse. Paysage tout de noir et de gris – noirs les sampans, noires les masures, grises les toitures et les voiles – mais que relève d'une tâche rose un chargement de noix de cocos. Et là encore, jusque sur l'eau, ce déferlement humain...

Au fur et à mesure que vient le soir, se fait plus insistante dans les rues de Cholon, l'odeur d'opium... Mais déjà mon chauffeur m'a mené vers le port. Il sait que je l'aime à cette heure précise où le jour et la nuit se rejoignent. Les hauts bateaux s'allument, ponctuant d'or l'atmosphère laiteuse. Vaisseaux de haute mer, insolites dans ce paysage de plaine. Les quais ont été comme envahis par la ville. Des traitants ont dressé des tables. À la lumière des photophores ou d'ampoules nues, Saïgon s'entasse au bord du fleuve.

Voilà tout ce que mon chauffeur m'a emmené revoir ce soir, voilà la griserie humaine qu'avec l'intelligence de sa sensibilité, il m'a restitué... Et pourtant, même ce dernier soir, je ne me détacherai pas complètement de la politique : ce peuple vietnamien que j'ai tant aimé, je tremble pour lui. Son sort est entre ses mains que je sens encore débiles à le guider. Ce peuple composite, au carrefour des civilisations hindoue, chinoise et française a une mission irremplaçable. L'accomplira-t-il ? Yahweh demanda dix justes pour sauver Sodome. Le sort du Viet Nam au-delà du corps expéditionnaire, au-delà de son indépendance, au-delà du remous des sectes et de confessions, au-delà même de son Empereur et de son ??? Gouvernement dépend de ces quelques hommes qui sauront vraiment se donner pour leur patrie, dont le nationalisme ne sera pas déguisement du communisme ou verbalisme, mais foi patriotique, ascèse, sacrifice. Si le Viet Nam possède cette poignée de justes, si de jeunes hommes se risquent pour lui et non pour quelque idéal contreplaqué de l'extérieur, s'ils se compromettent dans leur peuple et pour leur peuple, ce pays est sauvé. Quelques chefs de districts et quelques chefs de province intègres et donnés : le Viet Nam vivra.

Et nous, nous le suivons dans ces premiers pas d'indépendance, comme on suit ses enfants grandis avec qui on doit être...

Allusion à l'Extrême-Asie

Sans date

Mot Khot

Quelques touffes de bambous suffisent à cacher cette pagode. On n'en soupçonne même pas la porte basse, ouverte sur un couloir poisseux, puis sur une cour un peu triste, bordée de planches. Derrière, en des réduits, s'entassent les dieux. Comme des algues dans les eaux dormantes ils transparaissent sous le demi-jour épaissi d'encens. Quelques reflets d'or s'accrochent à la pénombre ; un bras, un torse à la vacillante clarté d'un cierge transluisent. Pour apaiser les âmes errantes un vieillard récite d'interminables litanies, tandis qu'une femme pose des fruits et deux bouquets de fleurs sur un autel.

Tout est un peu triste ici, un peu sordide. Les dieux et les hommes y vivent chichement. Les bonzes aux robes brunes si délavées qu'elles en sont roses ne possèdent que deux chambrettes obscures comme des caves. Pour tout mobilier, deux grabats. Ici les dieux et les hommes ne sont que des accessoires. Seule compte leur méditation et je ne sais quelle harmonie du monde qu'elle a pour mission de percevoir et d'entretenir. Seul compte dans la Pagode son jardin clos. Il exprime cette méditation, il Est cette méditation.

Ce jardin, point besoin d'en connaître les symboles pour en subir le charme. Ce jardin, sous le ciel épais, dans une lumière grise qui en avive légèrement les colorations, il envoûte. Des balustres verts entourent la vasque d'eau morte. Des arbres nains, des plantes grasses emplissent des vases vernissés. Jardin de porcelaine et de pierre plutôt que végétal, expressif d'une civilisation exagérée, tout entier il s'ordonne autour d'un minuscule pagodon dressé sur un pilier tel un lotus sur sa tige.

Les dieux et les hommes s'agitent ; les cieux et la terre retentissent de leurs combats. Le sage perçoit dans cet enclos cerné de bambous, au-delà de tant d'existences misérables, ordonnée à ce jardin de pierres et de porcelaines, l'harmonie des sphères.

Le Grand Lac

La double pâleur transparente du Grand Lac et du Ciel composait un paysage luisant et doux comme un satin. Dans ces blancheurs amorties seule tranchait à l'horizon la ligne basse des lotus. Saturé d'eau l'air sentait l'herbe et la terre. Aucun discontinuité dans ce paysage. Rien non plus ne m'en retranchait. Aucun son, ni la vivacité d'une couleur n'y éveillait ma conscience. J'étais un peu de cette uniformité somnolente.

Je regrette qu'on ait ici bâti une pagode pour un Bouddha géant et laid. Tout y répugne un peu : la bonzesse chauve aux dents laquées (elle offre un thé pâteux comme une boue), les chauves-souris accrochées aux pourrissantes tentures, les dieux tapis sournoisement au fond de l'ombre. La cour aux dalles moisées, cernée de murs, semble éloigner le divin. Elle est comme refermée sur l'homme.

Ce paysage du Grand Lac, cette pagode croulante, est-il lieu où Dieu ait été davantage privé de sa transcendance ? Est-il lieu où l'homme ait été plus privé de sa substance ? Dieu n'a plus Son Nom, ni l'homme, ni la création. Tout ici, le divin et l'humain, se confond dans une immanence trouble.

Marché chinois

Déferlement d'odeurs. Elles assaillent. Elles terrassent. Impossible de les discerner, trop violentes pour l'analyse. Elles suffoquent. Elles étranglent. Au même moment, traîtreusement on glisse sur des détritres presque liquides de pourriture. Et puis des cris, des hurlements. Des commères se disputent. Elles glapissent à l'extrême de l'aigu. Mais un mètre plus loin ces cris sont déjà fondus dans l'énorme rumeur ambiante.

Seules ici sont discrètes les couleurs. La tâche pâle de quelques choux, une goutte de sang à l'ouïe des poissons, un panier de piments verts relèvent la synchronie brune et

grise des baraques, des paysannes à la tunique pâlie, des innombrables osiers. Raffinement de ces osiers : des paniers fragiles comme des cages à mouche, de lourds plateaux, des panières, la variété de leurs formes attestent des millénaires de civilisation. Bientôt ces vanneries brinquebaleront en échafaudage sur les tac-tac, que traîne, doux et accablé comme un bourricot d'Algérie, le cheval nain.

Le marché est le sommet spirituel d'une ville chinoise. Il la tire à lui comme une cathédrale gothique sa bourgade. Est-elle autre chose qu'un immense marché, la ville chinoise, avec ses maisons basses qu'occupent seules des boutiques (le marchand y mange et y dort), avec ses boulevards qu'envahissent les échoppes ? La ville chinoise a des entrailles de marchandises. Ses viscères, son cœur, ce sont des piles de tissus, des lames gilettes, ou flottant au vent de multicolores chemises yankees. Ce sont de rutilantes bicyclettes de papier pour l'autel des ancêtres, des chevaux dorés qu'on y brûlera ou de minuscules sandales vertes et rouges. Aucun pouce de terrain n'échappe au négoce, ni le trottoir où le marchand de soupe pose ses balances, où le glacier pousse une voiturette plus bariolée même qu'à Naples, ni la pagode où on vous impose des bâtons d'encens. Seul le tripot, comme un asile de silence, sacrifie à un autre Dieu.

Le soir n'amène sur la ville qu'un repos précaire. Les enfants se sont endormis sur les comptoirs. L'un d'eux parfois se lève, pisse dans le ruisseau, puis se rendort. Alors commence un trafic, plus clandestin. L'hôtel chinois, de tous ses interstices filtre de la lumière...

Mais, ici, le négoce est noble. Obéissant à des règles savantes – elles aussi millénaires – c'est un jeu intellectuel, spirituel même. Le rite l'épure de toute discussion sordide. Il mue l'âpreté en politesse. Il ordonne le lucre, limite l'avarice par le respect, tempère de décence l'avidité. Le négoce, ici, est un art.

Survol

L'avion frôle l'étendu miroitante que les diguettes ensèrent d'un réseau brun. À la mer intensément bleue répond cette étendue vert pâle où contrastent, jetés au hasard par je ne sais quelle marée cosmologique, des calcaires velus de jungle. Parfois un fleuve soutache de sinueux rubans roses cette étendue. Un village touffu de palmes souligne sa courbe. Village perdu comme une île, un de ces villages semés comme en archipels sur l'étendue amphibie. La pagode ou l'église, une clôture en bambou, des venelles en chicane, une épaisseur feuillue où se tapissent les cases... Chaque village vit par soi, enclos, solitaire hostile, couvant ses morts et ses vivants d'une peureuse sollicitude.

Chaque village est un vaisseau sur l'océan du temps. Il glisse à sa surface. D'aucune fissure il ne fait eau. Colmaté de coutumes, gréé de traditions il dérive des anciens âges, intact. Toute l'épaisseur des siècles s'isole de nous, plus inabordable qu'un au-delà.

Processionnent sur la diguette les petits hommes vêtus de noir, processionnent les petits hommes à chapeau pointu. Un monde où on ne marche jamais côte à côte, par couple, mais en file, surveillant le sol inégal, et d'un cheminement de fourmi ; l'opiniâtre travail de la rizière maintient courbé : la terre vietnamienne interdit qu'on lève les yeux vers ses horizons.

Mais ces horizons déchirés, horizons de montagnes bleues sculptées en flamme, ne sont-ils pas le dos hérissé du dragon ? Par delà l'océan piqueté de jonques, au-delà des laiteuses pâleurs de la rizière et de l'imprécise boue des deltas, il veille pour garder hors du temps la terre villageoise du Viet-Nam, le dragon.

Aide aux pays sous-développés

C'est un dos.

Un dos noir sous la chemise déchirée, un dos où glisse en minces filets la sueur. Le muscle mince et long cache mal le squelette – le squelette à chaque tour de roue désarticulé.

C'est un dos. À peine verrai-je un visage rôdé par la misère, fondu, effacé, fruste comme un galet roulé par la mer, un visage où les yeux se délaient dans le front et les joues, avec seulement une bouche énorme, béante sur quelques chicots, ouverte dans un éternel inassouvissement.

Un homme, non, un dos d'abord ; et puis un instrument, le cyclo-pousse ; un homme qui a même pris le nom d'une machine.

C'est un dos.

Mouvantes algues de douleur à peine affleurantes dans la nuit moisie. L'homme n'est même plus animal ici, mais plante. Herbeuse pourriture humaine.

Dans les marigots croulent des masures noires, au long des sampans noirs, vers l'eau épaisse et roussâtre. Un palmier, un ancien balustre simulent parfois un paysage. Enchantement vite dissipé : sur le balustre, accrochées au palmier, sèchent des loques. Du fleuve lourd de détritrus monte une odeur sucrailleuse de pus...

Et sur la terre bourbeuse d'urine un enfant joue avec un trognon de chou.

Terre des hommes

Paysage de Nia Thrang. Le fleuve, par-delà les ponts à dos d'âne, enfonce ses rives de sables blancs, au sein de montagnes obscures. Rouges et informes, résidus de millénaires vendanges, les tours Chiam... Par-delà le bouddhisme et le confucianisme elles abritent encore le culte du linga civaïte. Et de ces trois rêves les hommes ont modelé leur paysage. Terre imprégnée d'humanité... Terre rodée, pétrie, ciselée par les hommes.

Ici chacun de nous se perd soi-même. Il s'enfonce dans l'humanité comme dans un bain. Je ne suis plus moi, mais je m'enferme dans la chair tiède de l'humanité. Je m'abrite dans la chaleur de cette matrice toujours parturiente.

Mon pied ne creuse pas d'empreinte : il use un peu plus la dalle pas après pas aux cours des siècles incurvée.

Émoi de n'être qu'un instant de l'humanité, de s'y défaire, de s'y dissoudre toute frontière personnelle effacée. Émoi que cette terre m'a donné, mais plus encore les foules d'Extrême-Asie. Frôlant, enveloppant, enroulant sans jamais heurter, elles endorment toute conscience individuelle, elles enlisent. Porté, balancé dans le grand mouvement collectif, pénétré de sentiments inconnus je me fais poreux. À force d'osmose je me dissous. Je suis un instant mal discernable dans la durée des morts et des vivants.

Halong

La haute jonque s'est posée comme un insecte sur le fleuve. Proue et poupe dressée à peine l'effleure-t-elle de son flanc. Elle flotte moins sur l'eau que le vent ne la porte, vibrant aux bambous de son empenne. Jamais un claquement de voile mais ce froissement en cascade des bois creux qui se choquent.

La haute jonque détache sa marbrure d'or roux sur le ciel éteint. À l'approche de l'orage tous les tons se sont amortis, le rose pulpeux du fleuve, le bleu des montagnes. Seule la rizière sans aucun obstacle pour en ponctuer la distance inscrit entre le fleuve et l'horizon un trait vif.

Jonques d'or, sampans noirs, et puis le fleuve s'élargit aux dimensions de la mer, tandis que des eaux soudain immobiles monte, mâtée de calcaires, grée de lianes, entoillée de jungle, la flotte ardente des rochers. Glissons encore et la flotte se déploie en îles, avec

des plages de sable fin coupées de fiords tranquilles. Des criques offrent leur douceur à notre repos.

Mais au matin, de la montagne surplombante, chaque roc est un poème que la terre et la mer s'entredédient, une tablette d'or sur l'autel bleu de la mer. Voilée d'azur les pans de jungles se tempèrent et les crêtes s'amortissent.

Étrange paysage réciproque, indéchiffrables idéogrammes au rouleau soyeux de la mer. Ces rochers épars expriment en allusion des montagnes et de ces vallées où les rizières inondées évoquent elles-mêmes une mer semée d'archipels.

Rapport du voyage effectué en Indochine par M. Le Brun Keris, Conseiller de l'Union Française sur

La réforme agraire dans le Sud Viet-Nam

pour la Commission de l'Agriculture de l'Assemblée de l'Union Française

Sans date

I Considérations générales sur la question agraire au Viet-Nam

Dans l'ensemble, la relation qui a constamment existé entre une démographie excessive et la superficie limitée du sol cultivable a fait que, dans ce pays, le problème de la distribution des terres s'est toujours posé avec une certaine acuité.

Les données du problème ont toutefois profondément varié au cours des temps avec l'Histoire même du Viet-Nam, l'extension de son aire géographique et la modification des conditions politiques qui ont conduit le peuple annamite de l'ancien régime monarchique à la conjoncture révolutionnaire actuelle, en passant par la conquête française.

A – L'ancien régime.

Dans le Viet-Nam d'autrefois, à l'économie modeste essentiellement basée, par suite du manque de moyens de transports, sur l'autarcie villageoise, l'armature sociale favorisait le morcellement de la terre, et s'opposait à tous les échelons à la constitution de la grande propriété.

D'une part, en raison de l'opposition violente de la cellule communale à l'intrusion d'étrangers au village, il était malaisé, même pour un personnage disposant de ressources financières, de réunir un nombre important de parcelles. De nos jours encore, au reste, dans le Delta Tonkinois qui a constitué avant la marche vers le Sud de la nation annamite, l'habitat primaire des Vietnamiens, l'homme n'existe guère que comme membre du village, et on le ne conçoit pas vivant isolément, entouré de sa seule famille. De sorte que dans le système antérieur où il n'était pas rare de rencontrer des communes entièrement constituées de terres communales, partagées périodiquement entre les citoyens, la seule forme possible d'établissement humain était la concentration en village.

Certes, comme dans toute société où la possession individuelle est admise dans le principe, les plus forts et les plus riches tendaient à se constituer des domaines, mais ils n'auraient pu y réussir sans l'appui, sinon la complicité des autorités en place.

Les grandes propriétés qui pouvaient se former étaient donc d'origine mandarinale, soit qu'elles se soient constituées au détriment des terres communales, soit surtout au préjudice de la propriété privée, dont les possesseurs sont un jour ou l'autre contraints de se dessaisir, généralement victimes de l'usure, de la passion du jeu, de la recherche de fonctions honorifiques, de l'amour des procès.

Mais en tout état de cause, dans l'ancienne société impériale, le gouvernement lui-même se montrait résolument hostile au développement de la grande propriété, et nous retrouvons les traces de cette préoccupation dans l'ancien droit annamite.

C'est ainsi qu'un article du code des Lê punissait « ceux qui créeront de leur propre autorité de nouvelles exploitations ».

Un « du » de 1708 « interdit aux fonctionnaires et aux gens riches de profiter de la pauvreté ou de la dispersion des habitants des villages pour usurper par achat des terres et des rizières et créer des fermes où ils donnent asile aux inscrits en fuite dont ils se servent ensuite comme ouvriers agricoles. Ceux qui possèdent déjà des fermes auront trois ans pour les supprimer eux-mêmes. »

Il est vrai qu'à notre sens, il ne conviendrait pas, comme d'aucuns ont cru pouvoir le faire, d'interpréter trop radicalement de telles dispositions législatives : autant que d'empêcher la constitution de domaines privés, elles doivent traduire le souci du Gouvernement d'empêcher la formation de féodalités autonomes qui, comme le démontrent les exemples que nous avons présentement sous les yeux, s'opposaient très certainement à l'administration légale.

La preuve en est qu'à l'origine les nouvelles communes n'ont été souvent fondées que par une seule famille aidée d'un certain nombre de travailleurs. Le village ainsi formé pouvait exploiter les terres incultes qui se trouvaient autour du noyau central, et s'étendaient peu à peu, s'organisant sur le modèle des autres communes.

Quand les rizières d'une commune s'avéraient insuffisantes à nourrir la population devenue trop nombreuse, des individus demandaient en leur nom le droit d'occuper les terrains en friche, pour y fonder une commune nouvelle, en s'engageant à payer l'impôt foncier après une certaine période de défrichement.

L'État favorisait ces défrichements pour étendre le domaine de la nation. Au XVIIIème siècle, la cour de Hué fut extrêmement large, dans les nouvelles terres cochinchinoises, sur la façon de gouverner le peuple. Les nouveaux colons étaient libres de leurs mouvements. Les lots de terre étant choisis, il suffisait d'en exprimer le désir au mandarin pour devenir propriétaire.

Une véritable organisation foncière n'intervint qu'à partir du règne de Gia-Long. On assista même au recrutement officiel de « soldats de la rizière » qui reçurent une part de terre en friche, du bétail et des instruments agricoles. Le remboursement des frais se faisait en nature, par le versement d'une certaine quantité de paddy aux époques de la récolte.

Des fermes agricoles furent constituées.

Une ordonnance de Tu-Duc prévoit un système de récompenses pour les fonctionnaires qui auront favorisé le défrichement des terres et l'établissement des communes dans les marches militaires des montagnes et dans les colonies agricoles.

C'est ainsi que les lais de mer ont été mis en culture au Tonkin. Tout le Sud-Annam et toute la Cochinchine ont été exploités suivant la méthode des colonies agricoles et des colonies militaires. L'application la plus étendue du système des « dô-diên » date du règne de Minh-Mang. Ces colonies furent dispersées par l'Amiral de Lagrandière, Gouverneur de la Cochinchine en 1867, et assimilées aux autres villages du territoire.

B – La colonisation française

Avec l'installation de l'autorité française, la grande propriété a fait d'énormes progrès.

Tout d'abord parce que de nouveaux besoins ont été donnés aux Indochinois et que ceux-ci sont désormais en mesure de trouver facilement l'emploi d'une grosse fortune en construisant des maisons à l'européenne, en envoyant leurs enfants faire des études en

France, en achetant des automobiles, bref en accédant à toutes les catégories du luxe européen.

D'autre part, l'attitude du gouvernement s'est modifiée ; on a introduit le point de vue français de la propriété ; les mesures hostiles à la grande propriété ont été supprimées et ont été parfois remplacées par des mesures favorables, comme l'institution de concessions ; toute propriété constituée est inviolable et l'autorité ne peut plus la supprimer, sinon par la procédure précaire et coûteuse de l'expropriation.

Il est permis de poser que la conquête française, en engendrant l'accumulation des richesses privées en Indochine, a apporté dans un état de choses statique un triple bouleversement d'origine juridique, économique et social.

Soulignons que la grande propriété s'est développée, non seulement au profit des Français, mais également à celui des autochtones. Par ailleurs, un véritable prolétariat agricole est né, s'accroissant rapidement par le double jeu de l'excédent des naissances et de la mauvaise gestion des petits possédants.

Le phénomène toutefois présente des caractères très différenciés du Nord au Sud, fonction à la fois de la densité de l'habitat rural et de l'étendue des terres disponibles.

1°) Tonkin et Annam.

Le Delta du Tonkin, ainsi que les plaines côtières de l'Annam, quoiqu'à un moindre degré, sont caractérisés par un extrême morcellement du sol.

Selon Gourou, il existe dans le delta tonkinois au moins seize millions de parcelles. La province de Bac-Ninh compte 1 500 000 parcelles couvrant une superficie cadastrée de 102 000 ha (14 parcelles à l'hectare, Oha680 par parcelle).

La seule province de Bac-Ninh, qui couvre 1 074 km², comprend plus de parcelles que toute la Cochinchine qui a pourtant une superficie totale de 64 700 km².

Certains villages du Tonkin comptent plus de parcelles que toute une province de Cochinchine : la province de Gocong a seulement 10 000 parcelles et certaines communes tonkinoises dépassent ce chiffre.

Concernant la répartition de la terre, l'ouvrage « Économie Agricole de l'Indochine », rédigé vers 1930, donne les proportions suivantes :

- petite propriété (moins de 5 mâu – 1ha8)	:	630 000 ha
- moyenne propriété (5 à 50 mâu)	:	420 000 ha
- grande propriété (plus de 50 mâu)	:	260 000 ha

Précisons que 586 000 propriétaires possèdent moins d'1 mâu (3 600 m²).

On voit donc que dans le Nord, l'extrême division des rizières et la petite propriété individuelle, suffisant à peine aux besoins de familles généralement nombreuses, prédominent largement. D'un autre côté, toute la terre cultivable est déjà civilisée, de sorte qu'il est difficile d'envisager de conquérir sur la nature un espace vital supplémentaire. En sorte qu'une redistribution éventuelle des terres, si elle peut faire dans des cas particuliers œuvre salutaire de justice sociale, n'offrirait par contre dans l'ordre économique qu'une portée très limitée.

2°) Cochinchine.

Tout autres sont les données du problème agraire dans le Sud-Viet-Nam, terre de civilisation relativement neuve, à densité de population beaucoup plus faible, et où de vastes espaces, notamment dans l'Ouest Cochinchinois, attendent encore la mise en culture.

Au Sud-Vietnam, la superficie des rizières couvrait avant 1945 à peu près la moitié du sol. Région essentiellement agricole, les 4/5 de la population y exercent la profession de cultivateurs.

Aux deux zones de culture, le Cisbassac, terre de colonisation relativement ancienne, et le Transbassac, terre de colonisation récente, correspondent les modes différents de teneur et d'exploitation du sol. Les rizières du Cisbassac sont très morcelées et caractérisées par la prédominance de la petite propriété ; très souvent le cultivateur est propriétaire de la terre. Dans le Transbassac au contraire domine la grande propriété et le système de métayage.

Selon les statistiques d'avant-guerre, le Sud Vietnam compterait approximativement 200 000 propriétaires. Les grands domaines de l'Ouest, résultant d'une politique de vastes concessions assortie d'importants aménagements hydrauliques, sont entre les mains des propriétaires vietnamiens dans la proportion de 9/10. La part revenant aux propriétaires français représente l'autre dixième.

À ce propos, si dans l'Est de la Cochinchine, on retrouve les traits essentiels de l'économie du Nord et du Centre Vietnam, l'Ouest de la Cochinchine, par la spécificité des problèmes qu'il pose, mérite une étude particulière. Il est constant au reste que les réformes envisagées par les divers gouvernements de ce pays visent au premier chef le cas particulier du paysannat de l'Ouest du Sud-Vietnam.

Le peuplement est récent et relativement dilué : 80 à 100 ha au km².

Les façons culturales sont sommaires : le riziculteur peut, avec le seul appoint de la main-d'œuvre familiale, mettre en valeur 6 à 8 ha. C'est le régime de la culture extensive par excellence.

Civilisé sous l'impulsion française, l'Ouest de la Cochinchine est le grenier à riz du Vietnam. Il fournissait en 1939 un contingent exportable d'un million de tonnes de riz.

Replacé dans la perspective historique du mouvement de colonisation, le régime latifundiaire qui prévaut apparaît comme l'instrument obligé de la progression de la riziculture.

Les terres neuves de l'Ouest cochinchinois n'ont pu être aménagées qu'au prix de travaux d'hydraulique agricole importants : canaux de drainage, barrage, ouvrages destinés à empêcher les remontées d'eau salée.

En outre, elles ne peuvent être purgées de leur sels d'alun qu'après de nombreux labours ; la culture n'est rentable qu'après trois ans d'efforts.

Le seul énoncé de ces travaux et servitudes suffit à indiquer que la mise en valeur du sol exige des mises de fonds importants et que, pour l'amortissement des ouvrages, cette opération doit être entreprise d'emblée sur de vastes tenures.

Le mode d'exploitation s'apparente au métayage et au colonat partiaire français ; mais il en diffère par des traits absolument originaux : c'est le tadiennage.

On appelle tadiên celui qui cultive une terre appartenant à autrui, avec l'appoint de la seule main-d'œuvre familiale, qui reçoit du propriétaire du sol certaines avances au début et en cours de campagne, et qui doit lui verser une redevance en nature et en argent.

La grande différence du tadiennage et du métayage français est que le contrat donne à la redevance le caractère d'une dette arrêtée « ne variatur » au début de la campagne, indépendante du sort de la récolte. Les pertes jouent au seul détriment du fermier, qui ne peut éteindre sa dette et risque, par là, d'être grevé, des années durant, d'un passif hors de proportion avec son revenu. S'il s'acquitte en nature, la valeur de cette contribution sera évaluée non en pourcentage de la récolte, mais en valeur au cours du jour.

Les avances consenties par le propriétaire sont par ailleurs productives d'intérêts très élevés : 100 à 120% ; elle constitue la principale source de profit du propriétaire.

Il convient cependant de noter que les taux pratiqués ne sont pas exclusivement imputables à la recherche d'un profit excessif. Ils constituent pour le propriétaire une prime d'assurance contre les risques élevés d'une opération conclue avec des éléments souvent instables et une couverture contre la dépréciation du paddy, dans un pays où, par défaut

d'organisation du marché, on enregistre des variations saisonnières extrêmes des cours céréalaires.

On pourrait s'étonner que la justice française, qui avait cours en Cochinchine, ne soit pas intervenue pour moraliser ces opérations : il s'agit en fait d'une obligation « sui generis », d'un faisceau d'obligations complexes qui, échappant aux normes du droit français, n'ont pu être jusqu'à ce jour efficacement sanctionnées.

C – La période actuelle.

Depuis 1945, à la suite des troubles consécutifs à la capitulation japonaise, d'importantes mutations de fait des rizières ont été opérées. Les rizières situées en zone rebelle ont été attribuées, dans le cas d'abandon ou d'éviction politique du propriétaire, à des occupants sans titre qui peuvent être d'ailleurs, dans les régions du fermage, les anciens fermiers même des domaines.

Les exploitants cultivent sous le contrôle et pour le compte du Viet-Minh et lui versent des redevances souvent supérieures à celles que percevaient autrefois le légitime propriétaire. La seule différence en somme est que le Viet-Minh a procédé d'autorité à des transferts de propriété qui donnent l'illusion aux paysans bénéficiaires qu'ils ont accédé à la propriété individuelle.

Dans d'autres secteurs, et sur des superficies parfois très importantes, les occupants sans titre ont été installés à la diligence et sous la protection de partis politiques divers, qui pour être nominalement ralliés au gouvernement légitime n'en inscrivent pas moins leurs activités économiques en marge de la légalité.

C'est ainsi que les Caodaïstes contrôlent de larges zones dans l'Est cochinchinois, tandis que les Hoa-Hao se sont taillés un fief à cheval sur le Mékong-Bassac.

Quelle qu'en soit l'origine, cette dépossession de fait est un élément nouveau et capital des règles qui régiront, lorsque la paix sera complètement rétablie, les rapports entre fermiers et propriétaires.

À ce phénomène tout circonstanciel, mais dont le Gouvernement légal sera bientôt obligé de tenir un compte exact pour éviter de sanglantes jacqueries, s'ajoute la conjoncture indéniablement révolutionnaire que traverse le Viet-Nam, la nécessité pour les gouvernants d'asseoir leur prestige personnel et leur autorité sur de larges concessions aux aspirations de la masse, dont la principale est évidemment, chez un peuple de paysans, le désir profond et tenace du cultivateur de se voir envoyer en possession définitive de la terre que ses bras mettent en valeur.

C'est cette double considération d'une légalisation inéluctable d'une situation de fait, et d'une promotion opportune de mesures de justice sociale, qui inspire la réforme agraire que le Gouvernement Nguyen Van Tan, reprenant au reste en cela des promesses de ses prédécesseurs immédiats, s'efforcent aujourd'hui de faire passer dans les faits.

II – La réforme agraire

A – Première réforme. Le contrat de tadiennage

Dès 1946, le Dr Thynh, Président du Gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, inscrivait en tête de son programme la question sociale en Cochinchine et les mesures propres à la faire évoluer vers des solutions démocratiques.

Le 21 Mai 1947, son successeur, le Président Le Van Hoach signait un arrêté « relatif à la question des rapports entre les Ta-Diên et les propriétaires des rizières ». Ce texte édicte diverses dispositions pour la passation et l'exécution du contrat de tadiennage (paiement des redevances, partage des risques, propriété de la récolte, avances, location d'animaux, barques, mesurage des rizières et du paddy, règlement des différends entre propriétaires et

tadien, institution d'une commission de conciliation au chef-lieu de chaque délégation administrative).

Cette législation offrait l'avantage d'une souplesse extrême. Elle a été établie par des hommes connaissant la mentalité des tadiens et des propriétaires, au courant de leurs désirs et de leurs besoins, et qui ont œuvré non pour construire quelque chose qui satisfasse aux grands principes du Droit civil français, mais avec le souci d'aboutir à un texte adapté aux particularités psychologiques des habitants de ce pays et de nature à leur donner satisfaction.

La pierre angulaire de la réforme a consisté à introduire dans le contrat entre propriétaire et fermier le partage des risques et, conçu sur ces bases, elle constituait déjà un progrès sur l'ancien état de choses. Cependant, en dépit de son libéralisme relatif, le texte de 1947 ne saurait être considéré, et ne l'a effectivement été par les Présidents du Conseil des Ministres de l'État du Viet-Nam qui, après l'unification des trois Ky, ont pris en mains les rênes du pays, que comme l'amorce d'un programme beaucoup plus radical.

La question qui se pose aujourd'hui est avant tout celle de l'accession du fermier à la propriété de la terre qu'il cultive. Chaque gouvernement, dans un souci de popularité compréhensible, a repris la formule à son compte ; dans diverses occasions solennelles, le problème agraire a été soulevé, mais il a fallu attendre l'avènement du Cabinet Nguyen Van Tam pour voir l'idée se concrétiser avec détermination.

B – Réforme agraire du Président Tam

Dans les campagnes, proclama le Président Tam dans son discours d'investiture, la réforme agraire sera réalisée dans l'intérêt des paysans et dans le respect des droits acquis par les propriétaires.

Le principe des solutions à mettre en œuvre fut d'autre part clairement énoncé par SM Bao Dai, Chef de l'État, dans sa réponse au nouveau Premier Vietnamien.

« L'émancipation de l'individu n'est pas possible tant qu'un minimum de prospérité individuelle n'est pas atteint ». Ainsi le problème agraire au Viet-Nam, étroitement lié à la prospérité et à l'émancipation de l'individu, devenait dans l'esprit de ses gouvernants la condition même de l'indépendance du peuple vietnamien.

La presse locale et d'autres organes d'information publique ont brodé avec ardeur sur le sujet, écrivant en particulier : « Tant que le Vietnamien, pour des nécessités de subsistance, demeure à la merci d'autres Vietnamiens, tant qu'il végète dans la misère, sa condition d'homme libre ne sera qu'un vain mot, un mot vide de sens, une duperie. Dans le domaine agricole en particulier, le tadien du Sud-Vietnam, c'est-à-dire le fermier pressuré par l'usure et « mangeant souvent son riz en herbe », a été jusqu'à présent une manière de serf de la féodalité française du Moyen-Age vis-à-vis des grands propriétaires terriens et des usuriers de tout poil. Son émancipation devra être opérée pour le mettre à l'abri de toutes les vexations, pour lui rendre sa liberté, et avec la liberté lui assurer un minimum de prospérité. Elle devient maintenant possible, favorisée par les bouleversements déjà consacrés par les événements et la politique du Viet-Minh, elle doit être cependant conduite avec tous les aménagements nécessaires pour éviter toute spoliation, en d'autres termes, conformément aux exigences de la plus élémentaire justice ».

Encouragé de la sorte par l'opinion publique, le Président Tam, ayant inscrit en bonne place le projet de réforme agraire dans son programme gouvernemental, s'attelle immédiatement à la tâche.

Le 10 Juillet, dans une conférence de presse, le Président donne les premières précisions sur les modalités de la réforme : une caisse nationale sera instituée sous le nom général de crédit agricole et artisanal, qui se chargera de régler l'indemnisation des anciens propriétaires et de procurer aux nouveaux de quoi s'acquitter du prix de leur lopin de terre.

« Cette caisse, a déclaré le Président, avancera aux tadiens les sommes nécessaires à l'achat de leur part de terre à un prix fixé par le Gouvernement ; les fermiers, installés légalement ou de fait, recevront un droit de préemption. Un nantissement sera pris sur le fonds, et mainlevée ne sera donnée qu'après remboursement des créances ». Le Président ajouta qu'il comptait augmenter l'impôt sur les grands domaines afin d'avertir les égoïstes de sa volonté formelle de réaliser sa promesse.

Entérinant ces déclarations publiques, le Gouvernement, lors du Conseil du 25 Juillet, adopte un projet d'arrêté instituant un Service National du Crédit Agricole, qui constitue, aux termes du communiqué officiel, la pièce maîtresse de la réforme promise.

Réforme, reconnaissons-le, qui semble au départ bénéficiaire de conditions politiques favorables.

Il ne conviendrait peut-être pas de s'abuser outre mesure sur « l'enthousiasme » dont auraient fait immédiatement preuve les propriétaires fonciers, au cours d'une réunion avec des représentants des tadiens et des techniciens ayant pour objet la réforme agraire.

Plus que par des sentiments démocratiques, et un esprit de justice et d'équité, cette prise de position des propriétaires nous apparaît édictée par la conjoncture.

La plupart des propriétaires des grands domaines en ont été expulsés par les hostilités et sont allés se réfugier soit à Saïgon, soit dans d'autres grands centres urbains du Viet-Nam, bien protégés, soit en France. Leurs déceptions les amènent à se désintéresser de leur existence rurale, et partant à souscrire avec une bonne grâce apparente à la politique gouvernementale.

Le mobile financier est au reste encore plus fort : ces propriétaires n'ont reçu depuis les événements aucun fermage ni en espèces, ni en nature, ou bien ils n'en ont reçu qu'une infime partie, ils gagneront à aliéner dès maintenant leurs terres au profit des exploitants actuels et moyennant indemnisation, plus qu'à attendre le retour de la sécurité intérieure.

Côté gouvernement, les dirigeants du Viet-Nam légal sont de toute évidence acculés à la surenchère sociale : il est bien certain que pour combattre le communisme, pour contrecarrer le développement du marxisme au sein des masses rurales, le meilleur moyen reste encore d'y développer le bien-être et d'aider en favorisant la petite propriété, au développement des classes moyennes. Si les mesures financières et économiques prévues conduisent d'autre part à mettre le fermier devenu propriétaire à l'abri des dettes usuraires qu'il devait normalement contracter à chaque phase de l'exploitation agricole, un pas décisif sera certes franchi dans l'émancipation du travailleur de la terre qui, en contrepartie de l'appoint de dignité humaine qu'il en recevra, devrait alors apporter sans arrière-pensée son adhésion au Gouvernement légitime.

C'est évidemment en parallèle entre la réforme agraire accomplie par le Viet-Minh et celle réalisée par le Gouvernement légal qui sert de thème majeur à la propagande du Cabinet Tam, préoccupé avant tout du ralliement massif des paysans.

Telle qu'elle est définie en vérité, la réforme promise l'emporte manifestement sur la réforme que le Viet-Minh a instituée dans les zones qu'il contrôle et dont il a prétendu faire la cheville ouvrière de l'émancipation des masses rurales.

Le Viet-Minh dispose, en effet, que la récolte doit être représentée en totalité sur l'aire de battage même au Comité de résistance du village. Cet organisme assure souverainement la répartition. Une part importante, de l'ordre du tiers du rendement brut, est prélevée par priorité pour les besoins du Viet-Minh. Et quand une part supérieure à ce contingent est exigée, le Comité la paye généralement en piastres Ho-Chi-Minh qui n'ayant pas cours dans les zones légales, ne permettent pas au paysan d'acheter sur les marchés des centres.

Notons que d'un autre côté, l'organisation communiste n'a pas aboli les fermages sans discrimination : elle ordonne encore que des loyers en nature, d'un taux modéré, soient

versés aux propriétaires considérés comme loyalistes à sa cause ou qui ont composé avec elle. Les prolongements politiques de cette pratique sont à souligner : certaines tendances au neutralisme, quand on n'est pas au double jeu, n'ont pas d'autre explication.

Quoi qu'il en soit, la propagande gouvernementale insiste sur le caractère de spoliation que revêtent les méthodes Viet-Minh, lesquels donnent d'une main pour reprendre tout de l'autre. Une affiche tirée à de nombreux exemplaires par le Service de l'Information fin novembre 1952 se propose, en huit dessins illustrant des légendes lapidaires, de confondre l'impudence du gouvernement rebelle. D'un côté on voit ce que le Viet-Minh a déjà fait : confiscation illégale des rizières des propriétaires, partage entre les non-possédants, mais réquisition de toute la recette des cultivateurs, de sorte que les paysans restent indigents comme devant.

Par opposition, l'on voit ce qu'a déjà fait le Gouvernement national : avances aux cultivateurs pour acheter des rizières, aides en instruments aratoires et en bétail pour les travaux agricoles, le paysan bénéficie de tous les fruits de la terre, le propriétaire n'est pas lésé mais le fermier devient propriétaire.

Et pour terminer, le tract proclame que, en application de la réforme agraire, 8 998 mâu de rizières sont déjà devenus la propriété des tadiens.

Propagande qui pour des occidentaux apparaîtrait un peu simpliste peut-être, mais propre à impressionner des esprits asiatiques, ataviquement enclins à accepter sans discussion tout ce qui émane de l'autorité, quelle qu'elle soit.

Sur le terrain des réalisations proprement dites, le Gouverneur du Sud-Viet-Nam a par ailleurs chargé le chef de la province de Bentre, où l'étape de pacification peut être tenue pour franchie, de procéder à une première application. Le Chef de province ne se dissimule aucune des difficultés qui l'attendent, mais on peut être sûr qu'il mettra tout en œuvre pour arriver à des résultats tangibles. Cette expérience sur laquelle nous ne possédons pas encore d'informations, constituera en conséquence un premier test valable.

C – Conclusions

La réforme agraire est dans sa marche. Sur le plan de l'action politique, que le fait soit admis par la masse, c'est déjà un résultat premier non négligeable.

Il reste maintenant à espérer que l'action gouvernementale rencontrera un terrain favorable. À cet égard, un double effort de préparation psychologique et de préparation économique semble indispensable.

Il convient tout d'abord d'amener le petit fermier qui sans avoir l'esprit communiste, au sens totalitaire où on l'entend, s'est toujours montré dans la campagne résolument « communaliste » et par suite peu apte à dépasser son horizon natal, à se pénétrer de ses droits et de ses devoirs correspondants de propriétaire.

Il ne suffira pas, en effet, de proclamer avec le Président Tam, que l'usure sera enrayée, pour que l'esprit de prévoyance passe dans les mœurs rurales. Si la conversion du paysan aux habitudes d'épargne ne se produit pas, il est possible que les deniers publics, et notamment ceux provenant de l'aide américaine sur laquelle on compte beaucoup au Viet-Nam pour mener à bien la réforme agraire, soit dispensés en pure perte.

Il ne faudra pas en outre, en s'obnubilant sur l'obtention à tout prix de résultats sociaux forcément limités, perdre de vue les facteurs économiques qui conditionnent la richesse réelle du Viet-Nam.

Pour qu'un programme visant au premier chef à stabiliser la situation du petit cultivateur soit viable, il sera indispensable d'exécuter parallèlement un vaste équipement d'hydraulique agricole, mettre au point la législation sur les associations syndicales de propriétaires, mettre sur pied des coopératives d'achat, régler les questions technologiques essentielles d'engrais, d'amélioration des semences, de débouchés pour l'exportation.

Le mouvement révolutionnaire Viet-Minh qui a ensanglanté le pays depuis 1945 a eu une répercussion profonde sur la situation rizicole. Dans beaucoup de régions, l'insécurité a amené l'abandon de milliers d'hectares de rizières.

La sauvegarde du patrimoine national, amassé en fait grâce à la domination française, est étroitement liée au retour de l'ordre. La pacification tient de toute évidence la réforme agraire en état et celle-ci n'aboutira réellement qu'avec reconstitution et amélioration parallèles de l'armature financière et commerciale du pays.

Pour terminer, nous n'hésiterons pas à écrire que le problème national du Viet-Nam étant de substructure économique, il lui faudra pour réaliser ses ambitions, certes légitimes, de jeune État, intégrer la masse paysanne dans un cycle moderne.

C'est là que l'Histoire l'attend. Un retour à la paysannerie traditionnelle – préconisé par certains partis vietnamiens – risquerait de se voir justement caractérisé comme une exploitation de l'homme par l'homme, un cycle administratif et capitaliste essentiellement urbain se greffant à nouveau sur une campagne confucéenne, qui fournirait des produits et des bras, au prix coûtant intérieur.

La condition du succès serait d'assurer parallèlement à la petite capitalisation des profits acquis au niveau de la petite propriété, en espèce du cycle moderne, un emploi dans celui-ci par le truchement peut-être des coopératives, dont l'éclosion trouve un terrain favorable en Extrême-Orient, et des banques de service central, épaulant les familles les plus aptes à stabiliser productivement leur acquis : sinon les profits se rabattront sur l'économie rurale, sous l'aspect traditionnel du prêt usuraire avec, comme inéluctable conséquence, l'accumulation des biens fonciers, par larges domaines, en même temps que l'expropriation de petit exploitant.

Qu'est-ce que la guerre d'Indochine

Informations européennes 3/4/1954

Toute erreur peut assurer le triomphe de Ho Chi Minh

Qu'est-ce que la guerre d'Indochine ? La question paraîtra impertinente quand cette guerre dure depuis huit ans. Et pourtant qui se vantera d'avoir compris un conflit dont la durée même est un élément de complexité. Telle opinion était juste voici cinq ou six ans qui ne l'est plus ; telle perspective possible, qui s'est fermée. Au contraire d'autres voies s'ouvrent peut-être naguère impraticables.

Nécessité de comprendre

Or, à la veille de la conférence de Genève, essayer, en liaison même avec cette conférence et ses possibilités, de comprendre la guerre d'Indochine n'est pas de notre part un souci académique. Autour de leur tapis vert, les plénipotentiaires ne sont jamais seuls. Ne parlons pas de leurs experts et de leurs conseillers, simples prolongements de leur personne et, en quelque sorte fichiers humains. Mais derrière les négociateurs et liés à eux par des liens subtils mais tenaces, toute la masse anonyme : l'opinion, – l'opinion publique de leur pays et l'opinion publique internationale. Radar psychologique, elle influe sur le débat, elle l'oriente au-delà de la volonté des hommes d'État. Secrètement, elle les soutient ou les paralyse. Et si au moment où se prépare la conférence de Genève sur l'Asie, son issue nous inspire une inquiétude, elle nous vient de l'ignorance de l'opinion publique, - dans tout le monde occidental, - d'une opinion publique qui n'en sera pas moins partie au débat.

En fait se dérouleront deux conférences à Genève, l'une sur la Corée, l'autre sur l'Indochine. Nous ne parlerons que de la seconde, indéniablement la plus importante, mais aussi la plus délicate, celle en tout cas où l'opinion risque les pires contre-sens.

Triple complexité de la guerre d'Indochine

On peut dire de la guerre d'Indochine que, née à l'occasion d'un conflit colonial, elle est désormais un complexe presque indémêlable de guerre internationale et de guerre civile.

Séquelles coloniales

Née à l'occasion d'un conflit colonial : nous n'avons pas l'intention d'engager ici un procès sur les responsabilités initiales. Si certaines fautes apparaissent évidentes, tel le fait pour les Américains d'avoir autorisé les Chinois d'occuper l'Indochine jusqu'au XVI^e parallèle, (occupation sous laquelle le Vietminh établit ses réseaux), seul le recul permettra de distinguer nécessités inéluctables et erreurs. Nous voudrions simplement indiquer que si à l'origine, l'affaire d'Indochine fut un conflit colonial, ce stade est depuis longtemps dépassé. La conférence de Pau en 1949 en a en quelque sorte marqué le terme. À cette date a été abandonnée aux États associés une plénitude de souveraineté à laquelle Ho Chi Minh lui-même, quand la France conversait avec lui à Dalat et à Fontainebleau, n'avait jamais officiellement prétendu. Seuls demeurent depuis cette date, les liens extrêmement lâches de l'Union française. Ceux-ci, contrairement à ce qu'on croit, sont encore plus vagues que ceux du Commonwealth et ne consiste que dans la participation à deux organismes purement consultatifs : le Haut conseil et l'Assemblée de l'Union française. Si cette évolution a pu n'être pas vue, c'est qu'en période de guerre, la passation des pouvoirs n'a pas toujours été aisée. C'est surtout que la guerre même en Indochine comme partout, impose des servitudes aux administrations civiles.

Ce qu'en général on prend pour une séquelle des liens coloniaux, sont en réalité des servitudes imposées aux trois États d'Indochine par leur position géographique réciproque. Pour comprendre un tel problème politique, mieux vaudrait déchiffrer un peu moins les dépêches d'agences et consacrer ce temps à lire attentivement la carte. On comprendrait alors que l'Indochine est construite sur deux axes, d'une part l'axe du Mékong qui draine une série à peu près continue de plaines depuis son entrée au Laos jusqu'à la mer et, d'autre part l'axe du rivage, c'est-à-dire des plaines annamites. Entre ces deux artères, un écran de montagnes. Mais les deux Indochines ainsi déterminées par la géographie jusque dans leur ethnie et leur culture, (à l'Ouest, Indochine de civilisation indienne, à l'Est, Indochine de civilisation sinisée), se commandent l'une l'autre à l'embouchure du Mékong dans cette Cochinchine hybride qui ne servit pas par hasard de point de départ aux Français dans leur double pénétration. Si bien que pour vivre, ces deux Indochines doivent s'imposer de réciproques servitudes à l'embouchure du Mékong. À l'arrivée des Français, leur conflit séculaire était en voie de solution par élimination progressive de l'Indochine indianisée. Le Cambodge en décadence s'effondrait devant la pénétration annamite. Les obligations qui demeurent dans les conventions de Pau ont visé à empêcher la reprise d'une guerre séculaire que la colonisation avait interrompue. Ces précautions sous forme d'union douanière ou de règles d'utilisation du Mékong, sont parfois confondues avec l'emprise coloniale, à quoi, si on peut dire, elles suppléent.

Guerre internationale

Mais désormais la guerre du Vietnam est surtout une guerre internationale. D'une part, les Français, d'autre part le Vietminh, certes, seulement les Américains participent largement à l'effort financier français tandis que le Vietminh serait depuis longtemps effondré sans le ravitaillement chinois en armes et peut-être en hommes. Guerre militaire dont l'enjeu s'étend au-delà de la péninsule indochinoise. Celle-ci apparaît comme le point de cristallisation d'un conflit partout ailleurs diffus – Birmanie, Malaisie, Philippines, Indonésie, voire même Union indienne. Au-delà du drame français, l'Indochine est un drame international : la menace d'une extension du bloc sino-soviétique jusque dans l'Océan Indien.

Guerre civile

Tel est le vrai conflit. Et il justifie une négociation internationale, qui n'est pas un arbitrage dans un différent localisé mais un effort pour éviter la cassure du monde là où la cassure est la plus profonde. Seulement, on se tromperait aussi en ne voyant pas sous les séquelles du conflit colonial et sous la guerre chaude internationale, de très complexes conflits politiques qui tiennent de la guerre civile. Nous avons fait état des rapports difficiles entre le Vietnam et le Cambodge. Dans chacun de ces pays également, la situation est confuse. Au Cambodge, des féodaux passent alternativement dans l'un et l'autre camp. Au Vietnam, sous la lutte entre Bao Daï et le Vietminh ressuscitent de vieux conflits locaux que la colonisation avait plus étouffés qu'apaisés. La guerre se complique d'une guérilla de villages. Les minorités d'un pays particulièrement complexe s'agitent : Thaïs, Chaïms, Moïs, etc... sans compter la « prépondérante » bourgeoisie chinoise. Peu à peu Tonkin, Annam et Cochinchine retournent à l'anarchie villageoise qu'ils étaient avant les Français. Cet imbroglio explique pour une part ce phénomène de l' « attentisme », (cette vieille incapacité de prendre parti dans la guerre), que les Occidentaux ont tant de mal à comprendre, eux qui s'affrontent dans l'option manichéenne du communisme et du non-communisme. L'attentisme est comme télécommandé par de très vieilles réalités sociologiques pour nous presque hermétiques, mais qui, à la faveur du conflit, remontent en surface.

Les difficiles solutions

Étudier jusque dans ses réalités sociologiques la guerre d'Indochine, s'est mieux en discerner les issues, ou moins prétentieusement, mieux voir les obstacles devant certaines d'entre elles.

Nécessité des négociations internationales

La guerre d'Indochine, avons-nous vu, est d'abord une guerre internationale, même si elle présente ce caractère paradoxal de ne pas comporter d'issue militaire. Ce dernier fait résulte de sa liaison même avec la « guerre froide » dont elle est avant tout un aspect chaud. À moins de généralisation du conflit, on n'imagine pas les Occidentaux laissant écraser le corps expéditionnaire français et les unités régulières vietnamiennes. On n'imagine pas beaucoup plus la Chine abandonnant les troupes du général Giap, à moins que l'évolution générale de la guerre froide ne lui fasse prendre vis-à-vis de celui-ci la même attitude que naguère l'URSS avec Markos. D'où l'intérêt de la conférence de Genève.

On peut dire que même si celle-ci échoue, ce qui n'est pas exclu, (on ne doit pas se leurrer), du fait qu'on recherche désormais la paix sur le plan même où se situe la guerre, un grand pas est heureusement franchi. Si même la conférence de Genève échoue, une autre conférence pourra ensuite avoir lieu : le principe est désormais acquis que la guerre d'Indochine intéresse le monde entier. Ce fait est doublement important. D'abord à cause du caractère même de Ho Chi Minh. Ceux qui recherchent la paix en Indochine uniquement ou principalement par la voie des négociations privées, commettent une erreur de perspective. Ils oublient à quel point Ho Chi Minh est lié non tant à la Chine qu'à l'URSS. Négligeant ses antécédents, ils s'obstinent à ne voir en lui qu'un nationaliste alors qu'il est avant tout un communiste. Ils établissent un parallèle mensonger entre lui et Mao Tse Toung, oubliant que si Mao est allé pour la première fois en URSS comme chef d'État, Ho Chi Minh, lui, est un vieux routier du communisme occidental, puis du communisme russe. Ho Chi Minh, (nous insistons car à nos yeux c'est capital), a été formé à Paris. Il est en marxisme l'élève d'un Marty alors orthodoxe. Il a participé au congrès de Tours où s'est consommée la rupture entre la II^e et la III^e Internationales. Il a été au congrès de Marseille un des fondateurs du communisme français. Il a vécu sept ans à Moscou, comme directeur d'écoles de cadres pour l'Asie. Il a été l'agent du Komintern, (ou plutôt du Krestintern) dans le Sud-Est asiatique. Sa carrière témoigne de son obéissance. Elle suffit à situer la guerre d'Indochine très au-delà du

champ de bataille indécis où les armées s'affrontent. Mais, comme nous le disions, l'internationalisation des négociations est intéressante à un autre titre : même si à un moment certaines négociations directes peuvent intervenir, elles n'auront de valeur que dans le cadre de garanties internationales. Ici l'histoire des conférences de 1946 est révélatrice. Des négociations directes ont eu lieu alors. Elles ont échoué parce que Ho Chi Minh s'est refusé à donner aucune garantie ni pour les Français d'Indochine, ni pour les minorités, ni pour les Eurasiens, ni (je dirai « encore moins » car il fut sur ce point catégorique), pour les Vietnamiens fidèles à la France. Même quand on renonce à des droits, on est lié par des devoirs. Or, tous ces hommes que nous venons d'énumérer, la France ne pouvait et elle ne peut les abandonner à la vindicte des guérilleros. La seule parole de Ho Chi Minh ne peut suffire si elle n'est sanctionnée internationalement. Voilà pourquoi le fait que la Chine communiste est appelée à côté des Américains à une conférence pour parler de l'Indochine, est essentiel. Il ne peut y avoir de paix dans la péninsule sans que les grandes puissances y soient impliquées.

Difficultés des négociations directes

Est-ce exclure pour autant toute négociation directe ? Non. Et puis, en Asie de telles négociations ont-elles jamais cessé ? Seulement on doit y apporter une grande prudence car l'appel constant à la négociation, outre qu'il démoralise les unités combattantes, outre qu'il contribue à l'attentisme, a d'immédiates répercussions sur la guerre même. N'est-on pas en Orient ? Chaque appel direct à la paix a provoqué l'offensive de l'adversaire persuadé dès ce moment qu'en faisant un effort supplémentaire, il obtiendrait des Français quelque chose comme une reddition sans conditions. Ainsi l'appel de Léon Blum eut-il son immédiate réplique sanglante. Ainsi la première offensive sur le Laos, par ailleurs si difficilement explicable, a-t-elle coïncidé avec des projets de négociations esquissées par M. Jacques Raphael-Leygues à l'instigation de M. Herriot et de M. Vincent Auriol.

La négociation directe présente encore une autre difficulté. Normalement la France ne peut la mener qu'en accord avec les États associés, gouvernements par elle reconnus et même en ce qui concerne le Vietnam, établi. Or, ces gouvernements ne seront peut-être pas très ardents à apporter à leurs adversaires quoi que ce soit d'acceptable. Mais parallèlement, les négliger serait suprêmement imprudent, quoi qu'en pensent certains en France, en même temps qu'immoral. Un gouvernement qui possède une armée nationale, quelle que soit son origine, n'est jamais un fantoche. Les négociations directes de la France pourraient en préparer d'autres et avec de bien troublantes répercussions.

Mais avant tout sur quoi négocier ?

En fait, négociations directes et négociations internationales forment un tout qu'on aurait tort d'entièrement dissocier, car, si on discute beaucoup la manière de négocier, on oublie toujours la question qui commande la solution sur quelle base négocier.

Une opinion mal éclairée schématise les problèmes. Par définition même elle n'en retient que les données les plus superficielles. La lecture de la carte, mais plus encore le survol du Vietnam en rase-mottes enseignent que les conditions de paix ne sont pas faciles à déterminer dans un pays sans structure, ce pays de villages en archipels dans la miroitante rizière, - après une guerre sans front et souvent sans combattants officiels.

Le précédent coréen achève de créer la confusion. L'affaire de Corée était beaucoup plus souple. Elle n'avait pas été comme envahie par la sociologie locale, surtout il y avait un point de départ sur lequel s'entendait comme ligne éventuelle de partage – le 38^e parallèle – et un front qui coïncidait presque exactement avec lui. Il n'y a ni point de départ, ni front défini en Indochine. Partout, sauf en des lieux limités et dispersés, c'est l'interpénétration. On connaissait la guerre de positions et la guerre de mouvements : l'Indochine a introduit la

guerre de cohabitation. La ligne de front est un puzzle qui coupe le pays diguette par diguette.

En Corée, deux gouvernements se trouvaient face à face ; bipolaires comme les coalitions qui s'affrontaient à travers eux. L'Indochine a certes deux gouvernements, mais toute une complexité de castes, de provinces de villages, avec des chefs de bandes et des féodalités religieuses – Hoa Hao, Cao daïstes, Catholiques. Complexité politique et imbriquement militaire rendent beaucoup plus ardue la recherche des conditions de paix.

Leurre des élections libres

Certes avec simplisme ou paresse, on peut imaginer un « cessez le feu » général, avec dans un délai déterminé, de libres élections. Nous sommes parvenu à un tel « américanisme » que des Français proposent impavides cette solution. En premier lieu, le cessez le feu de l'armée invisible et des bandes mercenaires est une opération plus délicate qu'on ne croit. D'autre part, les élections dans l'analphabète Extrême-Orient sont une opération partiellement illusoire. Les urnes appartiennent d'avance aux groupes politiquement organisés. Or, si les communistes sont peu nombreux au Vietnam, ils représentent la seule force politique organisée d'Indochine. Telle est la raison pour laquelle Ho Chi Minh a, dans sa zone, supplanté ses partenaires nationalistes. C'est le grand vice de la colonisation qu'elle ne contribue pas à la formation politique des indigènes, sinon dans ses prisons dont les marxistes ont toujours fait des séminaires de leur religion. Si bien – et telle est l'histoire de l'Indochine – qu'il n'y a de politiquement formés que les marxistes. On doit chercher là la vraie cause de l'échec relatif de Bao Daï. Certains reprochent à l'Empereur d'être parti comme médiateur et de s'être mué en chef d'État. Pouvait-il en être autrement ? On n'arbitre pas des forces inexistantes et le gouvernement direct était dès lors inévitable. Telle est la cause de cet échec partiel. L'Empereur n'est pas parvenu à mettre en place la haute administration intègre et fidèle qui aurait encadré le Vietnam. Hors les marxistes et, mais dans des secteurs restreints, les catholiques, personne ne tient le pays. Inutile d'insister. Le résultat du plébiscite pour Ho Chi Minh dans ce pays où ses vrais partisans ne sont pourtant que peu nombreux, est connu d'avance.

Certes jusqu'à la dévaluation de la piastre et la déclaration française du 3 juillet, restait un parti fort, en équilibre avec le Vietminh : ce que nous pourrions appeler le parti français. Sous la pression de l'opinion publique française et étrangère, partant de cette idée dépassée qu'il s'agit d'une guerre coloniale que l'indépendance peut éteindre, on a commis les deux fautes politiques que nous venons de dire. La dévaluation de la piastre a provoqué une révolte très intime des Indochinois. Quant à la déclaration du 3 juillet, en ayant l'air de dire préalablement la France n'avait pas encore accordé l'indépendance, elle a dévalué les hommes qui avaient jusqu'alors gouverné le Vietnam, c'est-à-dire ceux qui venaient de s'appuyer quand même – dans l'indépendance – sur la France.

Manque de monnaie d'échange

Les élections libres, c'est le Vietnam aux communistes. Mais quelle autre issue ? Le partage au 16^e parallèle ? Parallélisme absurde avec la Corée. Le 16^e parallèle a certes signifié une grave faute américaine, mais voilà sept ans que cette ligne de démarcation entre l'occupation chinoise et l'occupation britannique est abolie. Alors ? D'autres parlent de détacher la Cochinchine, où les franco-vietnamiens sont plus solidement implantés, le Vietminh n'y sévissant guère que par bandes nocturnes. Et certes, les Cochinchinois ne se sont jamais résignés à leur très artificiel rattachement à l'Annam et au Tonkin. Quand ils osent parler, ils évoquent volontiers leur ancienneté française, leurs idées républicaines. Toutefois, cette solution se heurte aussi aux plus graves difficultés. Le point stratégique essentiel en Indochine, c'est le Tonkin. L'abandonnera-t-on sans coup férir à la Chine ? Belle victoire pour Mao Tse Toung. En tout cas qu'on y réfléchisse...

Mais nous retrouvons par ce biais et après cette excursion dans l'imbroglia politique local, la difficulté que rencontrera l'Occident pour négocier à Genève. Il n'y a pas de négociation sans échange. Et que peut-on proposer aux Soviétiques en échange de l'Indochine ? L'abandon de la CED ? Le prix est lourd mais surtout est-on bien assuré que l'URSS tienne autant qu'il semblerait de prime abord à empêcher la CED. N'oublions pas qu'il y a du nouveau à l'Est et que, moins buté que Staline et moins viscéral dans ses réactions, Malenkov peut comprendre que la CED est sa meilleure garantie contre une agression allemande. « Il y a, écrivait en substance Schubart, avant 1939, une hostilité fondamentale de la Russie contre l'idée d'Europe ». Mais ce n'est pas sans doute la constitution d'une armée européenne qui endigue le militarisme allemand que craint l'URSS - plutôt la « débalkanisation » de l'Europe au-delà de la CED. Quoi qu'il en soit, cette lourde monnaie d'échange ne serait probablement même pas acceptée. Si bien que la tractation internationale elle-même suppose une action locale. On en revient à la difficile idée de partage...

Il a fallu deux ans pour l'armistice de Corée et sept mois pour ne pas avoir de conférence politique... Nous ne sommes pas à la fin de la guerre d'Indochine.

X
X X
X

Les négociateurs de Genève vont retrouver la même difficulté que ceux de Dalat et de Fontainebleau. En 1946, le véritable échec de ces conférences a tenu à l'impossibilité pour ceux même qui luttèrent durement en France contre le communisme installé jusqu'au gouvernement, de trouver un régime qui ne remît pas l'Indochine au pouvoir de ces mêmes communistes. Le risque est toujours là et les impatiences d'une opinion très mal informée encore ne doivent pas en faire sous-estimer l'ampleur. Le risque est là de tous les côtés, car la prolongation de la guerre elle aussi, le précipite. La conférence de Genève, quand elle se réunira, marquera une étape heureuse, mais pour liquider ce complexe bizarre de guerre internationale et de guerre civile, en séquelle d'une aventure coloniale, pour trouver un régime qui, étant donnée son absence de cadres politiques formés, ne précipite pas le Vietnam dans le communisme, il faudra sans doute encore beaucoup d'autres efforts.

Indochine

Forces Nouvelles Numéro spécial Juin 1954

Texte du rapport présenté par Georges Le Brun Keris au 10ème congrès du MRP
Lille 27-28-29-30 Mai 1954

Témoignages

Vous ne comprendriez pas que je commence ce rapport sans saluer, et de toute mon âme, ceux qui, en ce moment même, en Indochine souffrent et meurent. Je ne voudrais pas leur rendre seulement un vain hommage officiel. Mais nous qui croyons à l'Esprit, et qui savons que l'Esprit est une force, je voudrais que nous nous unissions vraiment à eux.

Et dans le même hommage, puisque ce rapport traite à la fois de l'Indochine et du Maroc, vous me permettrez d'évoquer le souvenir d'un homme profondément valable qu'un terroriste vient d'assassiner à Marrakech, Monier. Celui là n'était pas un « prépondérant », ce n'était pas un ennemi du peuple marocain. Il lui avait au contraire consacré toute sa vie. Il était un de ces hommes qui assurent le contact entre les deux communautés. Entre les Marocains et les Français, il était un pont.

Si on s'en prend à ces hommes là, n'est-ce pas qu'on veut couper ces ponts ; qu'on veut empêcher le dialogue ? Voilà qui éclaire d'un jour inquiétant le terrorisme marocain. J'y reviendrai tout à l'heure. Pour le moment, je ne voulais que placer mon rapport sous cette double invocation : les morts d'Indochine, ce mort du Maroc. Mes camarades, je voudrais tant ne pas prononcer une parole qui ne soit vraiment digne d'eux.

C'est qu'avant de venir, j'ai feuilleté par hasard, le cinquième volume du Journal de Charles Du Bos. À la première page, Du Bos exprime son inquiétude de conscience, au moment de préparer un article sur Byron, tant il craignait d'écrire un mot qui ne fut pas juste. Tels étaient les scrupules de Charles Du Bos... Et pourtant mes camarades, la critique littéraire, cela n'a jamais tué personne.

La révolte des peuples sous développés

Que les trois quarts de l'humanité ne vivent, – on ferait mieux de dire ne meurent de faim – qu'avec le quart du revenu mondial ; que dans l'Asie des moussons, plus spécialement, la moitié de cette humanité vive sur le sixième des terres émergées avec le cinquième de ce revenu, voilà deux formules mathématiques qui expliquent beaucoup des événements de notre époque. Ces faits, quand nos petits-enfants écriront notre Histoire, ils leur consacreront de grands titres, comme sans doute ils feront du triomphe de Mao Tsé Toung en Chine une des dates autour de laquelle on fait tourner son récit. À ces faits, à cette date, ils consacreront infiniment plus de place, sans doute, qu'au problème allemand, séquelle à leurs yeux, d'une autre époque, et même qu'à la cassure du monde entre soviétisés et occidentaux.

Car de ces faits, la querelle entre soviétisés et occidentaux tire l'essentiel de son danger. Entre les partenaires de notre drame international, ces peuples faméliques sont un enjeu. Comme de tous temps les peuples faibles, ils offrent un champ de bataille aussi, répondant les premiers à cette douloureuse vocation des neutres. Mais surtout, ils se révoltent. Une immense révolte qui, passant par tout l'Orient, couve et même éclate depuis le Maghreb jusqu'à la Cordillère des Andes.

Un nationalisme qui est révolte

Révolte des peuples affamés contre les peuples nantis. Révolte des peuples qui à notre contact découvrent leur propre faim. Certes, voilà des millénaires qu'ils ont faim, ces peuples. Mais désormais, dans un monde que la vitesse a rétréci au point que l'on va plus vite de Paris à Tananarive que, voici seulement un siècle, de Paris à Lille, ils cohabitent avec nous. Ils nous voient. Ils nous touchent. Le drame de Lazare et du mauvais riche n'aurait pas été identique si Lazare n'avait pas habité sous l'escalier même du riche. Au contact de l'Occident, ces peuples ont découvert leur inénarrable misère. Oui, une misère dont nous n'avons même pas idée. Qui n'a pas vu les faubourgs de Bombay ou de Calcutta ne sait pas jusqu'à quel degré de dégradation peut tomber l'homme.

Et leur révolte, ces peuples de sous-prolétaires, l'expriment en termes de nationalisme. Cette révolte est d'abord sociale, elle est d'abord le hurlement de la faim. Mais ce cri même, elle le confond avec les maîtres-mots du nationalisme, ces maîtres-mots de la Révolution Française que nous avons lancé dans le Monde pour éclater les vieilles monarchies, dont au cours de plusieurs guerres nous avons usé comme de bombes pour démanteler l'adversaire, mais qui nous reviennent après d'étranges périple – car les idées sont des engins explosifs dont les réactions en chaîne n'ont pas de frein.

Archaïques, ces nationalismes, exotiques, sans doute, à l'heure où nous dépassons les nôtres. Mais encore une fois, ils se situent en deçà du nationalisme classique. N'explosent-ils pas dans des pays sans nationalité définie ? L'historien anglais Toynbee, dans une de ses meilleures pages, montre à quel point la nationalité est un fait purement

occidental. Il compare notre Europe à une marqueterie de frontières linguistiques précises. Ainsi l'oppose-t-il à ces pays exotiques où se superposent des couches linguistiques entremêlées comme la trame et la chaîne d'un tissu. Ce nationalisme s'affirme donc dans des pays ethniquement et linguistiquement composites. Et d'ailleurs, c'est dans les pays exotiques indépendants qu'il est parfois le plus violent. Le libre Empire d'Iran, l'Égypte pratiquement libre, les Philippines et l'Indonésie désormais indépendantes, ne sont pas les moins secoués. Du terrorisme à des guerres d'Indochine qui n'osent pas dire leur nom, nous trouvons toutes les nuances de la révolte. C'est qu'en réalité, ce qu'on appelle nationalisme n'est que révolte, n'est que négation et refus de l'ancienne domination de l'Occident. Ce n'est pas une expression exaspérée d'un patriotisme parfois totalement ignoré, mais un sursaut prolétarien et racial qui emprunte un vocabulaire nationaliste à la fois parce que ces pays ont été éveillés en contre-choc de notre Révolution Française, et parce que cet éveil a coïncidé très souvent avec la découverte de l'État et de son appareil administratif apporté par nous dans les bagages de la colonisation.

Tels sont ces nationalismes exotiques. C'est dire en même temps que si, en Occident, dans les survivances de nos querelles nationalistes, nous évoquons ces vieillards des asiles qui se disputent avec des mots et des gestes d'enfants, on doit comprendre que les nationalismes exotiques, eux, ne sont pas une survivance sénile, mais vraiment l'expression d'un phénomène de notre temps. C'est dire aussi **qu'en face d'eux une attitude simplement négative ne suffit pas et que nous n'arrêterons pas le cours de l'Histoire en fermant les yeux sur son évolution.**

Mais la coïncidence d'un autre phénomène contribue à donner à leur explosion son extraordinaire violence : la faiblesse, pour ne pas dire la décadence d'une Europe sortie exsangue de ses luttes fratricides. Une évolution progressive aurait pu mener ces peuples vers leur épanouissement, elle aurait pu leur apporter un mieux-être économique. La politique obéit à des lois presque physiques. L'effacement de l'Europe, par une sorte de phénomène de dilatation, a précipité le rythme de ce qui n'est même plus une évolution. L'ancien équilibre mondial s'est trouvé renversé d'un seul coup. L'Asie d'abord - entraînant les autres continents - est entrée brusquement dans l'Histoire. **La coïncidence entre la conscience que les peuples sous-évolués ont pris de leur misère avec la dégradation de la prépondérance européenne, tel est le fait majeur de notre temps.**

Ce problème est un problème français

Comment la France n'en aurait-elle pas subi le contrecoup, elle qui se situe sur tous les continents. Oh, je sais bien ! Au XIX^e siècle notre pays a rassemblé (et non conquis comme on l'écrit) le plus grand empire colonial du monde sans le faire exprès. Il ne fait guère plus exprès de le conserver au XIX^e. Aussi n'oublions pas que cette grande secousse du monde, c'est au milieu même de notre pays qu'elle passe. Non sur la périphérie. Non dans des espèces de dépendances, mais au milieu même. Cela aussi est une donnée du problème. Certains, en effet, devant cette espèce de poussée, voudraient tout abandonner. Ils virent à tous les vents de l'anticolonialisme. Position séduisante pour des hommes d'État du quartier latin, mais générosité fautive jusqu'au crime. Que deviendrait notre pays qui produit trop cher si nous perdions nos débouchés d'Outre-Mer, qui représentent, dans un sens comme dans l'autre, 70% de notre commerce extérieur ? Quelles faillites ! Quelle misère ! Quel chômage. Quiconque possède le sens de sa responsabilité nationale est obligé de chercher une autre réponse au problème. Ayant vu comme un fait constatable la grande aspiration sociale des pays sous-développés, voyons également comme un fait, pour la France, cette nécessité nationale de demeurer unie aux peuples dont elle a historiquement, depuis parfois plusieurs siècles, assumé le destin, et avec qui elle a réalisé une extraordinaire osmose. L'Histoire est là. Des liens se sont créés, qu'on ne dénouerait pas sans que les uns et les

autres en pâtissent. **Pour ces peuples comme pour nous-mêmes s'impose que nous demeurions unis.**

Voilà pourquoi dans le titre VIII de la Constitution, nous avons inventé l'Union Française, et voilà pourquoi nous avons donné à la République Française Outre-Mer, une certaine forme et un certain style. Et certes, quant à ces institutions juridiques, l'Union Française est peut-être à repenser, et certes, bien des institutions de la République demandent à être déterminées, voire refondues. Il faut d'ailleurs que dans les prochains mois le Mouvement s'attache à cette étude, et que nous mettions au point notre doctrine sur le statut des Assemblées locales, les Conseils de Gouvernement, le rôle à attribuer aux grandes Fédérations africaines. Je n'en finirais pas d'énumérer les tâches.

Mais si ces institutions auraient souvent besoin d'être révisées pour tenir compte de l'évolution extraordinairement rapide de nos pays d'Outre-Mer, une idée demeure qui était comme leur support moral, idée à laquelle nous resterons indéfectiblement attachés. Cette idée : **substituer progressivement aux anciens liens impériaux qui étaient des liens de subordinations, de libres liens d'associations.** Les institutions peuvent varier, mais au problème posé à la France par la grande fermentation des peuples sous-développés et par l'impérieuse nécessité – pour elle comme pour eux – qu'entre les peuples de sa mouvance et elle-même une union demeure, il n'est pas d'autre réponse que l'association – une association dont les modalités peuvent varier et évoluer, mais indéfectible quand même.

L'enjeu asiatique

En Asie, la révolte des peuples sous-développés a pris un sens particulier le jour où la Chine s'est trouvée entièrement soviétisée. La chute de Tchang Kaï Tcheck, je viens de vous le dire, représente l'une des plus grandes dates de l'Histoire contemporaine. Déjà, parmi cette humanité famélique, un slogan avait cours : « L'URSS était un pays pauvre, elle est devenue riche. Faisons comme elle et de pauvre nous deviendrons riches ». Mais désormais, avec une Chine qui consacre 20% de son revenu annuel à s'équiper – une Chine, c'est-à-dire un pays vraiment asiatique – ce slogan prend une singulière efficacité.

Que peut opposer l'Occident ! Certes, cette victoire économique de la Chine est au prix d'une génération massacrée. Que leur importe ! La Grande Muraille fut construite au prix d'un massacre identique. La vie humaine n'a pas beaucoup de poids dans ces pays. Alors nous leur parlerons de liberté. La liberté, cela n'a pas beaucoup de sens quand on meurt de faim. La liberté, il faut la connaître ou du moins savoir ce qu'elle est pour l'aimer. Le savent-ils, ces peuples misérables ! Ils ne l'ont jamais connue.

Quant aux spiritualités qu'on prétend parfois opposer en barrière à la montée de cette marée communiste, ne nous nourrissons pas d'illusions. Outre que la propagande soviétique sait user des religions exotiques à ses propres fins, sachons que, surtout en Asie, beaucoup de jeunes ont perdu toute foi. Dans le vide métaphysique ainsi créé, toutes les mystiques de la terre coulent, du nationalisme le plus exacerbé au stalinisme. Dans ce cas, hélas trop fréquent, les spiritualités n'ont plus guère d'autre rôle que vêtir d'absolu les contingences de la politique.

Si l'Occident ne veut pas être un jour ou l'autre submergé par ce qu'il est désormais à la mode d'appeler son prolétariat externe, il doit regarder en face le problème des peuples sous-développés, et plus spécialement guérir la faim du Sud-Est Asiatique. Il lui faudrait y sacrifier 2% de ses revenus nationaux. Seulement, jusqu'à présent, il n'a même pas amorcé cet effort et le Point IV lui-même lancé à grand fracas par le président Truman, au lieu de résoudre le problème, n'a guère fait qu'en souligner l'acuité. On doit constater la carence de l'Occident, la carence qui ressemble d'assez près à un suicide ; ajoutons qu'un renversement de la politique d'avarice des nations et un effort constructif en faveur de ces peuples affamés, avant de donner des résultats, demandera du temps, beaucoup de temps.

Ce renversement ne peut donc s'opérer que derrière une barrière stratégique, qui est en même temps la seule défense des Occidentaux dans ces régions. Une sorte de rocade occidentale court autour du bloc sino-soviétique, depuis les Aléoutiennes jusqu'au Moyen-Orient, ou du moins jusqu'au Pakistan. Cette rocade paraissait solidement étayée, surtout depuis que la Birmanie a partiellement terminé sa guerre civile et, en dépit de points assez faibles, comme le Siam, ou même d'une césure, les Khouriles, dangereusement accordées à Staline par un Roosevelt agonisant. On pouvait s'inquiéter pour le Japon, mais à une certaine échéance. Malheureusement, cette rocade passait par l'Indochine – et ce n'est pas l'aspect le moins inquiétant du drame d'Indochine que la dégradation de sa situation politique et militaire puisse signifier une rupture de cette rocade.

Dix ans de guerre d'Indochine

Comment l'Indochine est-elle devenue ce point faible ? Je crois qu'en ce domaine le passé risque tant d'engager l'avenir qu'avant d'étudier l'affaire d'Indochine, telle qu'elle se présente à la lumière des événements récents, un examen historique s'impose à nous.

Aux origines de l'affaire d'Indochine

Et dans cet examen historique une date émerge d'abord, jusqu'à laquelle ne remontent pas les chronologies. Au début des années 30, un mouvement nationaliste est né, pour de bon, en Indochine. Il a même éclaté en rébellion. Certes, la répression fut rapide et ferme. Seulement, il ne suffisait pas de « rétablir l'ordre ». Il fallait comprendre que dans ce pays, ou la jeune élite évoluée se greffait sur de très vieilles civilisations, une telle révolte était un avertissement. Cet avertissement que ne l'a-t-on écouté ! On a préféré – c'était plus simple – peupler le bagne de Poulo-Condor. Si j'insiste, ce n'est pas pour le plaisir de remonter en arrière, ni même pour faire supporter à cette III^e République, que certains tentent de ressusciter, sa juste part de responsabilité. C'est d'abord **parce que pour nous-mêmes, aujourd'hui encore, cet avertissement vaut toujours. Puisse-t-il faire comprendre que peupler des prisons ce n'est jamais un remède.** Mais c'est aussi parce que c'est à Poulo-Condor que c'est nouée, si j'ose dire, l'affaire d'Indochine. Ces nationalistes y ont subi la formation marxiste – et le marxisme c'est une formation politique, nous commençons à le savoir. En même temps, notre administration trop directe ne suscitait pratiquement aucune force politique locale. Voilà pourquoi, du début de l'affaire d'Indochine jusqu'à aujourd'hui – d'un bout à l'autre – on s'est heurté comme on se heurte encore au fait que le communisme est la seule force politique organisée d'Indochine.

Ceux qui ont peuplé Poulo-Condor devrait parfois être plus modeste dans leurs propos.

On peut dire de l'affaire d'Indochine qu'elle n'a jamais été entière. Le Gouvernement provisoire du général de Gaulle n'a jamais eu devant lui une table rase. Des hypothèques successives ont pesé sur lui. Hypothèque, l'occupation japonaise qui a désorganisé volontairement et en profondeur notre système administratif et a laissé des milliers de Français dans une situation dont on ne pouvait pas ne pas tenter de les sauver. Hypothèque, l'inconséquence américaine qui a concédé à l'occupation chinoise tout le pays au nord du 16^e parallèle. Hypothèque, encore et surtout, la poussée du communisme. Hypothèque toujours, le fait d'avoir en face de nous non pas un Mao Tsé Toung, communiste de souche nationale, dont le premier voyage à Moscou fut un voyage de chef d'État, mais un vrai communisme, celui qu'on avait vu chez nous, à Tours, lors de la rupture entre la deuxième et la troisième Internationale, puis à Marseille, au premier congrès du parti communiste français puis à Moscou encore, pendant sept ans à la tête d'une école de cadres, enfin grand agent soviétique pour tout le Sud-Est asiatique. À l'heure même où l'URSS organisait son expansion, c'était grave. Le risque d'ajouter cette carte-là dans son jeu.

Et ces diverses hypothèques ont concouru à faire dès le départ, de l'affaire d'Indochine un complexe mal discernable d'expédition quasi-coloniale et de conflit international. Voilà qui a pesé très lourd sur son déroulement, à la fois en suscitant de constant contresens dans l'opinion publique française comme dans l'opinion publique étrangère, et en provoquant, au fur et à mesure que l'emportait le caractère international du conflit, une certaine inadaptation de ces moyens. Cette guerre, qui allait entraîner dans la bataille jusqu'à 500 000 hommes, on allait la mener en ne faisant appel qu'à l'armée de métier et surtout en la corsetant, si je puis dire, dans le cadre d'un budget. Plus encore, on l'insérait dans la vie normale d'un pays, avec presse libre, débats libres et constant appel des irresponsables à la négociation en dehors des données concrètes qui l'eussent rendue possible, - et par cette pression même nous allons être amenés à réduire à notre rythme à nous Occidentaux, à notre **tempo** occidental, un débat asiatique. Au pays de Descartes, on n'est pas toujours très logique.

Dès la première étape toutes ces servitudes ont pesé – dès cette première étape que nous situerons de la Libération au massacre de Hanoï, le 19 décembre 1946.

1^{re} étape : de la Libération au massacre de Hanoï

Dans cette étape, le tout premier épisode est l'effort de la France pour reprendre pied, au lendemain de la Libération, dans une Indochine que nos Alliés avaient partagée entre deux occupants étrangers, dont l'un au moins était parfaitement indésirable. Reflet de cette « grandeur » dont on parlait beaucoup à l'époque, cette volonté de reprendre pied ? Peut-être. Mais qu'on se rappelle surtout le drame atroce qui se déroulait alors et sur lequel nul homme bien né ne pouvait fermer les yeux. Ils étaient 25 000, les nôtres, dans la situation la plus minable, la plus misérable, la plus tragiquement dangereuse, civils ou militaires, rassemblés à Hanoï, à Haïphong, dans quelques localités du Tonkin et Nord-Annam. Qui eût accepté de les abandonner à un massacre certain, les autorités chinoises, appelées par les Américains, cherchant plus à les brimer ou les exploiter qu'à les protéger ? Voilà pourquoi les forces françaises sont revenues au Tonkin. Ce premier épisode se déroula mieux, pourtant, qu'on ne pouvait l'espérer. On obtint, en effet, de Ho Chi Minh qu'il accepte un retour pacifique des forces françaises. Dans le désir d'éloigner les Chinois nationalistes, il accepta d'inviter nos troupes à se substituer à eux dans tout le Tonkin au fur et à mesure que ceux-ci regagneraient leur pays. Ce fut un des objets de l'accord du 6 mars 1946.

Aux termes de cet accord, le Gouvernement Français reconnaissait la République du Vietnam comme État libre dans le cadre de l'Union Française et s'engageait à consulter les populations sur le rattachement de la Cochinchine à l'Annam et au Tonkin. De son côté, le Gouvernement Vietnamien se déclarait prêt à accueillir amicalement l'armée française et à faire cesser sur le champ les hostilités. Des Conventions ultérieures devaient préciser ces divers points.

Préparer ces conventions ultérieures, tel fut l'objet des Conférences de Dalat (17 avril 1946), puis de Fontainebleau (6 juillet 1946).

Ces conférences furent des échecs, tout au moins jusqu'à la signature, en dernière minute, du *modus vivendi* de 14 septembre 1946.

Pourquoi ce double échec ?

Deux initiatives françaises ont certainement pesé sur le destin de ces conférences. La première : le Gouvernement de M. Gouin, dont M. Marius Moutet était le ministre de la France d'Outre-Mer, décida, le 1^{er} juin 1946, la création d'un gouvernement provisoire cochinchinois. Le Vietminh vit dans ce fait, une manœuvre contre la réunion des trois « KY », telle que l'éventualité en avait été envisagée par l'accord du 6 mars.

La deuxième de ces initiatives : la réunion à Dalat, le 1^{er} août, par l'amiral d'Argenlieu, Haut Commissaire nommé en Indochine par le général de Gaulle, d'une conférence parallèle à la conférence de Fontainebleau, en vue d'organiser la Fédération Indochinoise. Georges Bidault, président du Gouvernement depuis le 25 juin, désavoua immédiatement le Haut Commissaire. Le Vietminh n'en prit pas moins prétexte pour rompre les pourparlers.

Je ne me sens aucunement porté à défendre spécialement l'amiral d'Argenlieu. La vérité historique m'oblige à dire que cette initiative, certainement très déplorable, avait été provoquée par les rapports précis qu'il possédait sur les activités que poursuivait à ce moment le Vietminh.

Si ces deux initiatives françaises ont pesé sur le destin des conférences, on ne doit pas manquer de mettre en regard de l'intransigeance absolue, marquée du début à la fin de leur déroulement, par la délégation du Vietminh. On en doute ? Qu'on se reporte donc au discours prononcé, au nom de cette délégation, par M. Pham Van Dong, le jour inaugural de la conférence de Fontainebleau.

D'autre part, si le président Ho Chi Minh était, tout donne à le penser, désireux d'aboutir à un accord, certains de ses subordonnés, et plus spécialement le général Giap, celui qu'on appelait dès avant le « communiste passionné », se dépensait pour rendre cet accord impossible. Leur action locale contredisait la bonne volonté, probablement réelle, de leur chef de gouvernement. Et tandis qu'on négociait, éclataient des incidents locaux, tel, le 13 août, le massacre d'un détachement français à Bach-Ninh.

Également l'activité de certains partis politiques français a gravement nuit à l'évolution de la conférence. La délégation de notre pays a été souvent gênée par l'incompréhension de l'opinion – tel est le danger des conférences trop publiques. Plus lourde de conséquences encore, l'action systématique du parti communiste sur les délégués du Vietminh, cela pendant que ses ministres (le parti communiste partageait encore le pouvoir) approuvaient les positions gouvernementales. Ne se tenait-il pas, parallèlement à Fontainebleau, une espèce de contre-conférence tendant à ce qu'à chacune de nos concessions répondent de nouvelles exigences Vietminh.

Enfin, dernier point, plus important encore, plus grave – d'autant plus important que nous le retrouvons encore en arrière-fond des négociations actuelles. À l'époque, **jamais la délégation du Vietminh n'a accepté de donner la moindre garantie pour les Vietnamiens qui nous étaient fidèles, ni d'ailleurs pour les Eurasiens, ni pour les minorités**. On peut transiger sur ses intérêts, on peut abdiquer ses droits. On ne transige pas sur cette sorte de devoirs, pas plus qu'on ne les abdique.

Telles sont les vraies raisons de l'échec de ces conférences, échec qui n'a pas été dû à une intransigeance du gouvernement français. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à la déclaration et à l'aide-mémoire du 14 août 1946. Certes, sur bien des points, ces textes sont dépassés. Ceux qui ne les connaissent pas seront étonnés pourtant de leur largeur de vue.

Si dans leur déroulement les conférences de Dalat et de Fontainebleau ont été des échecs, elles ne devaient pourtant pas aboutir encore à la rupture. Bien au contraire, le 14 septembre 1946, Ho Chi Minh accepta de signer un modus vivendi. Ce modus vivendi prévoyait un référendum sur la question de Cochinchine et la reprise ultérieure des négociations.

« La voix du Vietminh » devait, en janvier 1950 dire de ce modus vivendi : « La signature de cet accord n'a eu pour but que faire gagner du temps à l'organisation Vietminh et permettre l'arrivée du matériel de guerre acheté au Siam et à Hongkong ». Je crois qu'ici le Vietminh se calomnie lui-même. Non pas qu'il n'ait utilisé à cette fin la trêve permise par le modus vivendi. Ou plutôt, le Vietminh ne se calomnie pas lui-même, mais il calomnie Ho

Chi Minh qui désirait certainement, je cite à peu près un de ses propos, « faire l'économie de la guerre d'Indochine ». Seulement l'état d'esprit de ses lieutenants ne paraît pas avoir été le même, et, de retour à Hanoï, le 21 octobre, Ho Chi Minh y a été fraîchement accueilli. Son entourage estimait qu'il avait trop cédé aux demandes françaises.

Aussi allait-on assister à une pénible série d'incidents de plus en plus graves. L'un d'entre eux fut la triste affaire de Haïphong, le 20 novembre 1946. Affaire confuse dans ses origines et que, fait assez curieux, la presse communiste tarda beaucoup à exploiter polémiquement. Il est vrai qu'on en était encore au tripartisme. Le 23 novembre 1950, l'« Humanité » devait encore écrire : « Il n'est pas exclu de voir dans cet incident une provocation d'éléments chinois anti-vietnamiens ». Pourtant, nous ne chercherons pas d'excuses au bombardement du quartier vietnamien de Haïphong par le général La Morlière. Disons seulement que, quelque jugement moral qu'on doive porter sur cette affaire, ce n'est pas elle qui a entraîné la rupture.

Beaucoup plus grave déjà dans ses conséquences historiques allait être ce massacre qu'on a appelé la Saint-Barthélemy de Hanoï, le 19 décembre 1946 mais où, par un synchronisme inquiétant, toutes les garnisons françaises du Tonkin et de l'Annam ont été aussi attaquées. Coup certainement médité et qui répondait tristement à l'arrivée au pouvoir en France d'un homme qui venait quelques jours auparavant de manifester ses intentions pacifiques : Léon Blum.

Un pas avait été franchi dans l'affaire d'Indochine indéniablement. Cette réponse sanglante à la bonne volonté évidente de M. Léon Blum allait en quelque sorte « nouer » la crise. Le dialogue relancé noblement, bien que trop à l'occidentale, par le vieux leader socialiste, était tragiquement interrompu. Jusqu'à l'ouverture de la conférence de Genève, on ne parviendrait plus à le reprendre.

2^e étape : l'année 1947 et le retour de Bao Dai

Pourtant, on put espérer que ce dialogue reprendrait quand même. Une dernière fois, on peut l'espérer pendant cette année 1947 qui, à elle seule, constitue la deuxième étape de l'affaire d'Indochine. 1947, l'année du Gouvernement de M. Ramadier, M. Moutet restant à la France d'Outre-Mer où il devait être relayé en octobre par M. Paul Béchard. Le 30 décembre 1946, Ho Chi Minh lança encore un appel. M. Moutet partit pour le Vietnam où il passa le mois de février. Il conclut que cet appel « ne pouvait être pris au sérieux » et « qu'il ne s'agissait évidemment que d'un acte de propagande ».

La désignation de M. Bollaert, le 6 mars, à la place de l'amiral d'Argenlieu, contribua-t-elle à porter Ho Chi Minh à un ultime effort pour renouer le dialogue ? Presque immédiatement, le 21 mars, le président du Vietminh renouvela ses propositions de pourparlers. Ses offres furent reçues avec hauteur, M. Bollaert envoya auprès de Ho Chi Minh M. Mus, le 10 mai, porteur de propositions de paix, dont non seulement certaines n'étaient pas acceptables par le Vietminh, mais même peu honorables, telle que la livraison des étrangers combattants dans ses rangs. Cette entrevue, dite du Pont des Rapides, sur laquelle M. Mus s'est expliqué dans son livre, n'a peut-être rien changé au déroulement de l'Histoire. Je n'en sais rien et c'est déjà bien assez d'avoir à la comprendre sans essayer de la refaire. **Du moins, nous sommes-nous donné le tort de propositions inacceptables.**

Ainsi, le 12 mai 1947 s'est terminée la dernière occasion concrète de négocier avec le Vietminh.

Cette reprise de contact ayant échoué, le pays n'était pas prêt à l'effort de guerre qu'eut exigé à l'époque une solution militaire. Au surplus, M. Ramadier, comme tout le pays, comme nous tous – et c'est sans doute à notre honneur – y était profondément hostile, force était de rechercher une autre solution sur le plan politique. Telle fut l'origine de ce

qu'on a appelé « la solution Bao Dai », telle que M. Moutet, puis M. Bollaert devaient, à partir de septembre 1947, l'amorcer.

Certes, le recours à Bao Dai ne s'est pas avéré une solution, puisque la guerre dure encore, malgré que nous lui ayons concédé l'indépendance totale de son pays. Nous verrons d'ailleurs tout à l'heure, dans la troisième et surtout la quatrième période de notre étude, pourquoi l'affaire Bao Dai n'a pas été une solution. Des raisons très fortes militaient pour elle pourtant et d'abord qu'aucune autre personnalité vietnamienne n'ait répondu à l'appel très large lancé à l'époque par M. Bollaert – et d'ailleurs aucun autre ne pouvait répondre qui représentât autre chose qu'une coterie ou un clan. À cette heure-là, comme à chaque fois que l'affaire d'Indochine a subi une orientation décisive, a pesé le fait que le communisme y fut la seule force politique organisée.

Bao Dai, c'était quand même la tradition, si forte que Ho Chi Minh l'avait, lors de l'abdication, nommé conseiller suprême de son Gouvernement. Bao Dai, c'était la seule personnalité que, ô paradoxe ! dans ce pays qui réclamait si fort son unité, tolérât à la fois le sud et le nord. Bao Dai, c'était un homme dont l'intelligence était à juste titre réputée, et si sa vie privée prêtait à critique, ce n'était guère là, contre lui, un argument d'ordre politique. Enfin, et je devrais dire surtout, c'était **la seule personnalité du Vietnam qui possédât de par son origine même un standing international**. Or, à l'époque, ce dernier argument paraissait décisif.

En effet, l'évolution des nationalismes asiatiques, l'approche également du danger chinois à l'heure où de l'autre côté de la frontière les Signes se renversaient et où la Chine qui lui résistait depuis quinze ans, se jetait presque brutalement entre les mains de Mao Tsé toung et puis aussi les pressions internationales, quand nous voyons en Indonésie jusqu'à quelles extrémités elles pouvaient se porter, nous obligeaient impérieusement – et au plus tôt – à matérialiser, à concrétiser, à rendre ostensible l'indépendance qu'à travers Ho Chi Minh nous avons promise au Vietnam. Or, pour transférer les pouvoirs, il faut avoir quelqu'un à qui les transmettre.

Personne d'autre ne se présentait que Bao Dai et on pouvait en être d'autant plus convaincu que les contacts entretenus avec les représentants du Vietminh pendant toute cette période, avec l'aveu des ministres successifs, aussi bien par le haut commissaire Bollaert que par le haut commissaire Pignon, prouvaient que de ce côté là l'issue était bien bouchée.

Les entretiens de la baie d'Along datent des 6 et 7 décembre 1947, soit quatorze jours exactement après l'arrivée de Paul Coste-Floret rue Oudinot, c'est dire qu'ils n'avaient pas été préparés par lui. Je n'en suis que plus à l'aise pour affirmer que la conjoncture historique où l'on se trouvait a pratiquement imposé Bao Dai. La plus haute autorité française d'alors, M. Vincent Auriol, devait consacrer ce choix par l'accord du 8 mars 1949, accord qui allait être ratifié le 27 janvier 1950 par l'Assemblée Nationale, avec les voix notamment de **MM. Daladier et Mendès-France**.

3^e étape : de la baie d'Along à la dévaluation de la piastre

Ainsi s'est ouverte la troisième période de l'affaire d'Indochine, celle qui commence à l'entrevue de la baie d'Along, c'est-à-dire des 6 et 7 décembre 1947, pour durer jusqu'au 11 mai 1953, date de la dévaluation de la piastre.

Voyons donc cette troisième étape. Le choix de Bao Dai comme interlocuteur impliquait une double politique que successivement M. Paul Coste-Floret, jusqu'au 28 octobre 1949, puis Jean Letourneau, de cette date jusqu'au 26 juin 1953, allaient poursuivre :

1° Mettre en place et développer l'autorité vietnamienne indépendante qu'on venait d'établir, et la faire reconnaître internationalement ; 2° Non seulement pour lui

donner une assise, mais encore plus pour soulager les forces françaises, constituer une armée vietnamienne (la menace chinoise qui dès ce moment s'est rapprochée de nos frontières, rendait cette constitution indispensable, de même qu'elle obligeait à demander une aide matérielle aux États-Unis).

Le développement de cette politique s'est affirmée sous tous les Gouvernements successifs, du ministère Queuille jusqu'au Gouvernement René Mayer – je ne sais pas si je dois dire inclusivement ou exclusivement.

D'autres que moi vous parlerons peut-être de cette époque. De toutes façons nous sommes sortis de cette période de faits saillants. Nous assistons à un développement logique. Un des moments essentiels sera la conclusion des accords de Pau, en décembre 1950, qui règle la délicate question des rapports réciproques des États associés. On en mesurera la portée quand on se rappellera que ces États, avant la présence française, poursuivaient entre eux une lutte exterminatrice. La délégation française à la conférence de Pau était présidée par M. Albert Sarraut.

Autre aspect, l'entrée progressive de ces États dans la vie internationale et, après la Grande-Bretagne et les États-Unis, leur reconnaissance par trente-trois pays. En 1951, c'est la grande page écrite par le maréchal de Lattre qui galvanise le corps expéditionnaire, durement secoué par la retraite de Cao Bang, qui n'était pourtant pas un Dien Bien Phu.

Cette politique connaît des traverses et elle rencontre des obstacles. Après l'armistice de Corée, la menace communiste s'alourdit encore. Mais, en regard, l'aide des États-Unis est sans cesse accrue et, à Singapour, notre action est synchronisée avec celle des Anglais. Les pressions parlementaires ne sont pas toujours heureuses non plus, depuis les plaidoyers de M. Daladier pour l'internalisation du conflit, jusqu'à des appels à la capitulation qui ne peuvent qu'encourager l'adversaire. La guerre est devenue une guerre internationale, mais elle se poursuit dans les habitudes de la paix. Là réside la plus grosse traverse. Pourtant, le Parlement, devant qui, de 1950 au 31 mai 1953, l'affaire d'Indochine a été évoquée vingt-sept fois, a confirmé constamment cette politique par ses votes.

Ainsi la France poursuit son effort politique. Ainsi la situation militaire se maintient sans de ces épisodes dramatiques que nous avons connus depuis lors. Reste au Vietnam même un obstacle. Malgré la constitution de son armée, malgré les efforts d'un véritable homme d'État, M. Nguyen Van Tan, malgré l'indépendance réellement acquise, une grande partie des Vietnamiens demeurent ce que l'on appelle « attentistes ». Une fois de plus pèse le défaut d'élites politiques formées. On n'improvise pas facilement les chefs de province ou même de districts.

Certainement pèse aussi le comportement personnel de Bao Daï. Mais, partiellement vraie, ces explications-là sont encore trop occidentales. La vérité, qui peut-être vous surprendra, car nous n'arrivons pas à ne pas éclairer de notre soleil à nous les scènes de notre pays, c'est qu'on attend le Signe – c'est que, dans ce pays de civilisation confucéenne, on attend que les Signes se soient prononcés. Cette bourgeoisie elle-même, qui sait avoir tout à craindre des sino-Vietminh, cette bourgeoisie dont le nationalisme est satisfait (au fait, est-elle vraiment nationaliste ?), cette bourgeoisie même, dans une espèce de fascination ancestrale, attend que les Signes aient parlé.

Malgré tout, au début de 1953, en dépit de ces freins, on peut entrevoir les possibilités et presque les prémisses d'un règlement international. D'autant surtout qu'en URSS quelque chose est en train de changer et que les intransigeances antérieures font place à une nouvelle attitude.

4^e étape : de la dévaluation de la piastre à la conférence de Genève

Et nous voici à la quatrième période de l'affaire d'Indochine, celle que nous vivons encore aujourd'hui.

Elle a commencé le 12 mai 1953. Ce jour-là, sans doute parce qu'on croyait que le Mékong c'est tout à fait pareil à la Seine, ou plutôt parce qu'on regardait la Seine beaucoup plus que le Mékong, on a produit un petit décret. C'était un geste tout simple. De quoi peut-être assurer la survie très provisoire d'un Gouvernement moribond. Ce petit décret était une grande page de l'Histoire. Kenneth Vignes ne me démentira pas, lui qui revient d'Indochine, quand je dirai qu'en dévaluant la piastre sous la pression de l'ignorance, mais refusant de consulter ou seulement d'informer ceux qui, eux, savaient que cette décision était lourde de conséquences, un Président de Gouvernement a sans aucun profit détruit cinq ans de notre politique.

On ne dit pas à des peuples qu'ils sont indépendants en modifiant leur monnaie derrière eux, on ne construit pas l'Union Française en violant, non seulement l'esprit mais la lettre des accords qui la constituent ; on ne met pas des gens en place travaillant à leur donner une face, pour la leur faire perdre d'un seul coup par un acte qu'ils ont reçu comme un soufflet ; on ne travaille pas des mois à restaurer la prospérité dans sa zone du Vietnam, sachant que pour ce peuple paysan la prospérité elle aussi est un Signe, pour diminuer d'un seul coup son pouvoir d'achat (dans le budget du paysan vietnamien les produits importés interviennent pour 25% environ). L'irritation a commencé chez les gouvernants, mais, soigneusement activée chez les commerçants chinois, elle a vite gagné le peuple. Un an après, le Vietminh en nourrit encore sa propagande.

Les effets de la situation ainsi créée ne tardèrent pas à se manifester, puisque le 14 juin, le roi du Cambodge prenait la campagne. Pour tenter d'en freiner les réactions en chaîne, le Gouvernement Laniel, à peine constitué, lança, le 3 juillet, une note dont les répercussions furent malheureuses. L'économie de cette note portait sur deux points. D'une part on promettait leur indépendance aux États Associés, d'autre part on proclamait de façon certainement trop inconditionnelle le désir d'entrer en négociations.

Certes, aussi bien les accords de Pau que les traités avec les États Associés pouvaient appeler des remaniements. Seulement, au Vietnam, cette note fut comprise comme une sorte de démenti de la politique antérieurement suivie, et, fait plus grave, comme une sorte de démenti des hommes que nous avons nous-mêmes mis en place.

On affecta de les prendre pour des espèces de collaborateurs, puisqu'ils avaient travaillé avec nous avant d'obtenir l'indépendance. Dévaluation de la piastre surtout, mais aussi note du 3 juillet : la suite des événements découle logiquement de ces deux faits, et d'abord le congrès de Saïgon-Cholon, en octobre, et la démission du président Nguyen Van Tan qui lui est consécutive.

En Asie, l'improvisation est mauvaise conseillère. M. René Mayer avait remplacé le général Salan, commandant en chef, par le général Navarre, dont je ne suis apte à apprécier ni les qualités ni les défauts, mais qui ne connaissait pas l'Indochine. On vient d'ailleurs d'envoyer là-bas en mission son prédécesseur. Parallèlement, le 3 juillet, un ambassadeur, M. Dejean, était envoyé comme commissaire général. Personnalité bien habile, puisqu'elle a traversé toute cette période sans que jamais on parle d'elle. De tous ces faits, résulte un climat qui certainement explique en grande partie les très récents événements militaires.

La conférence de Genève

Cet enchaînement politique ne rendait pas facile la tâche de notre délégation à cette Conférence de Genève, dont à Berlin Georges Bidault avait obtenu la réunion. La Conférence de Genève... me voici parvenu à l'épisode que, comme vous tous, je souhaite être l'ultime dans cette affaire d'Indochine. Mais ici, je vais vous demander à être discret, non pas pour me retrancher derrière des secrets d'État, mais au contraire parce que ces secrets je les ignore.

Je regrette de vous décevoir ainsi par mon extrême prudence. Celle-ci ne m'empêchera pourtant pas de remarquer qu'en dépit de la pression des événements militaires (un Dien Bien Phu pendant une conférence est un singulier atout pour l'adversaire), en dépit aussi d'une campagne de dénigrement que je ne qualifierai pas afin d'éviter des mots très forts, cette conférence nous a quand même rapprochés de la paix.

Et d'abord nous sommes sortis de ce que je ne sais quel faux dilemme, négociations directes ou négociations internationales. Certes, on ne pouvait imaginer un cessez-le-feu que le belligérant le plus direct n'aurait pas été appelé à négocier, mais plus encore – et l'histoire de la Conférence de Genève le prouve – les négociations à deux n'auraient pas eu grand'chance d'aboutir. Des trois partenaires que notre délégation a eu en face d'elle, à Genève, le Vietminh ne me semble pas, tout au moins à travers la presse, être l'interlocuteur le plus facile. On le comprend. Toute bonne paix est un compromis. On voit assez bien que la Russie veuille inscrire le succès de cette conférence dans le cadre de sa nouvelle politique. On voit les profits que la Chine peut gagner elle aussi à la paix. Le Vietminh, tendu dans la guerre et durci pour la conquête de tout un pays ne peut pas, de lui-même, être le plus porté aux compromis.

Autre point acquis, l'accord s'est fait sur les questions de procédures, avec une rapidité relative à laquelle depuis huit ans nous n'étions guère habitués. Ceux qui affectent de ne pas attacher grand prix à cette rapidité relative de l'accord sur la procédure, n'ont participé à aucune des conférences internationales de l'après-guerre, où, semaine sur semaine, dans des séances qui duraient aussi bien le jour que la nuit, on débattait à l'infini, avec des discours parfois de plusieurs heures et qui remettait tout en question, les plus infimes problèmes de préséance. À ce point de vue, Genève tranche.

Enfin, désormais, au-delà de la procédure, un certain nombre de lignes de direction, de repères, paraissent se préciser. Malgré les augures tous pessimistes, malgré des dénigrements bien organisés, malgré l'absence de tous moyens de pressions sur ceux avec qui nous discutons, la conférence a progressé. Vous permettrez à un homme qui n'a jamais cessé d'indiquer les dangers que présenterait une internationalisation du conflit, de rappeler qu'il vaut mieux ne pas crier sur les toits à l'adversaire avec lequel on est en train de traiter qu'il ne court absolument aucun risque à se montrer intransigeant.

Quant aux modalités et aux conditions d'un cessez-le-feu, je n'ai pas envie de jouer « au café du commerce ». Je voudrais simplement vous rappeler une exigence qui, quel que soit notre désir de paix, prime toutes les autres.

J'ai lu une phrase affreuse sous la plume d'un professionnel de la délicatesse de conscience. Je ne citerai pas son nom, car je ne veux pas m'abaisser à polémiquer avec qui parle ainsi. Cette conscience délicate a osé écrire en substance que, préserver les Vietnamiens fidèles n'était pas un devoir, parce que cette poignée d'hommes trouverait bien le moyen de se réfugier en France avec ses millions. Ils n'ont pas de millions et ils ne se réfugieront pas en France, les supplétifs chrétiens que j'ai vus naguère, que tu as vus ces derniers jours, Kenneth Vignes, massés devant leur église – ces jeunes hommes résolus et fiers. - C'est vraiment trop simple de bâtir ce que je ne sais quel univers manichéen avec toute la pureté d'un côté et toute l'infamie de l'autre. Ils n'ont pas de millions et où se réfugieraient-ils tous ces hommes, mes amis et ceux qui leur sont pareils, promis à cette suppression physique qui a été le sort de toute la classe moyenne du côté Vietminh ? Et ces villages, qui peut-être n'ont été dans notre camp que par une très vieille sociologie des luttes antérieures à notre venue, mais qui y ont été quand même, ont-ils des millions ? Les transportera-t-on en France, ces villages ? Sans même parler des supplétifs, il y a deux millions de chrétiens au Vietnam, et voici ce qu'en disait un témoin sévère, le Père de Soras, dans la Revue de l'Action Populaire, au retour d'une longue enquête sur place : « Nul parmi les évêques et

prêtres du Vietnam ne se fait la moindre illusion sur l'effort d'anéantissement des chrétientés qui suivrait la libre occupation du terrain et la prise du pouvoir par le Vietminh ».

Nous l'avons déjà dit : on peut abdiquer ses droits, on n'abdique pas ses devoirs.

Pour le reste, parlant d'une négociation où le danger est partout, et où aucune solution, même si on doit s'y rallier pour éviter pire, n'est satisfaisante, - seulement pour détruire quelques « il n'y a qu'à » (« il n'y a qu'à », cette addition de l'ignorance et de la suffisance), - je voudrais indiquer les risques de chacune des solutions.

Inutile d'insister sur les dangers d'un cessez-le-feu qui ne prévoirait pas le regroupement des forces, car il laisserait nos unités isolées, exposées à toutes les embuscades.

Certains pensent à une sorte de partage du Vietnam, avec constitution de quelque chose comme un État tampon. J'aurais davantage confiance si cette solution n'était parfois dictée par un décalquage simpliste des conditions de la paix en Corée. On doit savoir que cette solution, cette solution que je n'écarterai pas, parce qu'en conscience, je ne me sens pas le droit d'en écarter aucune, ne sera vraiment acceptée par aucun Vietnamien, ou que du moins le Vietminh ne s'y ralliera qu'avec l'arrière-pensée d'exploiter l'irrédentisme ainsi créé pour, à plus ou moins bref délai, occuper tout le Vietnam.

Des élections aboutissant à la constitution d'un Gouvernement style « Front National », d'un Gouvernement bipartite ? Même si nous en avons vu le modèle ailleurs, un modèle peu encourageant, je ne me sens pas assez éclairé ni pour dire oui, ni pour dire non. Mais le risque, quand même nous le connaissons.

Personnellement, je me sentirais davantage porté, parce que les obstacles ne surgissent pas avec la même intensité que dans les autres cas, des souvenirs que je garde de ce pays – et seulement pour cela encore une fois – personnellement, dis-je, je me sentirais davantage attiré vers des élections libres, soigneusement contrôlées internationalement, mais qui n'auraient lieu qu'après quelques mois, quand on sera sorti du trouble, du chaos même parfois, qu'engendrera localement sur le plan administratif et politique, un cessez-le-feu comportant un regroupement des forces. Trop de gens passeront brusquement d'une obédience à l'autre. Il faut que cette situation ait le temps de se décanter, comme il est nécessaire que soit recouvert d'un minimum d'oubli les pressions de la guerre.

Au contraire, je serai porté à des positions plus nettes quand il s'agit du Laos et du Cambodge. Ici la carte me renseigne, et je sais trop que dans la nouvelle coupure de la grande rocade occidentale, c'est le Cambodge et le Laos qui couvrent encore le Siam, la Malaisie, et, ne l'oublions pas, la Birmanie et l'Inde. Or, il ne faudrait pas qu'à poursuivre la paix nous courrions vers un conflit général. Je vous assure que si la Birmanie et l'Inde, et peut-être seulement la Malaisie, sont menacées, l'Angleterre laissera rapidement au vestiaire le parapluie de M. Chamberlain, même si elle a semblé par moment vouloir le faire recouvrir pour un nouvel usage – et cela à l'appel peut-être du pandit Nehru qui lancera le premier l'alarme.

L'insistance de la Chine à voir venir à Genève les gouvernements fantômes Khmer-Issarak et Pathet-Lao serait-elle de sa part, la reprise de son projet de fédération thaï avec le Haut-Tonkin, le Laos, le Cambodge, le Siam et la Birmanie, variante soviétisée des vieilles idées japonaises de sphères de co-prospérité ? Qu'on y prenne garde, me semble-t-il : si jamais il y a un risque de voir une internationalisation, une vraie, c'est de ce côté-là. Souhaitons que la Russie ait compris jusqu'où son partenaire chinois peut l'entraîner.

J'ajouterai qu'après huit ans, la guerre froide a désormais sa sociologie. À force d'être le cadre d'une vie internationale, la guerre froide possède des règles. Certes, celles-ci sont parfois transgressées, mais cette transgression a pour effet une transgression parallèle, - c'est-à-dire qu'en conséquence la guerre froide se réchauffera d'un degré. Or, pour la première fois, l'extension de la sphère d'influence sino-soviétique n'aurait pas lieu par

l'intérieur, s'appuyant sur la participation active d'éléments communistes réels, mais de l'extérieur, par l'invasion étrangère. C'est indéniablement franchir un des paliers de la guerre froide.

Là encore, je me sais non suffisamment informé pour prendre une position catégorique. Je voudrais simplement évoquer, espérant exterminer ainsi quelques « il n'y a qu'à », qu'il ne s'agit pas d'une petite question secondaire, quand à son propos on peut évoquer un avenir où serait lâchée la bombe atomique.

Je ne dirai rien d'autre, car je ne voudrai pas gêner des négociations où notre vie est engagée. Je tremble à l'idée qu'un mot prononcé par moi pourrait nuire à la paix – à la paix dont j'ai faim – pour que ne meurent plus nos jeunes hommes, à la paix dont j'ai faim parce que la prolongation du conflit avec son cortège de ruines finira par être un risque de communisation encore plus fort que la guerre, à la paix dont j'ai faim, parce que la durée de ce conflit ébranle plus nos pays d'outre-mer, que ne le fera sa cessation, si du moins celle-ci n'est pas dans le déshonneur. À la paix dont j'ai faim, si elle ne contient pas, conçue comme un abandon, le germe d'une guerre généralisée.

En conclusion de ce long, trop long historique, je n'insisterai que sur un seul point, qui d'ailleurs préludera assez justement à ce que j'ai à dire du Maroc. Je voudrais avoir démontré que la plus lourde charge qui ait pesé dans cette affaire d'Indochine, c'est qu'on fasse de nous – parce que nous n'avons pas su à temps donner une éducation politique, et parce que parallèlement, nous garnissions des prisons où on en donnait une, - nous n'avons jamais eu de force organisée que le communiste. Mais voilà qui est exemplaire. Voilà qui, au-delà de tout sentimentalisme, de toute idéologie préconçue, nous engage à ne pas recommencer ailleurs la même erreur. Ma conclusion de la partie du rapport consacrée à l'Indochine, ce sera de réclamer, j'y ai déjà fait allusion, l'étude de certaines modifications institutionnelles dans la République. Mais beaucoup plus encore de réclamer la plus large grâce amnistiant dans nos pays d'outre-mer. Qu'on s'en souvienne, toute l'affaire d'Indochine, c'est vingt ans avant, au bagne de Poulo-Condor qu'elle s'est inscrite dans l'Histoire.

Une tâche exaltante

Et maintenant, en quelques mots, concluons. Et pour cela, rappelons simplement quelques principes.

Le premier, c'est que nous ne résoudrons les problèmes que pose à la France la révolte des peuples sous-développés, qu'en substituant partout et progressivement aux anciens liens de l'Empire qui étaient des liens de subordination, les liens d'une association égalitaire et paritaire.

Le second – et dans ma bouche c'est un peu un désaveu de moi-même – c'est que, pour rétablir l'équilibre du monde – équilibre dont la rupture accentue la portée de cette révolte – c'est qu'il faut faire l'Europe, et qu'une Europe unie, quoi qu'on en dise, est la meilleure sauvegarde de l'Union Française.

Telle est la double tâche qui s'impose à nous. Et, me tournant vers les plus jeunes de nos camarades, je leur demande s'ils ne pensent pas, eux aussi, que cette tâche est exaltante ? Il paraît que les jeunes se lassent, un peu partout dans le pays, de la politique. Allons donc ! Peut-on être jeune sans s'enthousiasmer pour cette besogne d'un monde en pleine évolution à remodeler ? Peut-on être jeune sans répondre à cet appel ? Peut-on être jeune sans comprendre que cette tâche, elle en vaut la peine ?

Avant d'étudier l'affaire d'Indochine, il nous semble nécessaire de rappeler quelques données de bases sur le pays. Tant de gens professent sur cette affaire des opinions définitives sans presque savoir où l'Indochine se situe sur la carte – et en tous cas sans même savoir quels pays sont compris sous ce vocable.

I – Données géographiques

II – Données ethniques

III – Données économiques

IV – Données historiques.

Les données permanentes de l'affaire d'Indochine

A) – Les quatre hypothèques sur l'Indochine

On peut dire de l'affaire d'Indochine qu'elle n'a jamais été entière. Une série d'hypothèques ont depuis le premier jour, c'est-à-dire depuis la Libération, pesé sur elle.

1°) Occupation Japonaise

Parmi ces hypothèques, une des plus lourdes a été, à la fin de la guerre, l'occupation japonaise. D'une part, cette invasion a signifié pour nous une irréparable perte de face. D'autre part, les Japonais ont mis en place tout un dispositif qui devait permettre leur occupation définitive. Enfin ce sont leurs officiers qui, au lendemain de leur capitulation, ont encadré les forces militaires du Viet Minh, dont au préalable les réseaux s'étaient formés sous l'œil bienveillant de l'occupant. C'est en particulier par les Japonais que le Viet Minh a commencé à être armé.

2°) Les occupations anglaise et chinoise

La libération accompagnée parfois de mesures maladroites a signifié pour nous d'autres pertes de face. C'est ainsi que les officiers français parachutés pour reprendre le pays, ont été incarcérés par ordre des américains et mis par eux sous surveillance... des Japonais. D'autre part, Mac Arthur a prévu que le pays serait occupé par les Anglais et les Chinois et non par les Français. Les autorités anglaises furent correctes. Nous n'en disons pas autant des Chinois de Kuomintang qui humilièrent à plaisir nos compatriotes, dévalisèrent le pays, et finalement ne renoncèrent à leur occupation que moyennant des avantages substantiels. L'occupation chinoise, elle aussi, devait faciliter au Viet Minh la mise en place de son dispositif.

3°) La révolte des pays sous-développés

La révolte indochinoise n'est pas un fait isolé. Elle se situe dans le contexte beaucoup plus vaste de la révolte des peuples sous-développés d'Asie contre les peuples nantis. Les adversaires de la France trouvèrent d'abord dans cette révolte un encouragement, puis par la suite, venue de la Chine, une aide beaucoup plus directe.

4°) Les interventions étrangères

Nous verrons le rôle que dans les dernières étapes de la guerre joua l'intervention chinoise. Mais, depuis le début, la Chine communiste a apporté au Viet Minh appui moral et aide matérielle limitée, sous forme au moins de conseillers.

Les Américains eux aussi contribuèrent à brouiller les jeux, leur opinion publique, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ayant toujours soutenu le Vietminh.

5°) L'absence d'une élite politiquement formée

Plus encore que ces diverses hypothèques a pesé le fait qu'en Indochine, nous n'avons guère trouvé d'élite politiquement formée qui ne fut pas communiste.

En 1930, une révolte nationaliste avait été un avertissement. Hélas, au lieu d'en tenir compte pour octroyer les libertés nécessaires, on préféra incarcérer les meneurs au bagne de Poulo-Condor. Ils s'y marxisèrent, recevant ainsi une formation politique effective. Par contre, nous avons continué une administration trop directe qui ne permettait pas aux Indochinois de se former aux affaires. Ainsi s'explique qu'ayant promis aux Indochinois l'indépendance, la France ait éprouvé tant de mal à trouver une équipe à qui transmettre le commandement. Telle est en particulier l'origine de ce qu'on appela un temps « l'expérience Bao Dai ».

B) – Les valeurs à défendre

On sera tenté de dire : si telle étaient les hypothèques accumulées sur l'Indochine, pourquoi avoir tenté de la défendre.

Remarquons d'abord qu'aucun des hommes politiques responsables, au lendemain de la Libération, ne mit en doute la nécessité de reprendre pied en Indochine. On peut aujourd'hui tenter de rejeter les responsabilités de tel ou tel. C'est tous les partis français, y compris le parti communiste (Maurice Thorez était alors Vice-Président du Conseil) qui d'une façon ou d'une autre acceptèrent de tenter l'aventure. Rarement, du général de Gaulle à Maurice Thorez, responsabilité politique fut aussi largement partagée.

Cette unanimité a un sens : elle prouve que, au lendemain de la Libération, l'affaire d'Indochine se présentait selon des données telles qu'aucun homme politique français n'aurait pris la responsabilité de notre départ. C'est un élément dont on doit tenir compte quand on se livre au jeu aussi répandu que vain de refaire l'Histoire.

1°) Défendre l'Occident

Certes, à voir l'attitude américaine, on serait porté à douter que nous ayons eu en Indochine mission de défendre l'Occident. Notre pays pouvait-il pourtant accepter alors de livrer l'Indochine au communisme sans nuire gravement par la suite à sa situation internationale ? Nous disons bien « livrer au communisme », car, et nous y reviendrons, la carrière même d'Ho Chi Minh ne permettait pas de le prendre, comme certains s'y sont efforcés, pour un simple nationaliste.

Imaginons l'Indochine soviétisée par notre faute avant même que sombre la Chine de Tchang Kaï-Chek. Aux yeux des Occidentaux ameutés par les cris même des Américains, qui y eussent trouvé un alibi, nous devenions à coup sûr les responsables de la chute d'une Chine désormais prise entre deux adversaires. Ce seul risque était déjà difficile à assumer. N'oublions quand même pas que nul n'imaginait possible alors la décomposition totale d'une Chine nationaliste qui, à l'époque, se pavait au premier rang de la scène internationale.

2°) Défendre les Intérêts français.

À voir le comportement de certains de nos compatriotes, on croirait qu'essayer de défendre les intérêts français dans le monde est une sorte de crime. Qu'on réfléchisse pourtant à ce que deviendrait la France réduite à elle-même, simple hexagone à l'extrémité de la petite péninsule européenne. Qu'on envisage ce que deviendrait son industrie sans le débouché des pays d'outre-mer, avec qui elle pratique 70% de son commerce extérieur dans un sens comme dans l'autre. On comprendra dès lors que, sans nationalisme périmé comme sans impérialisme, les dirigeants français aient essayé de maintenir en Indochine l'influence de leur pays.

Les intérêts français en Indochine étaient de trois sortes : culturels, économiques et moraux.

A) Intérêts culturels.

Point n'est besoin d'insister. Un peuple dont l'élite parle notre langue, des lycées dans toutes les villes importantes, une Université, l'École Française d'Extrême Orient à laquelle restent attachés les noms les plus illustres de la science française, pour quiconque

n'a pas une conception purement matérialiste du patriotisme et ne confond pas la patrie avec des carrés de choux, c'étaient des positions qui méritaient d'être défendues aussi bien que le sol national.

B) Intérêts économiques.

Certains trouvent sordides les intérêts économiques. Libre à eux, mais qu'en même temps ils ne réclament pas le maintien et même l'élévation des niveaux de vie. L'Indochine a représenté pour la France, dans l'entre deux guerres, le grand réservoir de devises appréciées. D'autre part, l'Indochine était pour nous un débouché irremplaçable. Quelques chiffres : notre industrie textile a écoulé en Indochine jusqu'à 33% de sa production. Ce marché a servi à l'écoulement de l'horlogerie, des vins, de la farine, des automobiles, des motocyclettes, des cycles et même des pommes de terre. Voici d'ailleurs les chiffres des dernières années d'une certaine présence française en Indochine.

- Importation en Indochine de produits français.

Année	Milliards
1950	58
1951	82
1952	123
1953	108

Enfin les investissements français en Indochine :

À leur sujet voici encore quelques chiffres (année 1953) :

1 052 400 millions dont : investissements publics, 283 240 millions

investissements privés 789 160 millions.

C) Intérêts moraux.

Évidemment, bien assis sur les bords de la Loire ou de la Seine, on peut trouver négligeable la situation des français qui sont allés s'installer dans les pays d'Outre-Mer. Oubliant le principe affirmé par Francisco de Vittoria, le grand dominicain espagnol dont la stature domine toute la morale publique des Temps Modernes, selon qui toute la terre appartient à tous les hommes, on peut prendre nos compatriotes expatriés pour des usurpateurs. On peut regretter qu'au prix d'immenses efforts et parfois de leur vie, ils aient mis en valeur ces pays, qu'ils y aient apporté la santé et la richesse. On peut trouver que les tortures de l'occupation japonaise, cela ne suffisait pas. Mais et même ceux dont la légèreté est aussi criminelle s'ils pensent que ces hommes qui s'étaient installés en Indochine avaient comme tous les hommes droit à une vie humaine, ils comprendront qu'on n'ait pu de gaité de cœur les abandonner au soviétisme.

En Indochine, les Français étaient 75 000. On doit ajouter les eurasiens, qui ne nous avaient pas demandé à naître : ajoutons les Indochinois qui avaient acquis la citoyenneté française. Voilà ceux qu'il fallait bien défendre.

3°) Défendre des valeurs de civilisation.

L'enjeu mis alors en question était plus grave encore... Hélas, notre peuple qui si facilement s'émeut pour les causes nobles a mal connu les valeurs de civilisation qu'il avait dans cette guerre mission de sauver : ces valeurs l'exode misérable et sublime des réfugiés du Nord Vietnam, voici quelques mois, devait seulement les lui faire découvrir. Fut-on le plus anti-clérical des « laïcs », quand on croit à des valeurs spirituelles, peut-on ne pas comprendre ce que signifiait une certaine osmose entre les civilisations d'Orient et d'Occident réalisée en Indochine ? Cette osmose s'était incarnée dans l'admirable chrétienté vietnamienne. Celle-ci n'était pas, comme en d'autres pays, une espèce de diaspora mal ancrée à la surface de la vie urbaine, mais un christianisme rural, fortement implanté dans la

terre même du pays. Des districts entiers étaient chrétiens. Deux millions de catholiques et deux millions rassemblés en communautés villageoises au Vietnam, avec un clergé vietnamien, des évêques vietnamiens, un peuple fidèle vietnamien, on avait fait mentir l'adage de Kipling : l'Est et l'Ouest s'étaient rencontrés. Cela, ne pouvait-on pas essayer de le sauver ?

C) Les risques qu'on ne pouvait courir.

« Oui, nous répondra-t-on, mais ces valeurs ont quand même été perdues. Nous avons quand même abandonné cette Indochine. Ces risques tragiques qu'on ne pouvait prendre en 1945, ils sont devenus la réalité de 1955 ».

C'est vrai. Nous en situons les responsabilités dans nos prochains développements. Et d'ailleurs les conséquences n'ont pas manqué de se faire sentir. La situation internationale de la France n'a pas été moins dégradée par la perte de l'Indochine que par l'abandon de la CED.

Toute l'Union Française a été ébranlée et le mot d'Élisée Reclus « lâchons l'Asie, prenons l'Afrique », ce mot d'une affreuse vulgarité d'expression comme de pensée adopté depuis peu par M. Mitterrand, sonne aujourd'hui comme une dérision. Mais en 1945, les conséquences n'auraient-elles pas été encore plus graves ?

Nous oublions simplement que pendant dix ans l'effort inlassable de nos ministres des Affaires Étrangères a restauré la situation de la France. L'affaire d'Indochine s'est nouée au moment même où notre pays n'était pas invité à Yalta et à Potsdam ; au moment où à San Francisco on acceptait de la classer « Grande Puissance » qu'en pendant avec la Chine de Tchang Kai-Chek. La France en était à cet état de faiblesse où on ne peut rien perdre sans tout perdre.

Cette considération vaut pour les répercussions dans ce qu'on appelait encore l'Empire. 1945, c'est l'affreuse révolte d'Algérie dont seul un hasard a empêché l'extension à toute l'Afrique du Nord. Madagascar sort dans de mauvaises conditions de l'insidieuse occupation britannique et déjà s'y prépare l'insurrection de 1949. Au Togo, M. Sylvanus Olympio prône ouvertement le rattachement aux colonies britanniques. Le Sultan du Maroc vient de se faire conférer par Roosevelt un rôle international. Aussi grave qu'aient été en 1954 les conséquences de la paix de Genève, un abandon antérieur, quand la France était encore si mal assurée, eut tout compromis. Il eut empêché tout redressement.

Ce redressement, la France n'a pu l'opérer que parce qu'en Indochine elle a tenu. Si pendant dix ans elle a remonté la pente, c'est d'abord parce qu'elle a montré sa volonté de ne pas abdiquer. C'est surtout parce que le sens de la guerre d'Indochine s'étant précisé, (- nous y reviendrons) – ses alliés occidentaux malgré une partie de leur opinion publique ont été entraînés de voir en elle le partenaire qui, pour la résistance à la poussée soviétique, consentait les plus cruels sacrifices. C'est en grande partie par la guerre d'Indochine que la France a repris dans le monde la place qu'elle y a tenu jusqu'au 30 août 1954.

Brève histoire de la guerre d'Indochine

1ere étape : de la Libération au massacre de Hanoï

Nous l'avons vu, l'affaire d'Indochine n'a jamais été entière. Depuis les erreurs de 1950 jusqu'à l'occupation japonaise, sans compter les fautes de nos alliés, bien des hypothèques ont pesé sur elle. Ce poids, on l'a senti dès les premiers jours de la Libération.

A) La France reprend pied.

Dès la Libération la France a tenté de reprendre pied en Indochine. Nous avons vu à quel mobile a obéi le Gouvernement provisoire où toutes les familles politiques de la France étaient représentées.

Au surplus, 25 000 Français civils et militaires étaient rassemblés dans la situation la plus dangereuse à Hanoï, à Haïphong et dans quelques autres localités du Tonkin. Ils étaient voués aux pires exactions de l'occupant chinois. Le Gouvernement ne pouvait les abandonner sans défense. Telle est l'origine du premier retour des troupes françaises qui d'ailleurs ne souleva pas de très grandes difficultés ; Ho Chi Minh étant à l'époque surtout désireux d'éliminer grâce à nous la Chine de Tchan Kai-Chek. Ainsi fut négocié et signé l'accord du 6 mars 1946.

Aux termes de cet accord, le Gouvernement Français reconnaissait la République du Vietnam comme État libre dans le cadre de l'Union Française et s'engageait à consulter les populations sur le rattachement de la Cochinchine à l'Annam et au Tonkin. De son côté, le Gouvernement Vietnamien se déclarait prêt à accueillir amicalement l'armée française et à faire cesser sur le champ les hostilités. Des conventions ultérieures devaient préciser ces divers points.

B) Dalat et Fontainebleau.

Préparer ces conventions ultérieures fut l'objet des Conférences de Dalat (17 avril 1946) puis de Fontainebleau (6 Juillet 1946).

Ces conférences furent des échecs, tout au moins jusqu'à la signature, en dernière minute, du modus vivendi du 14 septembre 1946...

Pourquoi ce double échec ?

Deux initiatives ont certainement pesé sur le destin de ces conférences. La première : le Gouvernement de M. Gouin, dont M. Maurice Moutet était le ministre de la France d'Outre-Mer, décida, le 1er juin 1946, la création d'un gouvernement provisoire cochinchinois. Le Viet minh vit dans ce fait une manœuvre contre la réunion des trois « Ky », c'est-à-dire du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine.

Précisons que l'initiative de l'Amiral d'Argenlieu, très déplorable avait pour circonstance atténuante en même temps que pour origine, les rapports précis qu'il possédait sur les activités que poursuivait à ce moment le Vietminh.

Si ces deux initiatives françaises ont pesé sur le destin des conférences, on ne doit pas manquer de mettre en regard l'intransigeance absolue, marquée du début à la fin de leur déroulement, par la délégation du Vietminh. Qu'on se reporte donc au discours prononcé, au nom de cette délégation, par Mr Pham Van Dong, le jour inaugural de la conférence de Fontainebleau.

D'autre part, si le Président Ho Chi minh était, tout donne à le penser, désireux d'aboutir à un accord, certains de ses subordonnés, et plus spécialement le général Giap, celui qu'on appelait dès alors, « le communiste passionné », se dépensait pour rendre cet accord impossible. Leur action locale contredisait la bonne volonté, probablement réelle, de leur chef de gouvernement. Et tandis qu'on négociait, éclataient des incidents locaux tel, le 13 août, le massacre d'un détachement français à Bach-Nimh.

Également l'activité de certains partis politiques français a gravement nui à l'évolution de la conférence. La délégation de notre pays a été souvent gênée par l'incompréhension de l'opinion – tel est le danger des conférences trop publiques. Plus lourde de conséquences encore, l'action systématique du parti communiste sur les délégués du Vietminh, cela pendant que ses ministres (le parti communiste partageait encore le pouvoir) approuvaient les positions gouvernementales. Ne se tenait-il pas, parallèlement à Fontainebleau, une espèce de contre-conférence tendant à ce qu'à chacune de nos concessions répondent de nouvelles exigences vietminh ?

Enfin, dernier point, plus important encore, plus grave en tout cas. À l'époque, jamais la délégation du Vietminh n'a accepté de donner la moindre garantie pour les Vietnamiens qui nous étaient fidèles, ni d'ailleurs pour les Français, ni pour les Eurasiens, ni pour les minorités. Hélas, à Genève de telles garanties ne devaient pas davantage être

obtenues. Mais s'il est permis de transiger sur ses intérêts, est-il permis d'abdiquer ses devoirs ?

Telles sont les vraies raisons de l'échec de ces conférences, échec qui n'a pas été dû à une intransigeance du gouvernement français. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à la déclaration et à l'aide-mémoire du 14 août 1946. certes, sur bien des points, ces textes sont dépassés. Ceux qui ne les connaissent pas seraient étonnés pourtant de leur largeur de vue.

C) Du modus vivendi de septembre au massacre de Hanoï.

Si dans leur déroulement les conférences de Dalat et de Fontainebleau ont été des échecs, elles ne devaient pourtant pas aboutir encore à la rupture. Bien au contraire, le 14 septembre 1946, Ho Chi Minh accepta de signer un modus vivendi. Ce modus vivendi prévoyait un référendum sur la question de Cochinchine et la reprise ultérieure des négociations.

« La voix du Vietminh » devait en janvier 1950, dire de ce modus vivendi : « La signature de cet accord n'a eu pour but que faire gagner du temps à l'organisation Vietminh et permettre l'arrivée du matériel de guerre acheté au Siam et à Hongkong ». Le Vietminh se calomnie lui-même. Non pas qu'il n'ait utilisé à cette fin la trêve permise par le modus vivendi. Ou plutôt, le Vietminh ne se calomnie pas lui-même, mais il calomnie Ho Chi Minh qui désirait certainement, « faire l'économie de la guerre d'Indochine ». Seulement l'état d'esprit de ses lieutenants ne paraît pas avoir été le même et de retour à Hanoï, le 21 octobre Ho Chi Minh y a été fraîchement accueilli. Son entourage estimait qu'il avait trop cédé aux demandes françaises.

Aussi allait-on assister à une pénible série d'incidents de plus en plus graves. L'un d'entre eux fut la triste affaire de Haïphong, le 20 novembre 1946. Affaire confuse dans ses origines et que, fait assez curieux, la presse communiste tarda beaucoup à exploiter polémiquement. Il est vrai qu'on en était encore au tripartisme. Le 23 novembre 1950, l'« Humanité » devait encore écrire : « Il n'est pas exclu de voir dans cet incident une provocation d'éléments chinois anti-vietnamiens ». Pourtant le bombardement du quartier vietnamien de Haïphong par le général La Morlière n'a guère d'excuse. Disons, seulement que, quelque jugement moral qu'on doive porter sur cette affaire, ce n'est pas elle qui a entraîné la rupture.

Beaucoup plus grave déjà dans ses conséquences historiques allait être ce massacre qu'on a appelé la Saint-Barthélemy de Hanoï, le 19 décembre 1946, mais où par un synchronisme inquiétant, toutes les garnisons françaises du Tonkin et de l'Annam ont été aussi attaquées. Coup certainement médité et qui répondait tristement à l'arrivée au pouvoir en France d'un homme qui venait quelques jours auparavant de manifester ses intentions pacifiques : Léon Blum.

2ème étape – L'année 1947 et le retour de Bao Daï.

A) L'entrevue du pont des Rapides.

Pourtant on put espérer que ce dialogue reprendrait quand même. Une dernière fois, on put l'espérer pendant cette année 1947 qui, à elle seule, constitue la deuxième étape de l'affaire d'Indochine. 1947, l'année du Gouvernement de M. Ramadier, M. Moutet restant à la France d'Outre-Mer où il devait être relayé en octobre par M. Paul Bechar. Le 30 décembre 1946, Ho Chi Minh lança un appel. M. Moutet partit pour le Vietnam où il passa le mois de février. Il conclut que cet appel « ne pouvait être pris au sérieux » et « qu'il ne s'agissait évidemment que d'un acte de propagande ».

La désignation de M. Bollaert, le 6 mars, à la place de l'amiral d'Argenlieu, contribua-t-elle à porter Ho Chi Minh à un ultime effort pour renouer le dialogue ? Presque immédiatement, le 21 mars, le président du Vietminh renouvela ses propositions de

pourparlers. Ses offres furent reçues avec hauteur. M. Bollaert envoya auprès de Ho Chi Minh M. Mus, le 10 mai, porteur de propositions de paix, dont non seulement certaines n'étaient pas acceptables par le Vietminh, mais même peu honorables, telle que la livraison des étrangers combattants dans ses rangs. Cette entrevue dite du Pont des Rapides, sur laquelle M. Mus s'est expliqué dans son livre, n'a peut-être rien changé au déroulement de l'Histoire. Je n'en sais rien et c'est déjà bien assez d'avoir à la comprendre sans essayer de la refaire. Du moins, nous nous sommes-nous donné le tort de propositions inacceptables.

Ainsi, le 12 mai 1947, s'est terminée la dernière occasion concrète de négocier avec le Vietminh.

B) La mission Bollaert.

Cette reprise de contact ayant échoué le pays n'était pas prêt à l'effort de guerre qu'eut exigé à l'époque une solution militaire. Au surplus M. Ramadier, comme tout le pays, comme nous tous – et c'est sans doute notre honneur – y était profondément hostile, force était de rechercher une autre solution sur le plan politique. Telle fut l'origine de ce qu'on a appelé la « solution Bao Daï », telle que M. Moutet, puis M. Bechart devaient, à partir de sept 1947, l'amorcer.

Certes, le recours à Bao Daï ne s'est pas avéré une solution, et nous savons pourquoi. Des raisons très fortes militaient pour ce recours pourtant et d'abord qu'aucune autre personnalité vietnamienne n'eut répondu à l'appel très large lancé à l'époque par M. Bollaert – d'ailleurs aucune autre ne pouvait répondre qui ne représentât autre chose qu'une coterie ou un clan. À cette heure-là, comme chaque fois que l'affaire d'Indochine a subi une orientation décisive, a pesé le fait que le communisme y fut la seule force politique organisée.

Bao Daï, c'était quand même la tradition, si forte que Ho Chi Minh l'avait, lorsqu'il avait abdicé, nommé conseiller suprême de son Gouvernement. Bao Daï, était la seule personnalité que, dans ce pays qui réclamait si fort son unité, tolérât à la fois le sud et le nord. Bao Daï, c'était un homme dont l'intelligence était à juste titre réputée, et si sa vie privée prêtait à critique, ce n'était guère là, contre lui, un argument d'ordre politique. Enfin, et je devrais dire surtout, c'était la seule personnalité du Vietnam qui possédât, de par son origine même, un standing international. Or, à l'époque, ce dernier argument paraissait décisif.

En effet, l'évolution des colonialismes asiatiques, l'approche également du danger chinois à l'heure où de l'autre côté de la frontière les signes se renvoyaient et où la Chine qui lui résistait depuis quinze ans, se jetait presque brutalement entre les mains de Mao Tsé Toung et aussi les pressions internationales, dont nous voyons en Indonésie jusqu'à quelles extrémités elles pouvaient se porter, nous obligeaient impérieusement – et au plus tôt – à matérialiser, à concrétiser, à rendre ostensible l'indépendance qu'à travers Ho Chi Minh nous avions promise au Vietnam. Or pour transférer les pouvoirs, il faut avoir quelqu'un à qui les transmettre.

Personne d'autre ne se présentait que Bao Daï et on pouvait en être d'autant plus convaincu que les contacts entretenus avec les représentants du Vietminh pendant toute cette période, avec l'aveu des ministres successifs, aussi bien par le Haut commissaire Bollaert que par le Haut commissaire Pignon prouvaient que de ce côté là, l'issue était bien bouchée.

Les entretiens de la baie d'Along datent des 6 et 7 décembre 1947, soit quatorze jours exactement après l'arrivée de Paul Coste-Floret, rue Oudinot, c'est dire qu'ils n'avaient pas été préparés par lui. Je n'en suis que plus à l'aise pour affirmer que la conjoncture historique où l'on se trouvait a pratiquement imposé Bao Daï. La plus haute autorité française d'alors, M. Vincent Auriol devait consacrer ce choix par l'accord du 8 Mars 1949, accord qui allait être ratifié le 27 janvier 1950 par l'Assemblée Nationale, avec les voix

notamment de MM. Daladier et Mendès-France. Mais avoir mené à bien les accords attribuant l'indépendance aux États associés dans le cadre de l'Union Française restera le mérite de Paul Coste-Floret. Nous verrons combien dans ces traités il sur défendit les intérêts culturels et économiques de la France.

3ème étape : de la baie d'Along à la dévaluation de la piastre.

Telles étaient donc les données du problème quand le 28 octobre 1949, dans le second gouvernement de M. Georges Bidault, Jean Letourneau accepta le portefeuille de la France d'Outre-Mer dont dépendait encore l'Indochine. Jean Letourneau devait conserver la direction des affaires d'Indochine pendant six gouvernements successifs, comme ministre de la France d'Outre-Mer, puis ministre des relations avec les États Associés, charge qu'il devait, à la mort du Maréchal de Lattre de Tassigny, cumuler avec celle de Haut Commissaire en Indochine ? Non seulement six Présidents du Conseil, mais leurs ministres solidairement responsables, appartenant aux principaux partis, devaient donc continuer cette politique.

Rappelons les données dans lesquelles devait obligatoirement s'inscrire l'action de Jean Letourneau :

1°) Gouvernement de l'Indochine par l'Empereur Bao Dai précédemment rappelé, aucun autre « interlocuteur » n'étant possible depuis le rejet des dernières propositions d'Ho Chi Minh par MM. Ramadier et Moutet.

2°) Indépendance des États associés solennellement promise lors des Conférences de Dalat et de Fontainebleau – promesse confirmée lors de l'entrevue des Accords de la Baie d'Along et par les Accords du 6 mars.

3°) Pour assurer cette indépendance et conjointement, défendre les intérêts français en Indochine ainsi que les positions des Occidentaux dans le Sud Est asiatique, nécessité de poursuivre la guerre pratiquement engagée depuis le massacre de Hanoï.

La première tâche qui s'imposait à Jean Letourneau devait donc être d'assurer l'Indépendance des États Associés et l'autorité du gouvernement préalablement mis en place. Parallèlement il devait défendre les Intérêts français et poursuivre les objectifs que la situation lui imposait.

Indépendance des États Associés.

L'indépendance préalablement octroyée allait d'octobre 1949 à Juillet 1953 être définie et consolidée notamment par les accords consécutifs à la Conférence de Pau de 1950 et cela sur le double plan externe et interne.

A) Souveraineté externe.

Désormais sur le plan de la souveraineté externe, le droit de légation active et passive appartient intégralement aux États Associés et les quelques réserves introduites dans les traités d'indépendance issus politiquement des négociations de la Baie d'Along, sont progressivement abandonnées. On obtint de trente trois États la reconnaissance des États Associés. Une seule opposition, celle de l'URSS se manifeste quand la France demande leur admission à l'ONU. Cette opposition n'empêche d'ailleurs pas les États Associés d'adhérer à huit des organisations internationales spécialisées.

En outre, le Laos, le Cambodge et le Vietnam négocient et signent des traités internationaux relatifs à leurs intérêts particuliers ; à l'origine une procédure spéciale avait été prévue, mais elle est rapidement atténuée.

Ces faits suffiraient à démentir les affirmations gratuites selon lesquelles on s'en serait tenu à je ne sais quel colonialisme périmé comme aux accusations d'immobilisme. En réalité, pendant cette période les gouvernements qui se sont succédés ont avec courage accepté les conséquences des accords conclus par leurs devanciers.

Ajoutons que parallèlement la libre association avec la France était concrétisée par l'institution des Hauts Commissariats représentant les États auprès du Président de l'Union

Française et par la participation de leurs représentants aux différentes institutions de cette Union. En outre, la Conférence de Pau, en 1950, allait suppléer au caractère « académique » et un peu abstrait des institutions prévues par la Constitution en faisant fonctionner tout un ensemble d'organismes quadripartites où se développaient et s'ordonnaient les solidarités entre les quatre Associés.

B) Souveraineté Interne.

Sur le plan interne aussi, la politique suivie a tendu à rendre indiscutable l'indépendance des États Associés.

C'est ainsi que les gouvernements pendant ces quatre ans devaient acquérir la plus complète autorité sur leur administration. En juin 1953 seuls quelques services indispensables à la sécurité du corps expéditionnaire échappaient encore aux autorités locales. À cette date, la force armée fondement primordial de la souveraineté interne relève, elle aussi, des gouvernements des États Associés.

En matière de justice les États ont leur juridiction nationale à tous les échelons.

Même transfert de souveraineté dans le domaine économique. Jusqu'alors la France dirigeait l'économie indochinoise. Désormais, ce sont les services nationaux qui remplacent les services français et les gouvernements nationaux, en prenant le pouvoir réglementaire se substituent au Haut Commissaire de France. Comme nous venons de le voir, les accords de Pau (Mai – Octobre 1951) coordonnent la politique économique des différents États constitués en Union Douanière. La France est normalement représentée dans ces organismes ou comités ; chargés de fournir des avis techniques, mais la décision appartient aux seuls États Associés, sauf dans les matières susceptibles d'avoir une répercussion sur l'économie de l'ensemble de l'Union Française. Enfin, les accords de Pau ont prévu que les biens économiques naturels de l'Union Française devaient comporter une totale réciprocité.

Ce transfert de souveraineté a enfin lieu sur le plan monétaire. Le privilège de la Banque d'Indochine lui est retiré le 31 Décembre 1951. Un organisme autonome est créé où les trois États d'Indochine et la France sont représentés sur pied d'égalité : « L'Institut d'Émission des États du Cambodge, du Laos et du Vietnam ». Cet institut détient dès lors dans les territoires des Trois États, le droit d'émettre la monnaie et assume la responsabilité de donner à la piastre la place qui lui revient parmi les monnaies d'Extrême-Orient.

Des accords sur le personnel ont complété ces transferts. Au lieu de retirer purement et simplement ses fonctionnaires, la France a voulu que les États puissent, mais uniquement s'ils le désiraient, utiliser ces derniers par voie de détachement, par contrat ou par succession dans le cadre national. Ainsi les États ont-ils pu faire fonctionner sans à coup leurs services et former leurs fonctionnaires nationaux par contacts avec leurs collègues français. Mais qu'on ne voit pas là un faux fuyant ainsi qu'une certaine presse prétendue française s'est obstinée à l'affirmer. Jamais la mauvaise foi doublée d'ignorance ne s'est mieux affirmée que dans ce domaine. Deux chiffres suffisent à apporter un démenti : 31 décembre 1949 les fonctionnaires français en Indochine étaient 27 500. En juin 1953, ils n'étaient plus que 2 000, y compris 650 professeurs.

Tous ces faits démontrent comme nous l'avons déjà indiqué, la mauvaise foi des campagnes contre un prétendu immobilisme en Indochine. La France ayant pris des engagements les a loyalement tenus.

Remplaçant les anciens liens de subordination par de concrètes solidarités, elle a tenté une politique hardie et constructive. Si elle avait eu un peu plus foi en elle-même, elle en aurait recueilli le fruit. Nous y reviendrons.

C) Activité politique des États Associés.

Indépendants, les États Associés devaient désormais influencer sur leur propre destin. Voyons donc brièvement quelle a été leur politique pendant cette période.

a) Vietnam.

Au Vietnam, à la stabilité politique française vis-à-vis de lui a correspondu une stabilité politique identique. Dans ce pays de 1949 à 1953, deux chefs de gouvernement se sont succédés : les Présidents Tran Van Hun et Nguyen Van Tam. Les Vietnamiens, contrairement aux affirmatives d'une partie de la presse française, leur doivent un grand nombre de réformes : Budget, Assemblée Nationale Consultative, Code du Travail, Libertés syndicales, réforme agraire, création d'organismes spéciaux (GHAO) pour la pacification, la réorganisation administrative et le recensement des ralliés.

b) Cambodge.

Le Cambodge, a pendant cette période, bénéficié des mêmes attributs de souveraineté que ses voisins (sauf pour la justice et l'organisation militaire, pour lesquels les accords militaires nécessaires n'avaient encore pu être conclus). Malheureusement ce pays n'a pas bénéficié de la même stabilité politique que ses voisins, le jeune roi se trouvant en butte aux surenchères des partis extrémistes. Toutefois, les possibilités d'entente restaient considérables.

c) Laos.

Le Laos avait lui aussi défini ses relations avec la France et obtenu son indépendance complète.

De même qu'il a réalisé l'unité territoriale de son pays en abdiquant ses droits sur le sud-Laos, le Prince Boun Oum, chef du gouvernement laotien de mars 1949 à février 1950 accomplit l'union nationale en ramenant au sein de la nation les émigrés « issaras » qui avaient constitué à Bangkok un gouvernement dissident. Son successeur Pouy Sananikone fit entrer dans son gouvernement deux ministres anciens issaras, membres du gouvernement de Bangkok. Sous son autorité, l'administration fut mise en place en fonction des tâches nouvelles qui lui incombait à la suite de signature de conventions d'application du traité du 19 juillet 1949 et des accords de Pau. Les rebelles de Bangkok devaient d'ailleurs rentrer au sein de la communauté nationale au point que leur propre chef devint Président du Gouvernement.

Défense des intérêts français.

a) Intérêts culturels.

A-t-on jamais eu conscience en France de l'importance que revêtait le maintien de nos positions culturelles dans les trois pays associés, positions que nous avons déjà retracées ? Il s'agit pourtant d'un des aspects les plus importants de notre influence en Extrême-Orient. La poursuite au Cambodge, au Laos et au Vietnam de l'œuvre culturelle de la France pouvait être considérée comme une condition préjudicielle. Là résidait sans doute le secret d'une politique d'avenir pour la France dans une Indochine désormais indépendante. Les négociateurs français ont toujours été conscients de cet impératif et il est juste souligner que les représentants du Vietnam de Bao Daï comme ceux du Cambodge et du Laos, se sont toujours déclarés prêts à admettre la place prééminente de la culture française dans leurs États.

Dès l'échange de lettres du 8 mars entre le Président de la République et Bao Daï le droit était reconnu à la France d'ouvrir librement au Vietnam des établissements d'enseignement publics et privés dans les cycles primaire, secondaire, technique et professionnel. La langue française obtenait une place privilégiée. Une université mixte franco-vietnamienne était créée. Toutes les disciplines enseignées dans cette université devaient l'être en français. Enfin étaient préservés les droits des établissements scientifiques français et en particulier ceux de l'École Française d'Extrême Orient et des Instituts Pasteur.

Le même souci de protéger notre œuvre culturelle se manifeste dans la convention générale du 19 juillet 1949 entre la République française et le Laos dans le traité entre la France et le Cambodge signé à Paris le 8 Novembre 1949. Les conventions ou accords

d'application avec le Vietnam (30 novembre 1949), le Cambodge (15 juin 1950) et le Laos reprennent et précisent les avantages obtenus par la France dans le domaine culturel.

Ainsi avait-on su accorder aux États associés une indépendance complète tout en préservant les intérêts majeurs de la France. Cette politique novatrice se distinguait par là de l'abandon qu'on devait connaître par la suite.

À cette période d'ailleurs non seulement l'enseignement français continue sans entraves, mais il fut particulièrement recherché des vietnamiens, cambodgiens et laotiens. Nos établissements nombreux pourtant étaient loin de suffire à la demande. Le chiffre des bourses accordées aux étudiants de ces pays désireux de poursuivre leurs études en France est lui aussi révélateur.

b) Intérêts économiques.

Ceux-ci furent efficacement défendus par les accords de Pau qui permirent au secteur privé de se maintenir et, dans certaines branches, de se développer. Nous avons, en particulier déjà cité le cas du textile, dont la crise actuelle tient en grande partie à la perte ultérieure du débouché indochinois. Il suffit d'ailleurs de se référer à la statistique que nous avons déjà donnée. Nous verrons que les importations en Indochine de produits français devaient passer de 58 milliards en 1950 à 123 milliards en 1952. Ce résultat tenait en particulier aux marges préférentielles accordées aux produits français.

Évolution militaire.

Dans la période comprise entre 1949 et 1953 l'effort poursuivi sur le plan militaire a porté principalement sur deux points :

- 1°) La défense des États associés et parallèlement, des intérêts français.
- 2°) La mise sur pied des armées nationales.

Voyons donc quel a été l'effort militaire pendant toute cette période. Disons d'emblée que cet examen nous permettra de conclure à l'inanité des critiques selon lesquelles notre effort militaire n'aurait pas été suffisant et le Corps Expéditionnaire n'aurait pas disposé des moyens nécessaires à sa mission. Certes des hypothèques ont pesé sur toute cette guerre et c'en était une de devoir la mener, malgré son ampleur, comme s'il se fut agi d'une simple expédition coloniale, c'est-à-dire dans le cadre d'un budget et avec une métropole où l'opinion publique n'était prête qu'à des sacrifices très restreints. L'envoi du contingent que cette opinion publique rendait impossible, n'eut probablement rien changé, car il n'aurait eu valeur qu'avec un encadrement que nous ne pouvions improviser et un armement que le pays n'était pas disposé à financer. Mais mise à part la question de l'envoi du contingent le caractère « clandestin » donné à cette guerre a forcément nui à son succès. Pourtant, malgré ces hypothèques, un effort énorme a été tenté et mené à bien. C'est si vrai qu'en fin de compte, nous n'avons pas été battus militairement, mais moralement et politiquement. Nous y reviendrons quand nous parlerons de Dien Bien Phu ou pour anéantir quelques quinze mille hommes, l'adversaire dut employer les deux tiers de ses forces. Le Corps Expéditionnaire est sorti pratiquement intact de la guerre d'Indochine.

Quoi qu'il en soit, nous voyons la situation militaire de 1949 à 1953. Nous l'analyserons avec un certain détail bien que nous n'ayons pas jusqu'à présent parlé des opérations militaires. En effet, c'est en 1949 que l'affaire d'Indochine prend vraiment son caractère de guerre internationale. C'est au surplus sur cette période que, sur le plan militaire, porte la controverse.

Situation en 1949.

Rappelons d'abord la situation de 1949.

a) Nord Vietnam.

Au Nord Vietnam, un souci avait fini par prédominer : défendre le Delta Tonkinois contre les infiltrations vietminh. Telle est la raison pour laquelle on avait occupé la route nationale n°4 afin de tenter de reprendre Lao Kay. Le dispositif tentaculaire qu'on créait ainsi

présentait du danger, aussi en juillet 1949 le Comité de Défense Nationale avait-il décidé (voyant en particulier se profiler la victoire de Mao Tse Toung) d'évacuer nos positions avancées, dont Cao Bang. En octobre 1949, une partie seulement de ce plan avait été réalisée.

b) Centre Vietnam.

Au centre Vietnam, en 1949, la situation militaire est détériorée. Notre dispositif est devenu filiforme le long de la route coloniale N°1.

c) Sud Vietnam.

Au sud Vietnam, la pacification entreprise précédemment a marqué quelques progrès mais nous ne possédons que quelques points forts reliés par des axes gardés.

Évolution à partir d'octobre 1949 (Cao Bang)

L'évolution à partir d'octobre 1949 a été en partie commandée par la situation que nous venons d'exposer. L'effort principal est consacré au Tonkin où nos forces se partagent entre la haute et la moyenne région (une douzaine de bataillons) et le Delta (plus de 25 bataillons). Nos positions avancées sont devenues précaires, d'autant que dès février 1950, le Vietminh est renforcé par les communistes chinois.

C'est dans ces conditions que le commandement français choisit la belle saison pour exécuter à l'automne 1950 le repli de Cao Bang prescrit en juillet 1949.

Cette évacuation de Cao Bang permet malheureusement au Vietminh, qui a concentré toutes ses forces pour couper la retraite de nos sept bataillons, de porter un coup très dur à notre garnison et à la colonne de secours venue à sa rencontre. Le Commandement en chef décide alors d'évacuer toutes nos positions frontières Nord Est de Moncay et du Nord Ouest.

Mi novembre 1950, nos forces sont concentrées dans le Delta ne conservant que deux ailes légères : Moncay pour interdire au Vietminh le ravitaillement par mer, et le fidèle pays Thaï.

Création de l'Armée Nationale Vietnamienne.

Les événements de Cao Bang signalaient la nécessité de constituer une armée nationale vietnamienne dont le statut avait été esquissé par les accords du 8 mars 1949. Aussi obtint-on la signature, le 30 décembre 1949, d'une Convention militaire franco-vietnamienne qui affirmait le caractère national de l'armée vietnamienne, précisait l'aide de la France, créait un Comité Militaire permanent et garantissait des bases de garnisons aux forces de l'Union Française quand la paix serait revenue.

Cette convention précisait en outre la part prise par le Vietnam dans l'entretien de son armée par la mise sur pied d'un budget national et fixait les apports de la France en matériel et en cadres pour la formation de cadres vietnamiens.

Un accord d'Octobre 1950 devait préciser les termes de cette convention.

Indiquons que, dès Février 1950, l'Armée Nationale vietnamienne comprenait 50 000 hommes. Très rapidement elle allait assurer un appui important au Corps Expéditionnaire. Dès lors, la guerre change de caractère et c'est le Vietnam national qui lutte contre l'ennemi commun soviétique, son envahisseur.

La Chine entre en jeu.

Une nouvelle période va s'ouvrir en Novembre 1950 avec l'accroissement de l'assistance chinoise au Vietminh. Le problème est alors de tenir le contour extérieur des zones réduites que nous conservons, contre un adversaire consolidé par sa victoire de Cao Bang et d'en assainir l'intérieur. Aussi, tandis qu'une partie de nos troupes s'ancre au sol, l'autre s'organise en groupements mobiles. Des renforts arrivent de France, de nouvelles recrues autochtones sont levées et les premiers bataillons de l'armée vietnamienne prennent en charge quelques circonscriptions intérieures.

Parallèlement la France fait un effort considérable pour obtenir, puis accélérer l'aide américaine, faisant comprendre à l'opinion mondiale que cette guerre est la guerre du monde libre. Le Général de Lattre de Tassigny y apporte le poids de son prestige militaire et obtient à Washington l'accélération de la cadence de livraison du matériel gratuit : son montant est fixé à 110 milliards.

De Lattre entoure le Delta de 1 200 ouvrages bétonnés, réunit sept groupements mobiles au Tonkin, fortifie Haïphong et fait tout pour parer au déferlement possible des armées chinoises.

Mais ces préparatifs inquiètent le Vietminh. Aussi la fin de 1950 est marquée par son offensive. Il y subit la défaite de Vinh Yen, où il perd 6 000 hommes : victoire dont bien entendu la presse française a à peine parlé, réservant ses gros titres pour nos moindres revers. Ce coup d'arrêt pourtant donne confiance à nos alliés américain et britannique. Il est suivi par les victoires de Dong Trieu et Mao Khe et du Day. Au pays Thaï le Vietminh est rejeté sur le fleuve rouge.

Pour paralyser le ravitaillement du corps de bataille Vietminh est entreprise la bataille d'Hoa Binh. Pendant cette période (novembre 1951 – Mars 1952) ont lieu surtout de nombreuses opérations d'assainissement rendues nécessaires par de fortes infiltrations ennemies. Partout, dans l'Indochine, c'est une succession de guérillas, pendant que la pacification se poursuit avec obstination et patience. Les effets s'en révèlent très favorables au Laos où elle favorise l'attitude loyale des populations et au Sud Vietnam où nos progrès sont constants depuis 1949 malgré le jeu complexe des sectes. Seul le Cambodge n'arrive pas encore à neutraliser ses bandes rebelles.

Pourtant, de plus en plus épaulé par la Chine, l'ennemi poursuit ses attaques. En Octobre 1953, il se livre à une offensive générale sur le pays Thaï, qui se termine par l'attaque sans bénéfice de Na Sam. Après une reprise de quelques semaines, la bataille se déplace au Nord Laos où nous faisons face, à la plaine des Jarres, au Vietminh qui menace Vientiane et Luang Prabang. Les dispositions prises par le Général Salan permettent néanmoins de sauver ces capitales. Le maintien de Na Sam n'étant plus justifié, ce point est évacué. L'été 1953 voit ainsi nos forces regroupées pendant que, par une série d'actives menées à l'intérieur du Delta, on s'efforce de désorganiser les bases Vietminh.

Les armées nationales se constituent.

Tout cet effort de guerre n'a été rendu possible que par la constitution des armées nationales et notamment de l'armée vietnamienne. Cette création d'armée donne sa marque à cette période où, les jeux politiques étant fait, il s'agit de créer une situation militaire suffisamment favorable pour permettre une négociation internationale. Dès ce moment, en effet, il est clair que, dans une guerre internationalisée au surplus par la présence chinoise comme par l'aide américaine, seule la négociation internationale peut donner aux parties en présence les garanties nécessaires. Seule d'ailleurs une telle négociation est possible à obtenir. La Conférence de Genève devait le prouver et nous y reviendrons. Encore fallait-il attendre l'époque où une telle paix serait possible et tenter de lui créer des conditions favorables. L'armée nationale Vietnamienne était le moyen (devant l'essoufflement de la France toujours plus sensible) de créer ces conditions.

Nous avons vu que la Convention de Dalat, le 30 décembre 1949 avait décidé la création de l'armée vietnamienne. Le programme alors tracé se réalise de façon satisfaisante les années suivantes. En fin d'année 1951, l'armée vietnamienne compte 63 000 réguliers et 59 000 supplétifs. Les écoles militaires progressent : 210 officiers sortent de l'École de Dalat, 450 y sont instruits, 50 sont à l'école du service de santé, 1 000 dans les écoles régionales de sous-officiers. Les réserves se constituent (60 000 hommes appelés pour deux mois, 700 cadres de réserve formés en 7 mois).

L'autonomie de cette armée est parallèlement précisée : création d'un Secrétariat Général Permanent de la Défense Nationale, du Comité Militaire Permanent, des États Majors de Région, puis d'un Haut Comité militaire franco-vietnamien, d'un État Major Général sous les ordres d'un vietnamien, le Général Hinh.

L'effort vietnamien se marque d'ailleurs sur tous les plans. Les chiffres le prouvent : 15 milliards en 1951, 30 milliards en 1952, 50 en 1953.

En juillet 1952, le Haut Comité décide un plan à longue échéance pour 1953, 1954 et 1955 sur la base de 8 divisions et 175 000 hommes dont 50 000 supplétifs. Il prévoit la création d'une armée de l'air et d'une marine. Ce plan devait être renforcé par Bao Daï en 1953 qui propose le recrutement de 40 000 hommes supplémentaires afin de former 54 bataillons légers, 14 compagnies lourdes, 19 unités de transport.

Au Cambodge, un effort du même ordre était entrepris pour que l'armée nationale Khmère soit à même de neutraliser les bandes rebelles, en général inféodées au Vietminh. Alors qu'en Mai 1950 le plan de valorisation de l'ARK, conçu avec SM le Roi, prévoyait une armée de 9 000 hommes, un plan de développement était établi dans le courant de 1952 sur la base de 135 000 hommes.

La pacification.

Certains critiquent quand même cet effort de guerre disant qu'on aurait dû l'accentuer encore, notamment par l'usage d'armes à grand pouvoir destructeur. Nous pourrions ne pas nous défendre, car on n'a pas à se défendre d'avoir agi avec humanité. Disons pourtant que l'emploi de telles armes aurait été à l'encontre même du but poursuivi : une Indochine indépendante dans la fraternité de l'Union Française. La guerre quelle qu'elle soit entraîne assez de larmes pour entraver un tel effort de paix. Que n'eut fait le massacre de populations presque inconscientes du conflit où elles étaient engagées. Au contraire, l'effort de guerre en Indochine n'avait de sens que doublé par un effort non moins intense de pacification comme par une action sociale résolue.

Les instruments de pacification ont été variés : le Haut Comité de Pacification et les GAMOS ont été les principaux.

Créé en Juillet 1952, le Haut Comité de Pacification, comportant trois représentants français et trois représentants vietnamiens, a fonctionné jusqu'à juin 1953. Ce Comité a réussi à mettre sur pied un plan général de pacification, doté d'un milliard de piastres, qui a changé les méthodes de pacification.

Sur place, l'organe principal de pacification a été le GAMO (Groupement administratif mobile opérationnel) chargé tout à la fois de soigner les populations récemment ralliées et dont l'état sanitaire était affreux, de les nourrir, de les recenser, de les encadrer, d'en éloigner les éléments subversifs, en attendant que leur état d'esprit comme leur situation matérielle permette de les confier purement et simplement aux autorités civiles vietnamiennes.

4ème étape : De la dévaluation de la piastre à la Conférence de Genève.

La dévaluation de la piastre.

Sur les trois plans que nous avons indiqués, création de l'Indépendance des États, défense des intérêts français, poursuite de la guerre pour se rendre apte à la négociation, cette politique se déroulait logiquement quand un fait allait soudain tout dégrader et préparer, dans l'inconscience de l'opinion métropolitaine, la dislocation finale : je veux dire la dévaluation de la Piastre.

Une campagne s'était en effet déclenchée dans une partie de l'opinion métropolitaine : la piastre donnait lieu, selon les promoteurs de cette campagne, à de terribles trafics qui aboutissaient à ravitailler le Vietminh en devises.

Cette campagne amorcée par un fonctionnaire évincé, que les Tribunaux devaient sanctionner, était attisée pour de trop visibles motifs de politique intérieure. D'autre part tout ce qui prêchait l'abandon pur et simple en Indochine s'en empara.

C'est dans ces conditions que le 6 mai 1953, le Président du Gouvernement, M. René Mayer décida unilatéralement de dévaluer la piastre et de la ramener, de son taux officiel de 17 francs déterminé par le Général de Gaulle au lendemain de la Libération, au taux de 10 francs.

Cette mesure, grâce à laquelle M. René Mayer essayait de sauver un gouvernement moribond, devait se révéler techniquement inefficace et politiquement ruineuse.

Techniquement inefficace. En premier lieu l'enquête intervenue depuis devait surtout révéler l'inexistence des prétendus trafics. Seul allait être mis sérieusement en cause le Trésorier du Rassemblement du Peuple Français. D'ailleurs la surveillance effectuée par l'Office des Changes et le Ministère des Finances, seuls responsables en la matière, surveillance renforcée à la demande du Ministère des États Associés, ne permettait certainement pas des fraudes de l'ampleur de celles qu'on dénonçait. Non que certains trafics n'aient pu avoir lieu. Une guerre en Orient devait fatalement en entraîner, mais ils n'ont jamais pu s'exercer que sous couvert d'opérations légales et sous un volume tel que l'attention du Ministère des Finances, toujours très vigilant en ces matières, ne puisse être attirée.

Mais de tels trafics, s'il y en eu, ne pouvaient être arrêtés par une dévaluation de la piastre. Ils reposaient sur le fait que la piastre se négociait au marché noir à un taux sensiblement inférieur à sa valeur légale, celle-ci étant supérieure à sa valeur commerciale réelle. Malheureusement si en dévaluant une monnaie de caractère normal, comme la livre sterling, un moment surévaluée, on a chance de la rapprocher de sa valeur commerciale réelle et par là de faire cesser les spéculations clandestines, il n'en était pas ainsi pour la piastre dont la valeur commerciale réelle, la valeur économique, si elle s'était établie librement, aurait été très voisine de zéro. Si bien que la dévaluer de 17 à 10 francs sous prétexte qu'elle se négociait au marché parallèle aux environs de 11 francs, était une mesure illusoire. La marge entre la nouvelle valeur nominale et la valeur réelle restait telle que dès le lendemain de la dévaluation un nouveau cours parallèle pouvait s'établir et en fait s'établit, cours parallèle qui s'inscrivait automatiquement, comme auparavant, entre la valeur officielle et la valeur que pouvait fixer une nouvelle dévaluation. Ainsi, la dévaluation décidée par M. René Mayer n'empêchait aucun trafic : bien au contraire, en donnant un caractère de fragilité au cours officiel, elle stimulait les spéculateurs.

Ajoutons que la dévaluation ne devait même pas permettre – autre inefficacité – de réduire les dépenses du Corps Expéditionnaire. En effet, dès le lendemain, il fallut ajuster les soldes et c'était justice : on ne se fait pas tuer au rabais.

Par contre, cette mesure eut de graves inconvénients économiques. Elle provoqua une hausse du prix de la vie. Au Vietnam, même le paysan vit pour à peu près pour un tiers sur des produits importés. Les négociants chinois, durement touchés par cette mesure, se firent les fourriers du mécontentement. Un an après, le Vietminh en alimentait encore sa propagande (Témoignage apporté par une Mission de l'Assemblée de l'Union Française présidée par M. Charles Gros, SFIO).

Mais les inconvénients politiques de la dévaluation de la piastre furent encore plus graves et plus profonds. Ils ont amenés, nous l'avons dit, la décomposition de toute l'affaire d'Indochine.

Nous avons ainsi, en dévaluant la monnaie des États Associés sans les consulter, manqué à la lettre et encore plus à l'esprit des accords de Pau. C'est-à-dire que nous avons nous-mêmes rompu le véritable pacte constitutif de notre association avec eux. Toute notre politique était de leur accorder une indépendance, si je puis dire, ostensible : or accorde-t-

on l'indépendance à un pays dont on manipule la monnaie derrière leur dos ? Nous nous sommes donnés des allures de machiavels de sous-préfecture, position bien indiquée pour la tête d'une grande Confédération et capable de ruiner toute la confiance que nos associés mettaient en nous. Le ministre chargé des Relations avec les États Associés n'ayant pas été prévenu de cette dévaluation qu'il apprit par la radio (bien mieux huit jours auparavant, le Président du Gouvernement l'avait assuré qu'elle n'aurait pas lieu) avait affirmé tant à Bao Daï qu'au Roi du Cambodge qu'il n'en était pas question. Ainsi avons nous perdu la face.

Mais ce faisant, et ce point est le plus grave, nous l'avons fait perdre aux hommes que nous avons nous-mêmes mis en place et à qui nous avons confié le destin du Vietnam.

La suite ne devait pas longtemps se faire attendre. En Indochine on sentit soudain tout crouler sous ses pieds. Ce fut en effet, conséquence directe de la dévaluation de la piastre, la fuite du Roi du Cambodge directement touché par cette mesure.

Changement du Haut Commandement.

La survie demandée par M. René Mayer à la dévaluation de la Piastre ne devait être de quelques jours. En même temps et toujours pour satisfaire l'opinion parlementaire le Président du Conseil renouvelait le Haut Commandement en Indochine, le Général Navarre étant substitué au Général Salan. Je ne suis pas à même d'apprécier la valeur militaire du Général Salan. Il avait au moins pour lui de connaître admirablement le terrain, et de posséder la confiance de ses troupes. Le Général Navarre ignorait l'Indochine (dans l'entourage du Président du Conseil, on présentait cette lacune capitale comme un titre) et, qui plus est, cette ignorance dangereusement connue n'était pas de nature à rassurer ceux qui depuis des années pataugeaient dans la boue des rizières. Conjugué avec la dévaluation de la piastre, ce changement de commandement devait avoir les plus funestes conséquences. Mais nous le disions, René Mayer n'ayant obtenu que quelques jours de répit était après une longue et difficile crise ministérielle remplacé par M. Joseph Laniel. Celui-ci constituait une équipe où ne figurait aucun spécialiste des affaires d'Indochine. Jean Letourneau quittait en effet le poste qu'il avait occupé avec la confiance de six chefs de gouvernement. Un secrétaire d'État remplaçait le ministre et cette dévaluation du poste allait être ressenti à Saïgon comme à Pnom Penh. Quant au titulaire M. Jacquet, il devait s'illustrer lors de l'affaire des fuites. En attendant, il était connu surtout pour son ignorance d'un problème dont, semble-t-il, des considérations de politique électorale l'amenaient seules à s'occuper.

La déclaration du 3 juillet 1953.

C'est ainsi que dans l'improvisation, sans qu'on put s'y opposer tant il était impensable d'ouvrir alors une nouvelle crise ministérielle, le Gouvernement de M. Joseph Laniel improvisa une déclaration – le 3 juillet – qui suffirait à démontrer que les bonnes intentions n'ont jamais compensé l'ignorance. Cette déclaration consistait à déclarer en substance qu'on allait enfin accorder l'indépendance aux États Associés d'Indochine. Ainsi d'abord nous sanctionnions nous-mêmes l'impression que nous venions de donner que la politique française s'inspirait des astuces en usage dans les délibérations de certains Conseils Généraux. Nous reconnaissons nous-mêmes n'avoir été que ces « machiavels de sous-préfecture » dont nous venons de parler et, pour tout dire, avoir « roulé » nos associés jusque là, par un faux semblant d'indépendance. Ensuite nous faisons des hommes que nous avons mis en place en Indochine, notamment au Vietnam, ou bien des imbéciles bernés par nous, ou bien des « collabos » qui avaient accepté de travailler avec nous dans un simulacre d'indépendance. Ainsi de nos propres mains, allions nous déconsidérer le seul homme d'État digne de ce nom de Vietnam qui se trouvait par bonheur être francophile : le Président Nguyen Van Tam.

Après une telle déclaration celui-ci ne pouvait plus gouverner. Bao Daï à qui cette personnalité portait ombrage fut trop heureux de le constater et de choisir comme président

du Gouvernement le Prince Buu Loc, son propre cousin, homme fort intelligent et de bon vouloir, mais dont la venue, soulignant le caractère personnel que Bao Daï de plus en plus entendait donner à son pouvoir, décourageait les éléments démocratiques en même temps qu'en France il donnait, à tort mais avec consistance, l'impression que le Gouvernement du Vietnam relevait de l'opérette.

Dien Bien Phu.

Tel fut le climat politique de la défaite de Dien Bien Phu. Celle-ci fut d'abord et même surtout une défaite du moral français et du moral vietnamien. Revers minime si on compare l'effectif des pertes par rapport à l'effectif total des forces engagées, défaite encore plus minime quand on sait que l'ennemi dut rassembler les deux tiers de ses forces pour abattre quelques douze mille hommes. Mais défaite, qui survint dans un climat si dégradé qu'elle emporta tout à la dérive et qu'elle changea le climat de la Conférence de Genève dès ce moment.

Certes, une souricière aussi curieusement établie par nous-mêmes révèle l'ignorance certaine que le commandement avait du terrain. Mais entre temps, la Conférence internationale tant désirée avait été, au prix du plus gros effort diplomatique qu'on puisse imaginer, convoquée. Pour évaluer l'effort diplomatique que dut dépenser M. Georges Bidault pour obtenir cette conférence – il y mit deux ans de négociations obstinées – il suffit de se rappeler que la « détente » était à peine amorcée et qu'amener russes, chinois et américains autour du même tapis vert tenait du prodige. M. Mendès-France dans son triste discours du 6 mai 1954 se serait grandi en reconnaissant ce fait.

Seulement, il se produisit ce dont la menace avait paralysé les tentatives antérieures de négociations. L'ennemi – oriental, jeta tout dans la balance interprétant la recherche de la paix comme un aveu d'impuissance. Ainsi les avances menées parfois par des personnalités sans mandat avaient-elles toujours coïncidé (mais ce n'est pas une simple coïncidence) avec une offensive Vietminh. Pouvait-il en être autrement ? L'important eut été de ne pas s'en démonter comme le fit, sous un concert unanime de sa presse, l'opinion métropolitaine.

Genève, première manière.

La conférence de Genève, dans un tel climat, commença comme elle devait commencer : par le plus dur des marchandages. Pour nous, toutes les issues étaient mauvaises : élections générales brusquées, partage en zones. Pourtant on pouvait encore espérer une solution qui sauverait encore la présence française au Vietnam et les principales positions stratégiques occidentales. Seulement, pour y parvenir, il ne fallait pas étaler un appétit inconsidéré pour une paix vaille que vaille – or le Parlement, sous l'impulsion de M. Mendès-France, offrit ce fâcheux étalage. Tout le jeu, déjà faible, de nos négociateurs a été détruit derrière eux par des français.

On a accusé M. Georges Bidault (c'était la façon de justifier cette inqualifiable campagne) d'avoir voulu « torpiller » la Conférence de Genève pour qu'elle n'aboutisse pas à la paix ; telle était l'argumentation de M. Mendès-France dans ce même discours du 6 mai. Il s'enfermait d'ailleurs dans une contradiction, car il accusait M. Bidault de torpiller une conférence dont lui-même proclamait l'inutilité et inanité puisqu'il ne voulait entendre parler que de négociations directes et bilatérales avec le Vietminh. Mais l'accusation portée contre M. Bidault n'était pas acceptable pour tout homme de bonne foi. Pourquoi se fut-il donné tant de peine pour obtenir une conférence s'il devait lui-même la « torpiller » ? Surtout quel homme d'État eut été en mesure de négliger le poids de l'opinion publique et la chance de l'extraordinaire popularité que représentait, pour lui même et son équipe, la paix ?

Là d'ailleurs est le secret. M. Mendès-France n'a pas vraiment combattu Genève (cette Conférence dont il a, si je puis dire, chaussé les bottes) mais la popularité qu'en

pouvait tirer M. Bidault. Il s'est livré à une grande entreprise de politique intérieure, saisissant au bond une occasion offerte... par M. Molotov. Celui-ci sentant un adversaire dur à réduire eut l'idée, de son point de vue géniale – de le prendre à revers par le Parlement français. Il lança un discours – diktat. Son appel fut entendu, ses accusations écoutées, ses feintes furent prises au sérieux. Et c'est dans ces conditions qu'en pleine conférence internationale le gouvernement français fut renversé.

5ème étape : Genève à l'heure de M. Mendès-France

Certes, la paix de Genève ne pouvait pas être bonne. Notre pays avait trop montré sa lassitude. Notre gouvernement avait trop affiché son désir de paix. N'est-ce pas le Président Laniel, qui, le 27 octobre 1953, avait déclaré à l'Assemblée Nationale « Mon gouvernement est prêt à saisir toutes les occasions de faire la paix... » Quelques soient les réserves qui l'accompagnent, la déclaration était faite. La presse accueillait avec faveur¹² exactement au même moment la bizarre interview accordée – le 28 octobre – par Ho Chi Minh à un journal suédois. Désir réciproque des adversaires d'entrer en relation, a-t-on dit. Peut-être... mais, dans sa méthode, Ho Chi Minh nous donnait une leçon de prudence, usant d'une tangente qui lui permettait tous les replis. Notons que c'étaient pourtant les premières ouvertures du Vietminh depuis l'entrevue du Pont des Rapides de 1947. Car si à Paris, on avait, pendant toute la période parlé de négocier, l'adversaire, lui, s'était abstenu de toute demande.

Dien Bien Phu pesait aussi sur les négociateurs. Le sort de sa garnison était comme une hypothèque de l'adversaire sur eux, notamment le sort des blessés exploité odieusement par la partie adverse. Celle-ci tente d'obtenir, sous prétexte d'en contrôler l'évacuation, la possibilité de s'infiltrer dans tout le delta.

Nouvelle hypothèque contre les négociateurs : le plan militaire que nous entendions poursuivre au cas où les négociateurs n'aboutiraient pas, bien que n'ayant été exposé qu'oralement devant le Comité de la Défense Nationale, est divulgué par l'Express. Cette divulgation amène le Président du Gouvernement à exiger la démission du Secrétaire d'État aux États Associés, M. Marc Jacquet. Pourtant on pouvait essayer de préserver l'avenir. C'est ce à quoi s'employait M. Georges Bidault en tentant d'obtenir que les élections ne soient pas générales, et surtout en exigeant que le cessez-le-feu soit préalable à la conclusion d'un accord de caractère politique.

Le 8 juin, M. Molotov, comme nous venons de l'indiquer, sentant sans doute qu'il pouvait tout obtenir de notre opinion parlementaire raidit sa position, exigeant que la conclusion des clauses politiques soit concomitante au « cessez-le-feu ». Il avait bien visé. M. Mendès-France le 13 juin obtient le retrait de M. Laniel et le 19 juin constitue lui-même un ministère.

Dans sa déclaration ministérielle, il fixe une date : il obtiendra la paix pour le 20 juillet ou bien il démissionnera. L'adversaire est donc averti : le gouvernement français est enfermé dans un calendrier¹³.

Remarquons que M. Mendès-France qui avait, le 6 mai, critiqué le principe même d'une négociation internationale entre, si on peut dire dans la Conférence de Genève et, apôtre jusqu'alors des négociations directes avec le Vietminh, entame ses pourparlers par une conversation avec la délégation chinoise. Presque la seule, car l'essentiel de son effort diplomatique consistera à ramener dans le jeu les Américains qu'il avait commencé par écarter avec désinvolture, puis à amener nos associés à accepter les conditions de

12 Et le Secrétaire d'État, M. Jacquet, qui déclarait l'événement « d'importance mondiale ».

13 On remarquera que la phrase même employée par le Président Mendès-France dans sa déclaration d'investiture du 17 juin, reconnaît qu'il se posait à lui-même un ultimatum : « Le gouvernement que je constituerai SE FIXERA et il fixera à nos adversaires – un délai de quatre semaines pour parvenir au cessez-le-feu. Je me présenterai devant vous avant le 20 juillet... »

l'adversaire. À convaincre le Cambodge, il dépassera d'ailleurs le calendrier qu'il s'est fixé : cela lui permettra de poser pour la presse, les yeux fixés sur sa montre. Noble geste pour un chef de Gouvernement ! Se rendait-il compte qu'il exploitait à fin publicitaire une des heures les plus graves de notre destin national ?

Car, entre temps, il avait cédé sur tous les points et la paix ainsi souscrite était ?? des plus graves mesures. En particulier, les élections prévues pour 1956 seraient totalisées dans les deux zones. Or le Nord Vietnam comporte 60% de la population et les résultats d'une consultation électorale étant, en démocratie populaire, connus d'avance, c'était en fait (le chroniqueur du Monde, M. PA Martel, l'a reconnu) jouer l'abandon à terme de tout le Vietnam. Au Laos et au Cambodge l'adversaire obtenait droit de cité pour de prétendus gouvernements par lui préfabriqués. Le cessez-le-feu était assorti de clauses politiques. Or, cette convention n'était signée que par les chefs militaires, c'est dire, en bref, qu'elle n'engageait ni le gouvernement vietnamien, ni les États-Unis. L'un comme l'autre peuvent toujours en refuser l'application et partout ranimer un conflit où notre Corps Expéditionnaire serait entraîné : surtout les États-Unis n'ont pas donné leur garantie : c'est dire que le Vietnam est neutralisé sans que le Vietminh le soit.

La paix qui, encore une fois nous le reconnaissons sans peine, ne pouvait être bonne, mais qui fut en fin de compte conclue comme on prend un pari, devait avoir dans toute l'Union Française de néfastes conséquences. En fait d'un seul coup l'affaire de Tunisie se dégradait en répercussion directe : bientôt, le 1er Novembre, l'Algérie allait s'enflammer. L'Afrique Noire elle-même bouge. Comment en serait-il autrement quand la métropole a ainsi affiché sa lassitude et, qui pis est, son indifférence à ce que, naguère encore, elle appelait pompeusement son Empire ?

6ème étape : l'Indochine après Genève.

Et pourtant en Indochine, même une politique était encore possible après Genève.

Tous les témoignages concordent : ceux même, parmi les Vietnamiens qui s'étaient laissés entraînés à souhaiter notre défaite : ceux même – et ils étaient nombreux – que Dien Bien Phu avait emplis d'orgueil comme une défaite de l'Homme Blanc, furent au lendemain de Genève atterrés. Le voile de leurs illusions tomba. En même temps disparut vis-à-vis de nous, le « complexe colonial ». Nous n'apparaissions plus, même aux plus obstinés, comme un oppresseur possible. Par contre, nous restions la nation qui pouvait protéger et aider.

Cette disposition pouvait être un point de départ. Malheureusement nous ne sûmes pas l'exploiter.

Entre temps le Vietnam avait changé de gouvernement. Le Prince Buu Loc ayant démissionné le 16 juin, avait été remplacé par M. Ngo Dinh Diem connu pour un catholique fervent, d'un nationalisme intransigeant, d'une probité indiscutable, mais exilé depuis quinze ans aux États-Unis et ayant de ce fait perdu le contact avec son pays. Son arrivée coïncida avec l'évacuation des évêchés catholiques, techniquement nécessaire sans doute, mais que ce chef de gouvernement devait ressentir avec acuité. D'autant plus qu'elle lui retirait un point d'appui dans l'opinion, ce catholique du Nord étant paradoxalement appelé à gouverner un pays réduit à sa partie sud et où les catholiques n'étaient plus, de ce fait qu'une petite minorité.

Un gouvernement qui comportait une telle faiblesse au départ, devait dépenser l'essentiel de son énergie à assurer son autorité. D'autre part, les tâches immédiates le débordèrent et dont l'une des plus difficiles fut de recevoir quelques 700 000 réfugiés du Nord Vietnam, exode sur lequel nous reviendrons.

Enfin ce Gouvernement céda à la facilité de se faire de la francophobie, d'une francophobie que d'ailleurs il créait par tous les moyens, un tremplin : il est vrai que l'impérialisme du Ministère des États Associés M. Guy La Chambre, d'une part, l'animosité

maladroite de certaines autorités locales, d'autre part, lui sont une circonstance atténuante. On a beaucoup reproché à M. Diem de « s'être jeté dans les bras des Américains ». Reste à savoir si jamais la possibilité d'un autre appui lui a été apporté.

L'immobilisme du gouvernement Mendès-France.

La France disions-nous, avait au lendemain de Genève la possibilité d'une politique en Indochine, à la fois parce que le nationalisme ne se tournait plus contre elle et parce qu'elle disposait encore de la force : son Corps Expéditionnaire que la perte de 12 000 hommes à Dien Bien Phu n'avait quand même pas sérieusement entamé.

Cette position privilégiée, elle pouvait l'employer à créer un gouvernement d'unanimité nationale au Sud Vietnam, que ce fut en désarmant les « Sectes », ces féodalités que les circonstances du conflit l'avaient amenée à renforcer et à armer, ou en amenant les dites sectes à collaborer avec les autres forces politiques du pays, dont M. Diem, dans un tel gouvernement.

Telles étaient la condition première pour sauver le Vietnam. En effet, notre pays a pris l'engagement que des élections se dérouleraient dans ce pays dix huit mois après la paix de Genève. Nous savons également que les voix du Nord et celles du Sud doivent être totalisées, c'est-à-dire que ces élections sont normalement perdues d'avance. Restait une chance : que les voix du Sud dégagent une majorité très substantielle (par exemple 80%) si antiviêtminh que la totalisation des voix apparaîût en clair un crime contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans un pays à grosse proportion d'analphabètes, comme le Vietnam, la politique est d'abord une question d'encadrements. C'est ce qu'a compris le Vietminh qui s'applique avec soin à réaliser l'encadrement des villages du Sud Vietnam. Or une seule force politique pouvait à la fois éliminer les cadres Vietminh et en substituer d'autres : l'armée. Les officiers et les sous-officiers pouvaient très naturellement fournir des chefs de villages et de districts. De peu d'utilité militaire, une fois le cessez-le-feu prononcé, l'armée vietnamienne pouvait revêtir une énorme importance politique.

Malheureusement on laissa M. Diem décapiter l'armée du jeune chef qui certainement eut su lui faire jouer ce rôle, le Général Hinh (septembre 1954). Le Président Vietnamien, pour éviter toute ingérence politique massacrée, car il y a là preuve de guerre, son armée sur la ligne de démarcation. Sans doute, la destruction de l'armée comme force politique se fit-elle avec les bénédictions américaines. On aimerait savoir si M. Guy La Chambre, qui pendant quatre mois, laissa sans réponse une demande d'audience de Bao Dai, fit quelque chose pour éclairer les Américains comme pour inciter M. Diem à ne pas garder la meilleure chance de survie pour son pays.

L'imbroglio de 1955.

Dès lors M. Diem s'appliqua à éliminer les autres forces politiques du pays, « les sectes », qui pourtant, à l'exception des Binh Xuyen détenteurs de la police de Saïgon, avaient accepté d'entrer dans son gouvernement. La politique indochinoise devient un imbroglio que nous ne prétendons pas relater, mais pour lequel nous donnons seulement quelques points de repère : au début de janvier 1955, les États-Unis décident d'octroyer une aide financière directe aux États Associés ; l'institut d'émission, l'Office des Changes et le port de Saïgon sont remis au gouvernement de Diem ; en mars, l'épreuve de force entre le gouvernement et les sectes s'accroît (ultimatum des sectes le 20 mars) ; une trêve est conclue le 6 avril ; M. Diem annonce un référendum et l'organisation de prochaines élections ; il retire aux Binh Xuyen la responsabilité de la sûreté ce qui provoque des incidents sanglants de Saïgon ; la République est proclamée le 3 Mai, alors que le chef du gouvernement a refusé de se rendre à une convocation de Bao Dai ; finalement M. Diem consolide sa position au dépens de l'Empereur ; le 10 Mai, le gouvernement est remanié et l'armée engage plusieurs opérations contre les sectes.

Peu important d'ailleurs les détails d'un imbroglio qui témoigne surtout de la décomposition du Vietnam Sud. Pendant ce temps, la France, grâce à l'impérialisme de M. Guy La Chambre, a perdu sur tous les tableaux. Elle pouvait éliminer M. Diem. Elle ne l'a pas fait, laissant les Américains arbitrer en sa faveur. Mais n'agissant pas avec assez de fermeté pour l'éloigner, elle a quand même laissé ses agents locaux le harceler de coups d'épingles, empêchant ainsi un rapprochement que par moments il a paru souhaiter. Le Gouvernement de M. Edgar Faure n'a guère en Indochine trouvé que des ruines et sa politique, après un effort malheureusement trop tardif pour reprendre un caractère actif, a revêtu surtout un caractère conservatoire.

Vers l'épreuve de 1956.

Qu'advient-il de l'Indochine en 1956 ? La situation y paraît très compromise et les espoirs de sauver encore le Sud restreints. On ne peut que mieux mesurer tout ce qu'on a défendu pendant un temps, tout ce qu'on a voulu sauver, tout ce qu'on pouvait sauver, tout ce que la lassitude organisée de la Métropole a peut-être perdu.

De cette perte, les réfugiés du Nord Vietnam qui risquent de n'avoir fui le Tonkin que pour tomber au Sud dans une souricière encore pire, sont comme le symbole. Ils témoignent des valeurs morales qu'au delà des intérêts français on a voulu préserver. Un député, M. Dronne a prononcé des mots affreux contre une guerre entreprise « pour préserver les évolués du Nord Vietnam ». L'exode des réfugiés a illustré ses paroles. On se rappelle l'aventure sublime de ces villageois quittant leur terre – la terre où leur père est enterré, c'est-à-dire pour ces hommes pétris, même chrétiens, de confucianisme, leur être même – pour sauver leur foi, ou simplement, car les deux tiers n'étaient pas catholiques, leur liberté intérieure. Ils ont bravé tous les périls, tandis que des autorités inhumaines exposaient ces femmes, ces enfants, ces vieillards aux pires tracasseries quand ce n'était pas à la noyade pure et simple sur des îlots que la marée haute recouvrait. Ils ont été sept cent mille à fuir ainsi, risquant toutes les souffrances pour éviter le sort que justement, à travers presque dix ans de guerre on avait voulu leur épargner.

D'autre part, l'influence française est évincée de l'Asie. L'abandon des Établissements français dans l'Inde s'est fait sous une forme inacceptable : reconnaissons qu'il a été plus la constatation de notre éviction que son instrument. L'Indochine pratiquement perdue, ces comptoirs dispersés et morcelés n'étaient plus guère défendables. On n'allait quand même pas entreprendre pour eux la guerre qu'on n'avait pas voulu mener jusqu'au bout pour notre Empire Indochinois. Nos possessions du Pacifique sont désormais bien séparées de la Métropole sous l'influence grandissante pour les unes de l'Australie ou de la Nouvelle Zélande, pour les autres des États-Unis.

À notre influence, localement, là où la Chine ne nous a pas remplacée, sont substituées l'influence américaine et l'influence anglaise, elles-mêmes précaires, la Malaisie et le Siam sont désormais menacés en première ligne et tournés par leur arrière. L'Indonésie, en effet se communitise sous la façade du nationalisme. Quant à l'Inde, on sait sa fragilité. Le monde libre, qui n'a su que mal ou mollement comprendre ce que nous défendions en Indochine, souffre d'un dur réveil en Asie.

Les intérêts économiques ne sont jamais sordides, en ce sens qu'ils se traduisent en niveau de vie. La fin de nos exportations en Indochine a provoqué une crise très grave dans notre industrie textile qui représente 25% de la production nationale.

Enfin toute l'Union Française a subi le contrecoup de cette tragique aventure. Dès Genève la question de Tunisie s'est présentée sous un jour nouveau puis la question du Maroc, tandis que l'Algérie s'ensanglantait. Force nous est d'adopter des politiques de repli et de précipiter, fut-ce au prix de grands risques (ainsi au Maroc), les évolutions.

Notre indifférence, notre faiblesse, notre lâcheté même ont été trop clairement manifestés. Sur le bord du Mékong, nous avons perdu beaucoup de choses depuis le Maghreb jusqu'au Congo.

Cette guerre où étaient engagées les plus grandes valeurs spirituelles, a été perdue en partie grâce aux fausses générosités et aux légèretés de ceux même parfois qui auraient dû être plus sensibles à ces valeurs. Elle a été perdue surtout quand les soucis de la politique intérieure ont prédominé sur les intérêts que nous entendions défendre, ainsi pour la dévaluation de la piastre avons-nous détruit de nos mains le jeu que nous avions péniblement rassemblé. Genève même n'a pas été un avertissement. Les atouts qu'après cette conférence nous possédions encore, le Gouvernement de M. Mendès-France les a négligemment jeté par dessus son épaule.

Un miracle est toujours possible. Le sacrifice de nos garçons tombés dans la rizière, l'exode sublime aussi des réfugiés du Vietnam l'ont mérité. De telles valeurs une fois acquises ne périssent pas, nous le savons. Tant d'héroïsme a imprégné la terre du Vietnam que les ombres accumulées sur 1956 peuvent se dissiper. Et même si elles ne se dissipent pas le grain semé dans cette terre germerait pour d'autres moissons. Car l'Histoire de la Guerre d'Indochine c'est quand même et avant tout l'histoire de nos gars, volontaires immolés par la grandeur de leur patrie. C'est l'Histoire de ces malheureux qui ont choisi l'exil et peut-être la mort plutôt qu'abdiquer leur foi et leur liberté.

Cette brochure comportait en outre :

- 1°) Un long paragraphe sur les premières opérations militaires
- 2°) Une chronologie.

Caractéristiques de la lutte jusqu'en 1950

La guerre d'Indochine est caractérisée, et cela depuis le début, par un manque d'unité qui se manifeste sur les divers territoires par l'apparition de formes de lutte très variées.

Des raisons ethniques et géographiques peuvent en être la cause : Les pays vietnamiens très peuplés et réceptifs à l'idéologie du VM connaissent depuis le début des activités soutenues, alors que le Cambodge, le Laos et les pays montagneux et minoritaires du Vietnam n'ont pu établir que par degré une forme de lutte mineure.

Mais deux facteurs historiques tout aussi importants interviennent à leur tour :

Les conditions dans lesquelles la présence française s'est rétablie ont déterminé dès le début deux zones au caractère nettement tranché.

À la capitulation japonaise, les dirigeants VM étaient réfugiés en Chine ; ils disposaient dans la Moyenne Région du Tonkin, de quelques 5 000 guérilleros et dans l'ensemble du territoire indochinois, de cellules clandestines et actives, chargées du noyautage des populations et de subversion.

Ils n'eurent aucune peine, à leur retour au Tonkin, à déclencher une insurrection générale et à instaurer un régime révolutionnaire.

Mais en vertu des accords interalliés, les forces britanniques recevaient mission de désarmer les forces japonaises et de rétablir l'ordre au Sud du 16ème Parallèle, cependant que des troupes chinoises recevaient la même mission au Nord de cette ligne de démarcation, c'est-à-dire au Tonkin, au Nord Annam jusqu'à Tourane et au Nord-Laos.

Toutefois, il était admis que Chinois et Britanniques seraient relevés dès que possible par un corps français.

La situation allait évoluer de façon tout à fait différente dans chacune des deux zones ainsi définies.

Au Sud, en effet l'action des troupes britanniques, puis celle des troupes françaises qui les relevèrent promptement, permit de rejeter dans la clandestinité le régime VM à Saïgon, en Cochinchine puis en Sud-Annam et sur les Plateaux.

Au Nord, par contre, les troupes chinoises mirent beaucoup d'empressement à céder la place et ne firent rien pour empêcher le VM qui avait installé sa capitale à Hanoï d'imposer son régime.

Nous devons donc choisir les voies diplomatiques pour reprendre pied au Tonkin et au Nord-Annam et traiter avec un Vietminh déjà puissant. Les accords du 6 Mars permirent le débarquement d'un corps français à Haïphong et à Tourane ; se corps se répartit entre les principales villes situées au Nord du 16ème Parallèle. Après la période tendue, marquée par de nombreux incidents et qui dura jusqu'à la fin de l'année et permit à Vo Nguyen Giap de forger une armée régulière relativement puissante (53 000 hommes contre 15 000 français, chiffre strictement limité par les accords) qu'il crut pouvoir lancer dans l'agression du 19 décembre.

La victoire du communisme en Chine devait en 1949 permettre de donner à cette armée sans cesse perfectionnée une puissance matérielle relativement considérable, grâce à un apport massif d'armes et de munitions. C'est là le second facteur déterminant.

Pour ces deux raisons, la guerre en Indochine du Nord a pris depuis le début un caractère semi régulier qui contraste avec le caractère dispersé et sporadique des activités sur les autres territoires.

Nous allons maintenant, région par région, analyser succinctement l'évolution des formes de luttes.

En Indochine du Nord, le VM disposait avant la rupture du 19 décembre de 53 000 hommes de troupes régulières et de formations paramilitaires (TU VE et troupes populaires) aux effectifs difficilement évaluables.

L'agression générale lancée contre nos garnisons fut un échec, le Commandement VM renonça dès lors à une victoire décisive et décida de s'orienter vers une guerre de longue durée, dans laquelle l'armée régulière ne s'engagerait à fond que lorsque une supériorité indiscutable permettant une victoire décisive serait réalisée.

La précarité de l'armement et du ravitaillement en munitions, l'inexpérience des troupes et des cadres lui interdisait alors d'envisager une telle perspective dans un avenir immédiat.

Notre réaction après le 19 Décembre nous avait permis d'établir un contrôle puissant de la RC 5 entre Haïphong et Hanoï et d'entamer la pacification de part et d'autre de cet axe. Nam Dinh quoique isolé à l'origine demeurait un point fort.

Nous contrôlions en outre, la partie Ouest du Pays Thaï, Dien Bien Phu et Lai Chau, et la zone côtière de Doson à Moncay, ainsi que la RC 4 jusqu'à Langson et Dong Dang.

Au Nord-Annam, nous avons également établi notre contrôle sur la RC 1 de la rivière de Faïfoo au S Giang et entamé la pacification des provinces de Hue, Quang Tri et Dong Hoi.

L'armée régulière VM se cantonna dans une attitude défensive et ne s'attaqua que timidement à nos points forts. Par contre, la guérilla et le terrorisme, menée par les troupes populaires et 4 formations d'auto-défense se développèrent rapidement dans les zones que nous cherchions à pacifier. Les organes de Commandement VM furent de leur côté repliés dans les réduits de la Moyenne Région.

Mais, dès cette époque, le VM crut pouvoir entamer une poussée vers le Pays Thaï et le Nord-Laos, où la densité de notre occupation permettrait d'envisager des succès et par lesquels le VM afin d'échapper à l'asphyxie cherchait à gagner les frontières, en particulier celles du Siam où un Gouvernement favorable à la cause rebelle avait permis la création d'un Front du Mékong, animé par quelques bandes légères de laotiens dissidents (Lao-Issara) et de Vietnamiens du Siam.

Dans les premiers mois de l'année 1947, deux poussées VM furent ainsi esquissées vers la province de Sam Neua et un régiment VM fut engagé contre les postes de Than Uyen et Binh Lu.

Mais l'effort VM se dirigea essentiellement vers l'organisation de son armée régulière qui fut mieux adaptée à la forme de la lutte et allégée pour mener la guérilla.

À la fin de 1947, notre initiative était totale, de vastes opérations furent entreprises d'octobre à décembre afin de détruire l'armée régulière rebelle et des organes gouvernementaux en Moyenne et Haute Région Bac Can, Cao Bang furent ainsi occupés et la RC 4 mise sous notre contrôle. Au Nord-Ouest Lao Kay tombait également entre nos mains et nous refoulions au Nord du Fleuve Rouge l'armée régulière Vietminh et poussions en direction d'Hagiang. Nous poursuivions, en outre, notre extension en pays muong (Hoa Binh) voie naturelle de liaison entre Tonkin et Nord-Annam.

L'armée rebelle avait subi des pertes en hommes et surtout en matériel, du fait de la capture et de la destruction de ses dépôts, mais elle demeurait en définitive peu touchée. Des organes du Commandement avaient été contraints au repli et à la défensive, ce qui avait quelque peu ébranlé leur efficacité mais ils demeuraient intacts.

Aussi les rebelles purent-ils passer à la riposte et entamer dès cette époque la bataille de la RC 4, objectif extrêmement vulnérable sur lequel ils devaient s'acharner pendant trois ans. En même temps, ils s'efforçaient de nous contenir au NE de Lao Kay et de reprendre le contrôle du Pays Muong.

Dans les zones que nous tenions fortement dans le delta du Tonkin et sur la RC 1, entre Quang Nam et Dong Hoy, la guérilla et le terrorisme demeuraient les seules armes du VM.

À la fin de l'année 48, le VM tente sinon de prendre l'initiative du moins de devancer le déclenchement de ses opérations : c'est la première « campagne » VM encore timide mais prouvant des progrès certains chez le Commandement rebelle : dirigée contre le Nord-Est du Tonkin, dans le cadre du plan Dong Bac elle s'attaque particulièrement à la région d'An Chau, nous contraignant à une riposte énergique.

Nous pouvons par ailleurs réaliser le plan opérationnel prévu qui nous permet d'étendre notre contrôle sur l'Est du Delta, sur le Pays Muong et de porter des coups sévères aux ateliers d'armement VM de la région de Chine Phu Nho Quan.

Mais en Haute et Moyenne Région, le VM poursuit la bataille des frontières. S'acharnant sur la RC 4, il engage par ailleurs une action soutenue contre le Pays Thaï, contre nos têtes de pont de la rive gauche du Fleuve Rouge, contre Nghialo et contre l'extension de notre dispositif en pays muong.

L'année 1949 voit s'amorcer un tournant décisif : la situation évolue favorablement en Chine du Sud pour les communistes. Les bandes frontalières agissent au profit des rebelles particulièrement dans le Nord-Ouest et dans la région de Langson un approvisionnement plus abondant en armes et en munitions est assuré aux forces du Vietminh.

Dès le début de l'année, Vo Nguyen Giap croit pouvoir lancer le slogan de la contre-offensive générale.

Les cadres de l'armée s'améliorent : tant du point de vue de l'efficacité que de la foi politique. La troupe s'aguerrit et à la fin de l'année, c'est le rebelle qui prend l'offensive par

la campagne Le Loi dirigée essentiellement contre le pays muong où les rebelles s'assurent des succès passagers qui démontrent toutefois les succès réalisés dans le Commandement qui peut d'ores et déjà manier sur des fronts relativement vastes des forces importantes.

L'année 1950, enfin est plus décisive encore. La victoire chinoise est totale en Chine du Sud : le courant de ravitaillement en matériel de guerre s'amplifie et devient régulier ; il s'accompagne de la venue de conseillers militaires qualifiés. L'instruction de la troupe dans les corps d'entraînement chinois s'organise.

Dès lors, l'Armée VM se différencie. Le meilleur de l'armée régulière forme des unités Chu Luc (de force principale) unités mobiles pouvant être concentrées – Deux divisions légères d'infanterie, la 304 et la 308 sont constituées avec des régiments du Tonkin et du Nord-Annam.

Le reste de l'armée régulière se confond avec les meilleures formations paramilitaires pour donner naissance à des unités « régionales ».

La mobilisation générale est décrétée : elle signifie en fait le passage à la guerre totale : l'armée populaire est organisée et développée.

Même différenciation dans les missions : l'armée régulière ; les forces Chu Luc ont des missions exclusivement offensives. Elles n'engagent le combat qu'à leur initiative après s'être acquis un incontestable avantage numérique. Elles doivent au contraire rompre dès qu'elles sont en état d'infériorité.

Les troupes régionales sont bien armées, aussi bien armées que l'armée régulière. Mais leur mission est défensive et comporte en particulier la protection de l'armée régulière dont elles doivent couvrir le repli dans les cas critiques.

Quant à l'armée populaire, elle est formée par la population elle-même requise sur place en cas de besoin et remplit les missions auxiliaires : surveillance, guet, organisation du terrain, transport des munitions. Elle comporte par ailleurs des formations de guérilleros agissant dans le simple cadre local.

Ces mesures d'organisation qui comportent une refonte profonde de la structure des unités rebelles s'accompagnent pendant les premiers mois de 1950 d'un calme relatif et trompeur. La lutte se poursuit toutefois au Nord Ouest et surtout sur la RC 4 où interviendra précisément le réveil sévère de Septembre et Octobre.

Dans les zones fortement tenues du Delta Tonkinois et du Centre-Annam par contre, les conditions de la lutte n'ont pas varié. Sans doute, les unités rebelles ont-elles été valorisées et ont-elles fait preuve dans la guérilla d'une efficacité sans cesse en progrès.

Mais nous avons pu maintenir intégralement notre contrôle sur les régions vitales du Nord-Annam et l'étendre dans le Delta où des opérations entreprises dans le Phat Diem et le Thai Binh en 48-49 ont permis de contrôler toute la région comprise entre le bas Fleuve Rouge et la mer, et où nous avons progressé au Nord dans les provinces de Vinh Yen – Phuc Yen et Bac Nin.

À la veille des affaires de la RC 4, le VM dispose au Tonkin et au Nord Annam de

- | | | |
|---|-----|-----|
| – 2 divisions légères d'infanterie (dai doan) | 304 | 308 |
| – 1 régiment de réserve générale chargé de la défense de PC | 246 | |
| – 1 bataillon SR de réserve générale | 426 | |

A l'échelon immédiatement supérieur, le territoire est divisé en trois Lien Khu (intersecteur)

Lien Khu Viet Bac (qui englobe le Nord et le Nord Ouest du Tonkin) divisé en deux fronts :

- front Nord-Est qui comprend : 2 régiments réguliers
4 régiments régionaux
4 bataillons régionaux

- front Nord-Ouest qui comprend : 4 régiments réguliers
3 bataillons régionaux
- Lien Khu III (qui comprend le Delta et le Pays Muong) a 5 régiments réguliers
5 bataillons régionaux

- Lien Khu (les 6 provinces du Nord-Annam) comporte 3 régiments réguliers
- 1 régiment « Trung Lao » commandement opérationnel du Laos
 - des unités régionales en formation.

Sous la marée du coton bleu

Revue Communautés et Continents
Nouvelle revue française d'Outre-Mer avril juin 1961

Nous ne savons rien de la Chine, ou presque, et les récits de progressistes extasiés la cachent plus qu'ils ne la révèlent. Que de jours, veillant à la frontière, j'ai interrogé le dragon bleu couché sur l'horizon, j'ai scruté la barrière crénelée des montagnes chinoises...

Car notre destin est là. Il git parmi ce peuple de fourmis vêtues de coton. Aujourd'hui déjà, l'exemple chinois soulève, à travers l'Asie et l'Afrique, des millions d'hommes. La Russie, quand même « blanche », quand même grande puissance classique, effrayait. La Chine exalte, parce qu'elle défie « l'Homme blanc ». Comme elle est lointaine et peu connue, on ne la craint pas. Mais demain ? Les 600 000 000 de Chinois dans vingt-cinq ans seront un milliard. Il en naît chaque mois 1 000 000. Demain, c'est un milliard d'hommes à l'étonnante capacité de travail, exploitant un riche sous-sol. Voici trente ans au moins que Grousset nous en avertit.

Et nous ne voyons pas, dans cette démographie fabuleuse, une sorte de frein, une masse de besoins à satisfaire si monumentale qu'elle détourne de l'expansion. Sans doute, pour doter seulement d'une ampoule chaque foyer chinois, il faudrait construire plus de centrales que n'en possèdent réunis les États-Unis et la France. Pour donner un second costume à chaque habitant, on devrait tripler le nombre des usines textiles. Qu'importe... on n'éclairera pas les maisons et chacun ne possèdera qu'un seul bleu.

Il faut fermer les yeux pour ne pas voir, depuis dix ans, notre constante défaite. D'année en année, la carte du monde libre se rétrécit. Évidence, certes, mais évidence que personne ne paraît soupçonner. Aussi se demande-t-on si notre dernière chance ne serait pas un éclatement du bloc sino-soviétique. Ce mariage contre nature de la Russie et de la Chine ne se dissoudra-t-il pas ? Ces partenaires l'un de l'autre apeurés ne sépareront-ils pas leur route ?

Quand la Russie « gagnait » la Chine

Car leur mariage est contre nature.

Sans doute, on énumère des analogies entre ces peuples. Dans son livre *Chine et Russie*, Krakowsky les répète de page en page. Mais déjà Krakowsky ajoute la parenté des races, et l'analogie est plus douteuse. Chine et Russie se sont partagées des peuples asiates, mais les ethnies qui prédominèrent et créèrent leurs civilisations respectives sont étrangères. Chine et Russie ne communiquent que par leurs colonisés. Je ne crois pas qu'avoir partagé l'Afrique ait donné à la France et à l'Angleterre beaucoup de caractères communs. Au contraire, l'Extrême-Orient agraire de la Chine rejoint notre Extrême-Orient paysan. Fonction primordiale de l'Empereur céleste : tracer un sillon avec la charrue. Les ancêtres des souverains russes, eux, ont chevauché dans les steppes. Nous sommes fils de

beaucoup plus de préhistoire que d'histoire. Les siècles n'abolissent pas les millénaires. Et même, l'histoire de la Chine comme l'histoire de l'Europe ne sont-elles pas des parallèles poussées pour contenir cette Asie nomade de l'intérieur que René Grousset a baptisée « *le conservatoire de la Barbarie* » ?

Sa position prépondérante en Chine, la Russie ne la doit à aucune fatalité, à aucune affinité des races. C'est le fruit de l'intelligence humaine qui, elle aussi, crée l'histoire. Et si l'association de la Chine et de la Russie est un fait, si dès 1840, Adam Mickiewicz l'annonçait dans un cours au Collège de France, c'est que les tsars ont suivi, puis légué à leurs successeurs une tradition politique efficace : la création des satellites.

La diplomatie des tsars vis-à-vis de la Chine préfigure la tactique communiste du Front National. Point de ces interventions directes qui discréditent à jamais l'Occident. Celui-ci affichait avec brutalité son colonialisme mercantile. Il imposait ses comptoirs. Le colonialisme de la Russie, sans doute parce qu'il était plus vraiment impérialiste, savait se faire plus insinuant. « *Les États-Unis, comme d'ailleurs la Grande-Bretagne et la France, ne voulaient guère voir dans la Chine que des comptoirs à fonder, un marché à conquérir*, écrit Krakowsky. *La Russie, au contraire, y voyait d'abord une nation à gagner.* » Prenons ce mot « gagner » dans son sens figuré et le plus absolu. Déjà Mendeïev proposait à Nicolas II de se faire de la Chine une alliée. Mais c'est une alliée considérée comme une dépendance : encore une fois, un satellite. Cette politique a été définie, toujours sous Nicolas II, par son ministre des finances, le comte de Witte : « *La Russie, à la fois par sa position géographique et par son histoire, a le droit incontestable à la part du lion dans le partage de la Chine. Il est évident que ni le territoire de Quan-Toun, ni celui de la Mandchourie ne peuvent être le but final de la Russie. Étant donné notre énorme frontière avec la Chine et notre situation exceptionnellement favorable, l'absorption par la Russie d'une portion considérable de l'empire chinois est seulement une question de temps.* » Mais de Witte indique aussitôt la méthode : « *Notre but principal est de tâcher que cette absorption s'effectue naturellement, sans précipiter les événements, sans démarches prématurées, sans saisie de territoire.* » « *Séduire plutôt que réduire* », a-t-on pu définir cette politique. Pour y parvenir, la Russie entre dans le jeu intérieur de la Chine. Elle négocie, comme les autres puissances, avec le gouvernement impérial, mais elle le sait miné par les sociétés secrètes et elle s'abouche avec ces sociétés. Elle use de tous les modes de pénétration pacifique. Elle s'insère dans le circuit économique, dès 1910, en se faisant concéder le chemin de fer de l'Est Chinois. Impériale ou soviétique, la Russie joue de toutes les divisions de la Chine, ainsi de Tchang So-Lin contre Tchang Kai-Chek. En 1939, le protocole de Khabarovsk est la réplique exacte de la Convention de 1910.

L'habileté russe a trouvé un constant secours dans l'absurdité des Occidentaux. Les sinologues étaient pourtant nombreux et leurs avertissements n'ont pas manqué. Les Européens, emportés par l'élan qui leur avait assuré la domination du monde, n'ont pas pris la peine d'observer quelle résistance pouvait leur apporter la Chine. Ils n'ont pas su comprendre que, malgré la décomposition de ses structures politiques, malgré ses famines, elle n'avait pas atteint le seuil de la colonisabilité. Misérable mais travailleuse, anarchiste mais nationale, la Chine pouvait être vaincue, conquise, asservie, non colonisée. Ils n'ont pas compris non plus que la misère du paysan chinois portait en germe une révolution, misère trop laborieuse pour une résignation à l'indienne. Quand bouillonnaient des forces obscures affleurant dans les sociétés secrètes, les Occidentaux ont continué de croire en une Chine figée. Si parfois même ils ont voulu la secourir, ils lui ont apporté des vêtements ou du blé, mais non la seule chose qu'elle leur réclamait vraiment et que la Russie allait déverser à flots : une idéologie à sa mesure. Et ils ont mis dans leur refus l'opiniâtreté du mauvais industriel qui s'obstine à imposer à sa clientèle ce qu'il fabrique, au lieu de produire ce qu'elle désire.

Au profit de la Russie, l'idéologie a parfait une longue œuvre diplomatique. La philosophie marxiste s'est trouvée des correspondances et des points d'appui dans les vieilles philosophies chinoises. Ainsi s'explique la rapidité de son expansion et la profondeur de son succès : athéisme traditionnel de la Chine, recherche d'un bonheur qui ne soit que terrestre. « *Aucune civilisation plus que la civilisation chinoise ne s'est plus intéressée à l'homme au détriment des dieux* ». Aucune surtout n'a fait à un tel point de l'ordre social le but même de l'humanité. « *L'âme chinoise est profondément satisfaite de contempler une société où toutes choses sont ce qu'elles doivent être.* » Enfin, la Russie a tiré du marxisme une doctrine de surhomme interprète du sens de l'histoire. En Chine, cette doctrine rencontre une tradition sociale du pouvoir : la seule tradition sacrée de la Chine. Au surplus, l'Empereur instaure l'ordre cosmique, comme le génial Père des Peuples, même caché sous la bonhomie de Krouchtchev, instaure l'ordre historique. M. Jean de Ligny, qui sans doute a mieux analysé les rapports entre la pensée chinoise et la pensée marxiste, va plus loin : il rapproche la tension dialectique et le rythme du Ying et du Yang, sous-jacent à toutes les philosophies de la Chine. Thèse, antithèse, synthèse dans la mobilité des concepts... de la triade hégélienne au Tao.

André Malraux a tout dit en une phrase des Conquérants : « *La révolution française, la révolution russe ont été fortes parce qu'elles ont donné à chacun sa terre : cette révolution chinoise est en train de donner à chacun sa vie. Contre cela, aucune puissance occidentale ne peut agir.* » Parce que la Russie a fait lever cette lueur sur le désespoir des campagnes chinoises, un lien très étroit s'est noué. Il est si puissant qu'il dissipe jusqu'à des méfiances légitimes. Quel dirigeant chinois peut ignorer la volonté colonisatrice de l'URSS à l'aube de la révolution qu'elle a propagée ? Les Chinois savent quels traités le Kremlin a extirpés de leurs faiblesses. Ils savent aussi les concessions que celui-ci obtint de Tchang Kai-Chek en déroute, dans le seul dessein de les leur opposer, quand enfuis les ambassadeurs occidentaux, celui de l'URSS collait aux talons du Kuomintang agonisant. Mais d'abord la crainte des États-Unis, la haine de l'Europe sont plus fortes. Et puis l'heure de la commune expansion n'est pas celle où l'on règle entre soi les vieux comptes.

On ne « satellise » pas la Chine.

Pourtant, ce mariage longuement mûri par la volonté des hommes, mais si contraire à la nature, n'est pas une union indissoluble. L'URSS a joué comme un atout maître la carte chinoise. Mais plus tard, beaucoup plus tard, elle la perdra. Elle la perdra, elle l'a déjà perdue, parce que la Chine ne sera pas le satellite rêvé par de Witte, mais un égal. Elle la perdra, elle l'a perdue, parce que le communisme de la Chine ne sera pas le sien. Elle a semé le marxisme à la Russe. Elle ne le récoltera pas, car, élaboré par la Chine, il sera devenu méconnaissable.

Déjà la Chine l'entraîne hors des voies qu'elle s'était tracée. 1950 est une date décisive. Mao affirme son indépendance idéologique vis-à-vis de Moscou, en créant son propre institut pédagogique. Il définit la Chine, et non plus la Russie, comme un exemple pour la libération de tous les peuples coloniaux. En même temps, la Chine marque un cran d'arrêt à l'expansion soviétique à son détriment : c'est l'accord provisoire sur la Province du Sinkiang (demain ce sera l'invasion du Thibet). C'est enfin la guerre de Corée qui, dans son aspect décisif, fut beaucoup moins une lutte entre Occidentaux et communistes, qu'un effort chinois pour enlever toute valeur à la détention de Dairen (Port-Arthur) par la Russie. Venue au secours de Staline qui ne l'avait sans doute pas appelée, c'est la Chine qui par la victoire sur le Yalou, s'implante en Corée du Nord. Dans la guerre de Corée, URSS comme USA sont les vaincus. Ces deux grandes puissances ont été « stoppées » par la Chine.

Sans doute Mao demeure-t-il tributaire économique de la Russie. Celle-ci est riche et la Chine est pauvre – provisoirement. L'aide de la Russie n'est pourtant pas décisive. La Chine elle-même poursuit le plus gros effort. Sur 700 grandes unités industrielles figurant au

plan quinquennal chinois, l'URSS après deux séries de négociations n'en a offert que deux cents. Une contribution de cet ordre la Chine pourrait la trouver ailleurs, pour peu que les États-Unis soient moins aveugles. Une aide économique, Mao l'accepte, mais non une dépendance. La prépondérance qu'il prend, sourdement sur les marchés asiatiques dont il évince le Japon, consolide sa liberté économique. Par le truchement de Hong-Kong (on comprend pourquoi il ne revendique ce territoire que *pro forma*), il inonde l'Afrique et même l'Europe de ses cotonnades et de ses fibrannes. Et par le jeu subtil des comptes EFAC, nous les lui avons payées en dollars ! Pour très longtemps, les chinois n'auront toujours qu'un seul vêtement bleu. C'est le prix qu'il leur en coûte de n'être pas un satellite. Mais pour la Russie, c'est l'échec.

Et tandis qu'en Corée comme au Thibet, la Chine affirme son indépendance politique, tandis qu'au prix de beaucoup de souffrances elle évite une solidarité économique trop étroite, elle parfait son indépendance idéologique qui trouve ses sources aux origines même de sa révolution. Mao Tsé-Toung semble en avoir toujours été jaloux. Le communisme de la Chine, peut-être plus hideux encore, peut-être plus tragique, ne sera pas celui de l'URSS. Et, ce n'est-ce pas une suprême précaution, si Mao Tsé-Toung n'impose pas à son peuple l'alphabet cyrillique mais notre alphabet latin ?

À propos de la Russie, parler d'un marxisme à la sauce tartare est un mauvais jeu de mots : il exprime pourtant une réalité. En Chine, ce marxisme rencontrera une tout autre civilisation : le plus vieil empire agraire du monde. Contre Staline, au mépris des avertissements de Borodine ou de Joffre, Mao Tsé-Toung a voulu une révolution paysanne – au mépris des enseignements de Marx aussi. Il n'a pas seulement assuré son succès par ce choix : il l'a inséré dans une tradition. Une révolution n'est pas une rupture de l'histoire mais un choix brusque dans ces héritages. Ce choix, dès l'origine marque le communisme paysan de la Chine. L'idée d'égalisation des propriétés, Léger le répète après Maspéro, est une des plus vieilles idées chinoises. Elle date au moins des Wei. La lutte de Mao Tsé-Toung n'est qu'un succès au bout du millénaire échec des jacqueries chinoises.

Et s'il rejette certaines de traditions de son pays, Mao Tsé-Toung puise à pleines mains dans leurs réserves. À vrai dire, ce qu'il rejette était déjà presque mort, ce qu'il rejette était déjà presque aussi factice que la Chine des paravents. Beaucoup de choses avaient disparues dans cette Chine que l'Occident s'obstinait à croire figée. Le respect de l'homme âgé avait bien avant 1911 été ébranlé. Les jeunes gens rossaient les ministres, et déjà ils avaient pris dans la vie politique une influence décisive. Bien avant le triomphe de Mao Tsé-Toung, Malraux faisait dire à un des ses héros « *les étudiants des facultés ont aujourd'hui le prestige qui était autrefois celui des lettrés et se sentent enveloppés du respect silencieux qui leur était porté. L'existence de cette nouvelle élite, la valeur qui lui est reconnue, témoigne d'un changement de la culture chinoise qui prépare une transformation totale. C'est à la vieillesse qu'allaient les préférences de notre civilisation, c'est pour elle et par elle qu'elle s'était faite : les candidats aux examens importants étaient âgés de quarante ans ; à peine le sont-ils de vingt-cinq aujourd'hui. La Chine commence à considérer la valeur de sa jeunesse ou plus exactement sa puissance.* » La Famille non plus, n'a pas attendu Mao Tsé-Toung pour se désagréger. La dernière guerre avec ses exodes l'avait détruite. C'est même parce que ce cadre familial s'effondrait que, terrorisée par le vide, par la solitude, des millions d'êtres se tournent vers le marxisme.

Mao Tsé-Toung rejette certaines traditions déjà mortes mais il s'empare des autres et d'abord de la plus vivace : ce nationalisme passif de la Chine que nous avons baptisé xénophobie. Loin de le détruire, il le galvanise. Et d'ailleurs contraint à une lutte armée contre l'Occident et ses suppôts, le communisme chinois ne peut être que militaire. L'Armée a précédé le Parti, elle fut longtemps le vrai Parti. Peut-être le demeure-t-elle. Répétons-le : Mao Tsé-Toung, ce sont les Taï-Ping, les Pavillons Noirs, les Lotus Blancs enfin vainqueurs...

Caractère paysan, le nationalisme, tels sont les vêtements chinois du marxisme, et sans doute aussi, conjuguée avec le nationalisme, une violence antichrétienne. Une enquête effectuée en 1922 auprès de la jeunesse chinoise avait déjà révélé qu'était morte « *la tentation du christianisme* ». La haine religieuse est d'autant plus forte qu'elle se situe à un confluent de traditions. Le christianisme est expulsé comme étranger. Il est évacué par des millénaires de matérialisme social ; il est méprisé ; et c'est le paradoxe, parce que, des influences occidentales, les jeunes chinois ont surtout subi celles du XVIII^e siècle européen, des Diderot, des d'Holbach et des Helvetius, ou de nos scientifiques. Le martyr des enfants de Shangaï situe lui aussi le communisme dans une tradition chinoise.

Reste à savoir, pourtant, si certaines des traditions abolies ne ressusciteront pas ; si la famille, en particulier trop secouée pour empêcher la propagation marxiste et dont la disparition même a préparé l'avènement communiste, ne resurgira pas. Cinquante ans n'en abolissent pas trois mille. Reste à savoir aussi, et c'est la bataille actuelle autour des coopératives, si le village désorganisé lui aussi par la guerre civile, résistera ou se laissera niveler. Pour le moment, il est un obstacle et d'autant plus difficile pour les dirigeants chinois qu'il les contraint à une révolution paysanne contre les paysans. De cette lutte aujourd'hui à son apogée dépend beaucoup le visage futur de la Chine comme de son communisme.

L'aile marchande du marxisme.

Quelle qu'en soit l'issue, voici dès à présent deux marxismes incarnés, celui de la Russie et celui de la Chine, et leur divergence éclate. Aimé Césaire le constate dans sa Lettre à Maurice Thorez, citant Mao Tsé-Toung lui-même : « *L'histoire russe a déterminé un type russe de communisme... l'histoire chinoise déterminera le système communiste chinois* ». Une conciliation s'esquisse que Lou Ting-Yi a exprimée à propos du 30^e anniversaire du Parti Communiste chinois : « *Le type classique des révolutions dans les pays impérialistes est la révolution d'Octobre, le type classique des révolutions dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est la révolution chinoise.* »

Langage, dans son apparente impartialité, redoutable pour le Kremlin. Les révolutions ne progressent pas dans ces pays que le Lou Ting-Yi qualifie d'impérialistes. Partout ailleurs elles s'étendent. Ce langage apparemment modéré sonne comme un défi. Il a pu porter l'URSS à forcer son avance vers le Moyen-Orient. Mais là encore, comme dans toute l'Afrique, c'est l'exemple chinois qu'on invoque. La Révolution d'Octobre est reléguée dans le passé presque aussi complètement que la Révolution Française. Le satellite, si soigneusement choisi par Moscou, à son tour crée des satellites.

Et il entraîne. Malgré ses plans quinquennaux, malgré son industrie atomique, malgré la puissance de son économie, la Russie n'est plus l'aile marchande du mouvement révolutionnaire. Pékin a détrôné le Kremlin. Bennisgen l'a bien vu. « *La Chine a pour elle son énorme masse ; elle a pour elle malgré son retard économique, d'être le pays le plus peuplé du monde ; elle a pour elle une indépendance d'esprit vis-à-vis de Moscou qui rassure les Asiatiques et les Africains ; elle a pour elle un éloignement géographique* » par rapport aux affaires de l'Europe occidentale et à leurs complications historiques (« *Ce détachement lui permet de jouer un rôle médiateur* »). Enfin elle a pour elle le style de Mao Tsé-toung qui souligne la platitude bureaucratique d'un Krouchtchev. On discute et commente la pensée de Mao : les petites astuces politiques de MK n'exaltent personne.

N'amplifions rien : les deux partenaires sont étroitement soudés même si leur rivalité est un secret de notre paix relative. L'Inde minée de partout, inoculée de communisme, doit ce qui lui reste d'indépendance aux services que son neutralisme rend à Moscou comme à Pékin, sans doute, mais plus encore à la rivalité de ces deux capitales qui ne consentent pas mutuellement à se la céder. Rivaless mais enchaînées l'une à l'autre par la commune peur de l'Occident, par un siècle et demi d'histoire, parce qu'elles conservent encore du fond marxiste primitif, la Russie et la Chine ne sont pas à la veille de se dissocier.

Quand Starlinger recommande de jouer Moscou contre Pékin, quand Krakowsky recommande le jeu inverse, l'un et l'autre anticipent. Le divorce entre les deux grands du communisme n'est pas consommé, même s'il paraît inéluctable.

Et ensemble, ils continueront de modeler le visage du monde que nous légueront à nos enfants. Oui, ensemble encore, pour un temps que nous ignorons, même si la Russie a échoué dans la satellisation de la Chine, et si malgré sa prédominance économique elle doit la suivre. Parce que nous, Occident mercantile, nous n'avons pas su « donner à chacun sa vie », la marée du coton bleu peut nous submerger¹⁴.

14 Cet article est extrait du livre publié par l'auteur, aux Éditions Fleurus, sous le titre « *Sur la dérive de Moscou* », essai sur les incarnations contemporaines du marxisme.